



« Il faut lire et écouter les dictateurs »

Les spécialiste franco-luxembourgeois des questions de sécurité François Heisbourg recadre Asselborn et la gestion du renseignement luxembourgeois

Due diligence

Mit Paulette Lenert, einer neuen Parteileitung und dem Bekenntnis zu einer wertebasierten Handelspolitik zieht die LSAP in den Wahlkampf

Menschenrechte statt Biznessmeni

Vor dem Hintergrund des Ukrainekriegs sollen Außen- und Außenhandelspolitik kohärenter werden

„Lëtzebuerger si sécher“

Die Angst vor nuklearen Waffen ist zurück. Menschen horten Jodtabletten und fragen sich, wo Atombunker sind

Les femmes et les enfants d'abord

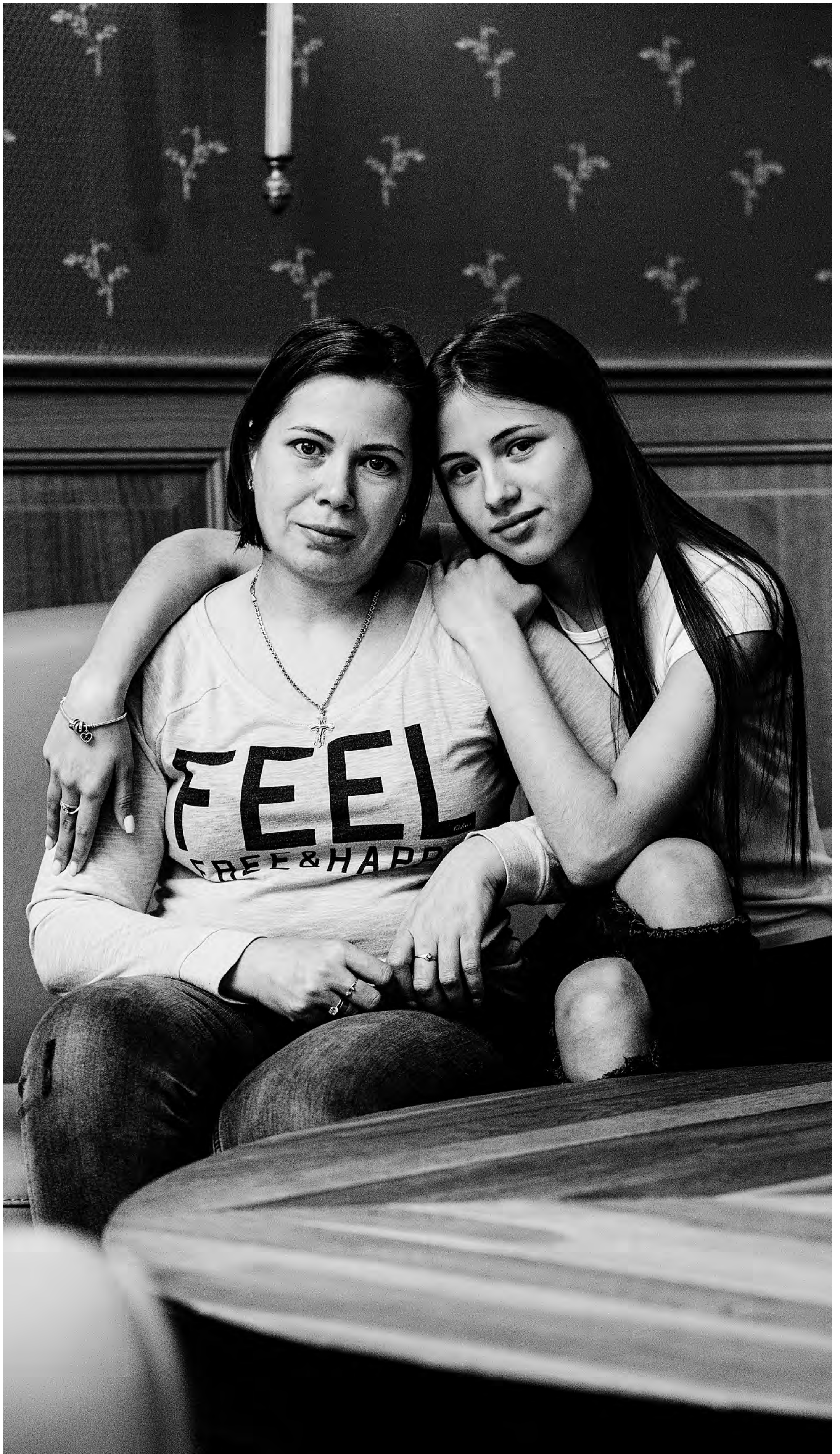
Autour de milles personnes sont arrivées d'Ukraine au Luxembourg depuis le début de l'invasion russe. Lena, Dana, Oxana ou Katia en font partie. Elles racontent

SUPPLÉMENT IMMOBILIER

Fortifications thermiques

Les rénovations énergétiques étaient un impératif climatique. Depuis l'agression russe en Ukraine, elles sont également un facteur géostratégique

Photo : Sven Becker



« Il faut lire et écouter les dictateurs »

Interview: Pierre Sorlut

Le spécialiste franco-luxembourgeois des questions de sécurité François Heisbourg recadre Asselborn et la gestion du renseignement luxembourgeois dans un entretien sur les menaces liées au conflit en Ukraine

François Heisbourg, 72 ans, est aujourd'hui l'une des voix les plus écoutées en France dans le cadre du conflit militaire en Ukraine. Après avoir suivi le parcours typique du haut-fonctionnaire en France, Science-Po et Ena, ce Franco-Luxembourgeois a travaillé dans les ministères des Affaires étrangères et de la Défense avant de rejoindre l'industrie de l'armement (Thomson-International) puis la recherche sur les questions de sécurité, notamment au prestigieux International Institute for Strategic Studies (IISS), qu'il a dirigé pendant cinq ans et dont il est conseiller aujourd'hui, ou à la Fondation pour la recherche stratégique, dont il est conseiller spécial. François Heisbourg est à ce titre l'un de ceux qui, durant les dernières décennies, a forgé le cadre de réflexion des politiques de défense. Dans un entretien accordé au Land via Zoom mercredi soir, François Heisbourg livre, dans une expertise froide, les clés d'un conflit brûlant dans lequel le monde menace de s'abîmer.

d'Land : *Monsieur Heisbourg, vous avez remarqué la sortie de Jean Asselborn la semaine dernière. Selon le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, un renversement et une élimination physique de Vladimir Poutine par la population russe seraient la seule issue possible au conflit. D'abord sur la forme : Que penser d'une telle sortie de la part d'un représentant de gouvernement européen ?*

François Heisbourg : La même chose que ce que l'on pouvait penser d'une sortie quelques jours plus tôt du ministre de l'Économie français, Bruno Le Maire, qui a parlé d'une guerre totale, y compris contre le peuple russe. Ce sont des propos qui ne doivent pas être tenus par des personnes qui sont en responsabilité politique. Même si on le pense très fort. D'ailleurs, les deux hommes se sont excusés vraiment très rapidement. Ils se sont rendus compte que ce n'était pas très malin. On ne sait pas de quoi demain sera fait. Qui sait si un jour quelqu'un demandera au Luxembourg de jouer une médiation entre X ou Y. Un ministre des Affaires étrangères ne doit pas être le premier à donner l'impression de couper les ponts.

Sur le fond, n'est-ce pas un « dérapage contrôlé » pour reprendre les termes du conseiller d'État, Alex Bodry, sur Twitter, une sortie pour donner du corps à ce scénario ?

C'est à Monsieur Asselborn de dire si tel était le cas. Sur le fond, nous ignorons aujourd'hui jusqu'où ira la guerre. Qu'il s'agisse de l'escalade horizontale, c'est-à-dire géographique, ou qu'il s'agisse de l'escalade verticale, c'est-à-dire en armement et dans sa mise en œuvre. Dans ces conditions, on ne prononce pas des mots qui laissent l'adversaire penser que l'escalade est pour lui la seule solution. Car si vous promettez à Vladimir Poutine une élimination physique et s'il prend cela au sérieux, ce qui reste à démontrer, une des réponses rationnelles, je dis bien rationnelles, serait de monter en gamme dans la violence.

Dans votre ouvrage Le Retour de la guerre, paru en octobre dernier, vous avez prophétisé la possibilité d'une guerre entre grandes puissances... on y va ?

Nous y sommes. L'Ukraine rassemble 45 millions d'habitants. C'est grand comme la France. Mais l'Ukraine ne fait pas partie de l'alliance atlantique et n'est pas couverte par l'article 5 du Traité de l'Otan. La Russie est, par définition, une grande puissance. Le dirigeant russe peut partir du principe que, quoi qu'il se passe en Ukraine, il n'y aura pas d'intervention de l'Otan. Il est en droit de le croire. Et je pense qu'effectivement, il le croit. Nous sommes par ailleurs dans une espèce d'entre-deux en termes d'hostilités. Voilà une des choses que je dis dans mon livre : le seuil entre la guerre et la non-guerre était clair pendant la Guerre froide. Quelqu'un qui tirait intentionnellement au titre d'une politique d'État : C'était la guerre. Aujourd'hui nous ne savons plus très bien. Les cyber-opérations sont quotidiennes. Elles peuvent être plus ou moins graves ou vastes.

Quelle ligne rouge nous sépare d'un conflit qui deviendrait mondial ?

Dans le cadre de l'alliance atlantique, la ligne rouge a longtemps été très claire. L'attaque armée

contre un État membre de l'Otan justifie la mise en œuvre de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. Lors de la première cyberattaque significative, diligentée contre l'Estonie en 2007, les pays baltes avaient posé la question. La cyberattaque était certes primitive, mais il s'agissait de la première vraie offensive du genre contre des institutions étatiques comme la Banque centrale, le fisc, ou l'administration publique. L'origine de l'attaque ne laissait pas planer trop de doutes. La garantie de défense de l'Otan joue-t-elle ?, avait-on demandé. Aujourd'hui, il y a bien une ligne claire pour les Russes, comme pour l'Otan. Si les avions appartenant à des pays membres de l'Otan et volant sous leurs couleurs intervenaient dans le ciel ukrainien, soit l'idée de la *no fly zone* évoquée ces derniers jours, ce serait considéré comme un acte de guerre. À l'inverse, quid de la question sur laquelle les États-Unis et la Pologne hésitent en ce moment, qui est celle du transfert d'armes en toute propriété à l'Ukraine ? Cette ligne est floue.

À quel stade un conflit entre puissances nucléaires deviendrait-il nucléaire ?

C'est une question très lourde, très difficile. Essayons de la disséquer. D'abord, une dimension nucléaire est liée au comportement sur le terrain des armées russes par rapport aux installations nucléaires civiles dans la région. Tchernobyl a été débranchée. La Russie a aujourd'hui la responsabilité en tant que puissance occupante de la zone de Tchernobyl. L'Agence internationale pour l'énergie atomique, pour dire le moins, en est un peu soucieuse. Lorsque des tirs d'artillerie russe ont atteint le complexe nucléaire de Zaporijia, cela a fait courir un danger. Il y a déjà cet élément nucléaire, qui, de la responsabilité plus ou moins volontaire du belligérant russe, suscite un effroi bien naturel dans l'opinion publique.

Mais du point de vue militaire...

L'instruction du 27 février de Vladimir Poutine à son ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, et à son chef de l'état-major, Valéri Guerassimov, de passer à un niveau supérieur dans la gradation du seuil d'alerte de sa force de dissuasion nucléaire relève, dieu merci, à ce stade du domaine du virtuel. De telles mesures ont eu lieu pendant la Guerre froide, par exemple lors de la Guerre du Kippour en 1973.

La Russie bande ses muscles...

Dans le jargon, on appelle cela de la gesticulation dissuasive. C'est un jeu risqué, à ne pas pratiquer chez soi, comme on dit dans les publicités, mais cela reste virtuel. La troisième dimension est le recours réel à l'arme nucléaire. Si elle est employée contre une puissance nucléaire, là nous nous dirigeons vers un échange nucléaire qui conduirait, hélas, éventuellement à la Troisième Guerre mondiale et à la fin de la vie sur Terre telle qu'on la connaît. J'ai beaucoup de mal à y croire. Du moins comme une étape qui serait franchie comme ça, à froid, par un dirigeant quelconque, y compris Vladimir Poutine. Mais, il y a un cas plus compliqué qui est d'ailleurs la réplique de ce qui a marqué le début de l'ère nucléaire. Nagasaki et Hiroshima ont été détruites par la première puissance nucléaire avec les deux premières bombes nucléaires contre une puissance qui n'était, par définition, pas nucléaire. Si la résistance en Ukraine devait aboutir, aux yeux des Russes, à une défaite, nous sommes obligés de nous poser la question de savoir si Vladimir Poutine serait susceptible d'employer une arme nucléaire dite du champ de bataille avec pour objectif de produire un effet de sidération. À ma connaissance, et je n'ai pas de connaissance dite privilégiée, aucun indice ne permet pour le moment de penser que cela pourrait arriver. C'est le côté rassurant de cette expertise.

Comment jugez-vous le risque que Vladimir Poutine perçoive une mesure de rétorsion occidentale comme un casus belli qui mènerait à une escalade verticale et au nucléaire ?

Les gens ont raison de s'inquiéter de l'évolution de ce conflit qui pour l'instant est sur une pente ascendante. La violence et l'étendue des combats s'accroissent. Se posera la question de ce qui se passera quand les soldats russes arriveront à la

frontière de la Roumanie, par exemple. Ce qui ne saurait tarder. Bien entendu pour tenter de reprendre l'avance des troupes russes là où elles ont été bloquées, notamment à Kiev, le niveau de violence russe s'accroît. Dans certaines villes du nord et à Marioupol, on atteint le seuil de Grozny. Alors qu'il a fallu plusieurs années pour transformer Grozny en Grozny, si j'ose dire. Cela va très vite. Le niveau de violence est déjà exceptionnellement élevé par rapport aux guerres de Syrie et Tchétchénie.

Garry Kasparov, ressortissant russe opposant à Poutine, l'un des plus grands joueurs d'échec de tous les temps et donc familiarisé avec les stratégies d'anticipation, considère qu'attaquer la Russie est un devoir, et que le plus tôt sera le mieux. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

C'est toujours très facile quand on est dehors de donner des recettes simples par rapport à une situation qui est à la fois incroyablement dangereuse et extraordinairement délicate. Lorsque quelqu'un dit quelque chose comme ceci, il faut qu'il ajoute à la fin de sa phrase : « Oui d'ailleurs,



François Heisbourg invité à une conférence de l'Institut grand-ducal en septembre dernier

« Poutine a montré tout au long de cette crise qu'il ne bluffe pas. Et quand il rencontre un obstacle, il ne réduit pas ses prétentions, il accroit ses moyens »

je suis prêt à ce qu'il y ait une guerre nucléaire mondiale ». C'était pareil pour l'affaire de la *no fly zone*. Les gens prétendent qu'on ne tue personne, qu'on n'est pas au contact avec les troupes, que la population civile est protégée. La *no fly zone* ne procurerait que du bonheur. Oui, mais il faut rajouter : « Et nous sommes tout à fait prêts à subir toutes les conséquences d'une guerre directe entre plusieurs puissances nucléaires dont les avions se seront préalablement affrontés dans le ciel d'Ukraine ». Nous ne sommes pas en train de jouer à un jeu vidéo.

Quelle sortie Vladimir Poutine, qui s'est isolé et a précipité son pays vers la ruine, peut envisager à ce stade ?

La Russie a depuis un certain nombre de siècles généralement été dirigée par un homme seul, avec un entourage limité. Du point de vue des Russes, qu'il s'agisse des gouvernants ou des gouvernés, la situation actuelle peut bien-sûr inquiéter, mais elle n'est pas hors-normes. Après, l'isolement intérieur de Vladimir Poutine est exceptionnellement élevé. Pour deux raisons. D'abord Poutine

a réduit au fil des ans le nombre de gens à qui il se confie. Il a donc une capacité à appréhender le réel à travers un nombre très faible de capteurs d'informations, pour parler en jargon instrument-
tal. Ensuite, le coronavirus a poussé Poutine à s'enfermer dans une bulle. Ce qui réduit encore les possibilités de contact, de discussion... Discuter avec un type à vingt mètres au bout de la table, ce n'est probablement pas optimal.

Puis il y a l'isolement de l'extérieur, diplomatique-
ment...

C'est même plus basique que ça. Il ne voit plus le monde. Et il a 70 ans. Vladimir Poutine ne peut que partir du principe que le temps lui est com-
pté, indépendamment de ses actes et indépen-
damment de ses éventuelles pathologies. J'ignore de combien de temps il dispose. Je ne sais pas quelle est sa vision de sa durée opérationnelle. Mais si vous partez du principe que votre durée est de deux ans et que vous tenez absolument à hacher menu l'Ukraine, vous n'allez pas adopter le même rythme de prise de décision que si vous pensez continuer jusqu'à 2036, ce que la consti-
tution taillée sur mesure permet à Poutine. Dans le premier cas, vous voudrez la manger d'un seul coup. Dans le second cas, comme certains tsars du XIX^e siècle, qui ont mis 25 ans pour partager la Pologne, vous prendrez votre temps. L'Ukraine a déjà fait l'objet d'un premier partage en 2014 avec la Crimée, ainsi que le partage de facto dans le Donbass.

Est-ce qu'un accord de paix est possible ?

Si Poutine considère qu'il s'est mis dans une situa-
tion scabreuse, que son armée traîne la patte, que les sanctions frappent durement le pays, il peut s'arrêter là, garder la Novorossia et faire la jon-
ction entre le Donbass et la Crimée. L'avancée des troupes russes permet de penser que cet objectif est réaliste d'un point de vue militaire à relative-
ment court terme. D'ici quelques jours à quelques semaines. Pour le reste, il se donne cinq ans pour se refaire. S'il n'a plus que deux ans pour réaliser son plan, alors il force le tempo. Du moins s'il prend au sérieux les ambitions qu'il a décrites en juillet 2021 dans *De l'Unité historique des Russes et des Ukrainiens*. On ne lit pas suffisamment les textes de dictateurs. Il faut lire et écouter les dic-
tateurs. En décembre, il a détaillé ses objectifs en matière de réorganisation de l'ordre de sécurité en Europe. Ses objectifs sont extrêmement ambi-
tieux (annexer l'Ukraine et la Biélorussie, ndlr). Ils sont sur la table.

Vous ne miseriez pas sur un accord de paix dans le mois ?

Un armistice le temps de se refaire, avec un déta-
chement de la Novorossia qui est le fait accompli sur le terrain, est le plus vraisemblable à court terme. Les belligérants reprendront les hostilités. Si Poutine ne recommençait pas, il deviendrait irrationnel par rapport à ses propres objectifs. Je pense que ses objectifs sont scandaleux et démesurés. Mais ce qu'il fait pour atteindre ses objectifs n'est pas irrationnel. Il a montré tout au long de cette crise qu'il ne bluffe pas. Et quand il rencontre un obstacle, il ne réduit pas ses préten-
tions, il accroît ses moyens.

Au cours de votre conférence en septembre à l'Insti-
tut grand-ducal, vous avez qualifié le Luxembourg de « carrefour de la mondialisation », et remarqué que le pays serait bien instruit de « savoir ce qui se passe » afin de « protéger ses actifs ». Comment ses propos se conjuguent-ils dans le contexte présent ?

Les démocraties feraient bien de ne pas héberger les biens mal acquis ou de dépendre de la gestion de biens mal acquis pour assurer leur prospérité. Il y a beaucoup de pêcheurs dans cette église-
là. Je ne pense même pas aux paradis fiscaux au sens strict du terme. Le Luxembourg n'est plus dans cette catégorie. Le Luxembourg, comme le Royaume-Uni, comme la France, s'est montré très accueillant, très souvent et de façon étonnamment transparente, vis-à-vis de personnes et de biens qui ne doivent pas être accueillis. Plus à Londres qu'à Luxembourg, a été créé un écosystème. Les mar-
chés immobiliers, juridiques et scolaires londoniens tournent largement grâce à l'argent russe. Le Luxembourg, vu son rôle de plaque tournante dans la mondialisation, est forcément vulnérable face à ce type d'activité. Pour la cadrer, il faut disposer des moyens de renseignement. J'ai cru comprendre, lorsque s'est posée la question de savoir s'il fallait créer un successeur au Srel, qu'il y avait une frac-
ture droite-gauche sur le sujet. La droite plutôt pour, et la gauche plutôt contre. Je pense person-
nellement que les gens de gauche devraient être plutôt pour. Pour briser les pires excès de la mon-
dialisation, il faut un service de renseignement. Si on est sérieux dans la lutte contre les dérives de la mondialisation, et il faut l'être, il convient de garder un œil sur ce qui se passe chez soi. Et avoir aussi des billes à échanger avec les voisins qui ont des moyens de renseignements plus importants.

« Les démocraties
comme le Luxembourg
ne devraient pas
dépendre de la gestion
de biens mal acquis
pour assurer leur
prospérité »

Pensez-vous que le gouvernement luxembour-
geois, qui a mis en place un registre des titulaires
de compte, accessible au service du renseignement,
lequel dépend du Premier ministre, peut ignorer
si Vladimir Poutine a des intérêts financiers au
Grand-Duché ? La semaine passée, Xavier Bettel
s'est dit « content » de ne pas le savoir.

(Rigole.) Sur le fond de la question, d'après ce que je comprends, Vladimir Poutine et sa garde rap-
prochée ont travaillé dur pour établir un maxi-
mum d'écrans financiers et juridiques entre sa fortune réelle et lui-même afin de ne pas avoir d'exposition directe à d'éventuelles sanctions. Là encore, il faut que les moyens des renseignements soient mobilisés. Comme l'ont montré les journa-
listes lors des « Panama Papers », on peut trouver des failles.

Attaquer les oligarques c'est d'ailleurs s'en prendre aux portefeuilles de Poutine...

Absolument. Il n'y a rien de plus plaisant que l'idée de voir les oligarques dépouillés de leurs villas insensées et de leurs yachts.

Le conflit en Ukraine a aussi provoqué une repo-
larisation du monde, un retour des blocs est-ouest.
À partir de la Guerre froide et plus encore ces der-
nières années, le Luxembourg s'était érigé en porte
d'entrée des investissements russes et chinois en
Europe. La « petite souris luxembourgeoise », pour
reprendre votre métaphore de septembre, peut-
elle encore suivre cette voie non-alignée dans ce
contexte ?

Vis-à-vis de la Russie, la réponse est extrêmement simple : l'occident et la Russie sont en guerre éco-
nomique. Concernant la Chine, c'est autre chose. Nous ne nous sommes pas déclarés la guerre. En tout cas, pas encore. Le Luxembourg fait partie de l'UE, qui considère unanimement la Chine comme un partenaire commercial, mais aussi comme un compétiteur géopolitique. Le regard européen sur la Chine a changé depuis trois ans. L'Allemagne ou le Luxembourg avaient eu ten-
dance, depuis les années 1970, à la considérer comme un gros Japon avec quelques problèmes de droits de l'homme. Pour le reste, « faisons des affaires, tout va bien », disait-on. Ces illusions se dissipent, notamment avec Huawei, société dépendante du parti, disposant à travers la 5G de capacités d'interférence sur l'économie en ligne... Nous savons depuis la pandémie que celle-ci est vraiment stratégique, essentielle. Le Luxembourg ne peut pas finasser entre deux visions straté-
giques opposées. L'UE et les États-Unis s'allient désormais pour ne pas laisser la Chine imposer tous les standards.

Comment situer l'action du Grand-Duché ?

Nous avons d'un côté la Russie dans un énerve-
ment absolu qui cherche à recouvrer la puissance de l'URSS, mais dont le PIB reste inférieur à celui de l'Italie. La Russie, c'est la tempête du jour, le temps qu'il fait en ce moment. La Chine, c'est le changement climatique au sens géostratégique. Il faut bien entendu s'occuper des deux. Quand il y a la tempête, il faut éviter de se retrouver cul-nu sous la pluie, mais il faut aussi au moins autant, sinon plus, s'occuper du changement climatique. Le Luxembourg sait généralement anticiper la fin des périodes dorées pour passer à autre chose. La sidérurgie a marché pendant presque un siècle. Le pays s'est replié dans le bon ordre sur les services financiers. D'abord, il faut bien le dire, sous la forme d'un paradis fiscal. Mais là aussi on a su anticiper et jouer l'intermédiaire dans les fonds d'investissement et passer à la transmission auto-
matique des données. Maintenant, pour rem-
placer l'intérêt pour les capitaux comptant sur la Chine et la Russie, je commence, lors de mes passages réguliers au Luxembourg, à voir frémir des secteurs d'avenir : le financement climatique, l'espace... Le pays a l'avantage de sa taille pour manœuvrer plus facilement, comme les bateaux. Mais mon message est qu'il ne faut pas trop at-
tendre des relations avec la Chine. ●



Un militaire ukrainien avant la confrontation

avec les Russes dans la province de Louhansk

UN ACCIDENT DU TRAVAIL PEUT ÊTRE...

des employés traumatisés

une équipe culpabilisée

du matériel endommagé

un arrêt de travail indéterminé

la fin d'une carrière

du retard dans le projet

ÉVITÉ!

Ensemble, grâce à une culture de prévention.

VISION
ZERO
RISQUES
ACCIDENTS
MORTS

Adhérez à la VISIONZERO.lu

Sécurité-Santé au travail. Tous concernés!

AAA.lu

U
E
L

INDR

LEITARTIKEL

Abhängig und nun?

Peter Feist

In Deutschland hat ein Team von der Akademie der Wissenschaften diese Woche durchgerechnet, ob kurzfristig ein Verzicht auf Erdgas-Importe aus Russland zu verkraften wäre. Zu den besonderen Obszönitäten des Krieges in der Ukraine gehört immerhin, dass aus der EU jeden Tag hunderte Millionen Euro für Öl, Gas und Kohle nach Russland fließen. Und je mehr die Preise steigen, desto mehr Geld fließt.

Resultat der Überlegungen: Ein solcher Verzicht wäre „handhabbar“. Wohlgemerkt im bevölkerungsreichsten Land der EU mit der größten Volkswirtschaft, das aber zugleich sehr abhängig von russischen Gaslieferungen ist. Kommen im EU-Schnitt 40 Prozent des verbrauchten Erdgases aus Russland, sind es in Deutschland 55 Prozent. Österreich ist mit 80 Prozent noch abhängiger. Manche osteuropäische EU-Staaten beziehen all ihr Gas aus Russland.

Was die Wissenschaftler/innen vorschlagen und worüber *Spiegel Online* am Dienstag berichtete, nimmt zum Teil nur Deutschland in den Blick, zum Teil die EU insgesamt. Deutschland, weil unter anderem vorgeschlagen wird, zur Stromerzeugung statt Gas vorübergehend mehr Kohle zu verfeuern, auch wenn die besonders klimaschädlich ist. Mit Blick auf die EU dagegen wird vorgebracht, dass die Hafen-Terminals zur Annahme von Flüssiggas-Importen, von denen es nicht viele gibt, koordiniert genutzt werden müssten. Darüber hinaus sollte die EU als Block Gas einkaufen, den Gasmarkt regulieren und Reserven vorschreiben. Die Energieversorgung insgesamt sollte stärker staatlich beaufsichtigt werden. Zu guter Letzt hofft das Team noch, dass der nächste Winter nicht zu kalt wird.

Mehr Marktregulierung, staatliche Aufsicht, Einkauf von Gas im Block – vor ein paar Monaten waren das noch Unworte. Sie wurden aber schon geäußert, als vergangenen Herbst die Preise zu steigen begannen. Jetzt, da überall in der EU die Energieversorgung zur Frage der nationalen Sicherheit geworden ist, wird Energiewirtschaft zur Kriegswirtschaft, und der Staat ist gefragt.

Was das bedeuten soll, darüber werden bis heute Abend die Staats- und Regierungschefs auf einem Sondergipfel entscheiden. Bei Erdölprodukten stellt die Frage sich auch: Dass hierzulande die Dieselpreise am Donnerstag die Zwei-Euro-Marke pro Liter brachen und weit überschritten, hat nicht nur damit zu tun, dass auf den internationalen Ölmärkten ein eventuelles Ölembargo des gesamten Westens gegenüber Russland – bisher haben nur die USA das beschlossen – eingepreist wird. Hinzu kommt, dass die EU verarbeitete Ölprodukte wie Diesel, Kerosin und Heizöl seit Jahren aus Russland hinzuimportiert. Europäische Raffinerien konzentrieren sich auf höher veredelte Produkte, zum Beispiel Benzin. Weshalb dieses nun preiswerter als Diesel ist.

Die Energiefrage dürfte zu einem Test für den Zusammenhalt der EU angesichts des Krieges in der Ukraine werden. Nicht nur eine Wirtschaftskrise könnte drohen, wenn die EU zu einem Petrol- und Gasembargo greift oder Russland seinerseits die Lieferungen kappt. Ebenfalls absehbar wären soziale Verwerfungen. Nötig ist deshalb eine kohärente und solidarische Anstrengung: zum Einsparen von Treib- und Brennstoffen und zum Abfedern hoher Kosten. Vor allem für jene Menschen, die sich über viele Monate hinweg hohe Energierechnungen nicht leisten können, selbst wenn sie ihren Verbrauch einschränken. Im Grunde aber stellt die Frage sich, inwiefern alle Bürger/innen bereit sein werden, auf längere Sicht einen hohen Preis für die Ukraine zu bezahlen. Im Moment ist das Entsetzen angesichts der Bilder des Krieges hoch, die Solidarität rührt aus der kollektiven moralischen Entrüstung über Putins Krieg. Am besten wäre vielleicht, die Kriegs-Energiewirtschaft auch zu einer für den Klimaschutz zu erklären, staatlich koordiniert und im großen Stil alte Gebäude energetisch zu sanieren, Öl- und Gasheizungen zu ersetzen. Innerhalb von nur ein paar Monaten mag man damit nicht weit kommen. Es würde aber eine positive Perspektive bieten, und auf die kommt es an.

GESELLSCHAFT

Smash the Patriarchy

„Man stiehlt uns unser Geld und unsere Zeit! Man verweigert uns menschenwürdige und bezahlbare Wohnungen! Man vergewaltigt uns und enteignet uns unserer Körper!“ Mit diesen kämpferischen Worten hatte die Plattform JfF am Dienstag zu ihrem dritten Fraestreik aufgerufen. 1 000 bis 1 500 Menschen waren dem Aufruf gefolgt und zogen vom Bahnhof zur Place d’Armes. Die Initiative, die von Frauenrechtsorganisationen, dem OGBL, der Linken, den Femmes socialistes und Richtung22 (Foto: sb) mitgetragen wird, wollte den Krieg in der Ukraine nicht in den Vordergrund ihrer Proteste stellen, damit ihre eigenen Forderungen – die Bekämpfung von häuslicher Gewalt gegen Frauen, volle Lohngleichheit, das Grundrecht auf eine ordentliche Wohnung, insbesondere für alleinerziehende Mütter, mehr Anerkennung für Care-Arbeiterinnen oder Arbeitszeitverkürzung bei vollem Lohnausgleich – nicht zu sehr davon überschattet werden. Trotzdem verurteilten die Aktivistinnen den Krieg als Ausdruck einer patriarchalen Gesellschaftsordnung, in der Dialog und Kompromiss als Schwäche angesehen werden, wie Michelle Cloos vom OGBL Equality dem *Tageblatt* erklärte. [II.](#)

No surprises

Zwei Jahre Pandemie. Ein guter Zeitpunkt, um eine Zwischenbilanz zu ziehen, denn natürlich hat Covid-19 gesellschaftlich ordentlich eingeschlagen. Das Luxembourg Institute of Socio-economic research (Liser) hat diese Woche eine Studie präsentiert, die sich mit dem Impakt der Pandemie auf die Gleichstellung zwischen Mann und Frau beschäftigt. Was die sozialen Folgen angeht, waren es – leider wenig überraschend – mehrheitlich Frauen, die stärkere Konsequenzen der sanitären Krise zu tragen hatten. Zwischen Februar und Juni 2020 verloren trotz Kurzarbeitregelung mehr Frauen ihren Job. Auch waren sie dem Virus im Allgemeinen mehr ausgesetzt, denn in Arbeitsfeldern wie Gastronomie und Pflege sind sie überrepräsentiert. Die Kinderbetreuung fiel ebenfalls mehrheitlich den Frauen zu, auch wenn beide Elternteile in der Pandemie generell mehr Zeit mit dem Nachwuchs und der Hausarbeit verbrachten. Der viel beschworene „Mental Load“ bleibt Frauensache. Insbesondere was die seelische Gesundheit von Frauen anbelangt, bedarf es weiterer Studien; allerdings zeichnet sich hier auch bereits eine größere Auswirkung auf Frauen ab. Abschließend sind die Ergebnisse der Studie natürlich nicht, wie Gleichstellungsministerin Taina Bofferding (LSAP) in Esch-Belval erklärte. Aber man kann sie sehr wohl als Vergrößerungsglas für die gelebte Realität der letzten beiden Jahre verstehen. [sp](#)



Über das Anders-sein

Wie es ist, im Großherzogtum Teil einer ethnischen Minderheit zu sein, welchen Diskriminierungen man dadurch ausgesetzt ist, auch das hat sich das Liser, zusammen mit dem Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (Cefis) genauer angeschaut. Die Ergebnisse deuten darauf hin, dass die direkten Formen des Rassismus in den letzten Jahren wohl abgenommen, subtilere Auswüchse jedoch zugenommen haben. Die Klischees und Stereotypen rangieren dabei vom „faulen Schwarzen“ zur „unterdrückten muslimischen Frau“, und manche Lebensbereiche sind durchaus stärker betroffen: 38 Prozent der schwarzen Menschen geben an, sich am Arbeitsplatz diskriminiert zu fühlen, im Vergleich zu 17 Prozent der allgemeinen Bevölkerung. 35 Prozent der portugiesischen Bürger erklären, an den Schulen Diskriminierung zu erfahren, im Gegensatz zu allgemeinen 17 Prozent. Bei der Suche nach Wohnraum empfinden 32 Prozent der muslimischen Bürger Benachteiligung, 13,7 Prozent generell. Die beiden Forschungsinstitute leiten aus diesen Resultaten einige politische Empfehlungen ab, etwa bessere Aufklärungsarbeit und eine verbesserte Betreuung der Opfer. [sp](#)

P E R S O N A L I E N

Liz Braz,

Jurastudentin und Tochter des früheren grünen Vize-Premierministers Félix Braz, will 2023 bei den Gemeindewahlen für die Sozialisten in Esch/Alzette antreten. Erste Gespräche mit dem Sektionspräsidenten Steve Faltz habe sie Anfang des Jahres geführt, man sei sehr interessiert daran, die engagierte Frau als Kandidatin aufzustellen, sagt Faltz dem *Land*. Für die LSAP habe sie sich entschieden, weil die Partei ihre eigenen politischen Vorstellungen am besten verkörpere, erklärte die 25-Jährige auf Nachfrage,

die Grünen seien wegen ihres „unwürdigen Umgangs mit ihrem Vater“ nach seinem Herzinfarkt für sie nicht in Frage gekommen. Nicht zuletzt wolle sie nach ihren eigenen Verdiensten beurteilt werden und nicht nach denen ihres prominenten Vaters. Liz Braz wird nächstes Jahr ihr Jurastudium in Brüssel abschließen, danach will sie Anwältin werden. 2021 war die gebürtige Escherin Ko-Präsidentin der Vereinigung luxemburgischer Jurastudent/innen Aneld und ist Vorstandsmitglied im Comité Diplomatique, einem Zusammenschluss junger Menschen, die sich für Diplomatie und internationale Beziehungen interessieren. [II](#)

Stéphanie Empain,

Abgeordnete der Grünen, sorgt sich, vergangene Woche im Parlament missverstanden worden zu sein. In einer Aktuellen Stunde zum Ukrainekrieg hatte sie dem CSV-Abgeordneten Claude Wiseler zugestimmt, dass die Energieversorgung zu einer Frage der nationalen Sicherheit geworden sei. Sie versäumte aber, sich klar genug von Wiselers Ansicht zu distanzieren, dass unter den gegebenen Umständen Atomstrom neu betrachtet werden müsse. Dem *Land* sagte sie diese Woche, die Konsequenz müsse darin bestehen, „die erneuerbaren Energien auszubauen“. [pf](#)

P O L I T I K

Kapitel 3

Das von Simone Beissel (DP) ausgearbeitete dritte Kapitel der Verfassungsreform über die bürgerlichen Freiheiten, Rechte und Pflichten wurde am Mittwoch in erster Lesung mehrheitlich vom Parlament angenommen. Déi Lékn enthielt sich und die ADR stimmte dagegen. Die linke Abgeordnete Nathalie Oberweis bemängelte, die Verfassung sei auch nach der Reform zu stark auf den Schutz von Privatbesitz ausgerichtet, während öffentlicher, sozialer und kooperativer

Besitz nicht berücksichtigt worden seien, was insbesondere den Handlungsspielraum der Gemeinden bei der Lösung der Wohnungskrise sehr einschränke. Ferner seien die Staatsziele wie das Recht auf Wohnen und der Kampf gegen den Klimawandel nicht einklagbar und daher für die Bürger/innen nutzlos. Fernand Kartheiser von der ADR behauptete, mit dem neuen Text werde das Ausländerwahlrecht eingeführt, und das reformierte Recht auf Familiengründung fördere den Kinderhandel durch Leihmutterchaft. Von den anderen Parteien musste er sich den Vorwurf gefallen lassen, Falschinformationen zu verbreiten. [II](#)

Zeitnahe Tripartite

Wegen des hohen Inflationsdrucks will Premier Xavier Bettel (DP) die nationale Tripartite schon früher einberufen als geplant. Das genaue Datum will er in den nächsten Tagen bekanntgeben. Nach der von OGBL, LCGB und CGFP als „Nullnummer“ bezeichneten Runde im Dezember hatte Bettel angekündigt, das nächste Treffen mit den Sozialpartnern werde erst im Juli stattfinden. Vor allem die wegen der Ukraine-Krise rasch steigenden Energiepreise erfordern nun aber schnelles Handeln. In erster Linie soll es bei den Gesprächen um staatliche Hilfen für Bürger/innen und Betriebe und ein Aussetzen des Index-Mechanismus gehen. Der LCGB hatte am Mittwochmorgen die Einberufung einer nationalen Tripartite gefordert, um einen „wirtschaftlichen und sozialen Tsunami“ zu verhindern. [II](#)

U K R A I N E - K R I E G

Excommunication

« Nous déplorons ces tragiques moments », répète le père George, le représentant de l'Église orthodoxe russe au Luxembourg (Église orthodoxe russe à l'étranger, EORe) en référence à l'agression russe en

Ukraine. Cette communauté religieuse née de la diaspora russe après la révolution d'Octobre en Russie, rejette toute affiliation à un système politique. Le père Georges se borne à « apaiser » ses ouailles, issus d'horizons variés : des Géorgiens, des Ukrainiens, des Serbes, des Russes, des Belges, des Luxembourgeois, des Français, des Biélorusses. « Nous sommes pour la paix, pour l'apaisement, et nous remercions le Premier Ministre Xavier Bettel d'avoir invité la population à ne pas verser dans la russophobie ». Interrogé sur les condamnations de l'attitude de Vladimir Poutine par une frange de l'Église Orthodoxe et son hypothétique excommunication, le père Georges affirme ignorer l'initiative, et suivre les instructions de ses supérieurs hiérarchiques, l'Évêque Irénée à Londres ou le Métropolite Hilarion (Primat de l'EORE) à New York.

Dans un courrier envoyé le 2 mars au patriarche Kirill de Moscou, véritable caution morale du président russe, le secrétaire général de Conseil mondial des Églises, Ioan Sauca (par ailleurs prêtre orthodoxe) a attiré l'attention sur « la situation tragique de la guerre en Ukraine » : « Please raise your voice and speak on behalf of the suffering brothers and sisters, most of whom are also faithful members of the Orthodox church ». Il n'a pas été entendu. Dans son prêche dimanche, l'évêque Kirill a de nouveau apporté son soutien à la guerre menée par la Russie en Ukraine. La semaine passée, le porte-parole de l'Église orthodoxe roumaine, la deuxième plus importante en Europe, a qualifié l'intéressé de « patriarche opulent (...) complice d'un homme politique meurtrier ». En septembre dernier, le métropolite de Lviv en Ukraine, Dimitri, avait évoqué l'idée d'excommunier Vladimir Poutine. [pso](#)

Blog

Due diligence

Luc Laboulle

Mit Paulette Lenert, einer neuen Parteileitung und dem Bekenntnis zu einer wertebasierten Handelspolitik zieht die LSAP in den Wahlkampf. Auf Jean Asselborn wird sie trotzdem wohl nicht verzichten können

De sëchere Wee Für das Superwahljahr 2023 hat die LSAP sich am vergangenen Samstag auf ihrem Landeskongress in der ehemaligen Gerberei Larei in Vianden neu aufgestellt. In unsicheren Zeiten sei sie die Partei der Sicherheit und des sozialen Halts, sagte Dan Biancalana, der die Sozialisten zusammen mit Ko-Präsidentin Francine Closener in den Wahlkampf führen wird. Beide wurden vom Kongress mit über 90 Prozent der Stimmen als erste Doppelspitze in der Geschichte der LSAP gewählt. Gegenkandidatinnen gab es nicht.

Gerechtigkeit, Solidarität und Frieden wollen die Sozialisten den Menschen bieten, in ihrem Wahlprogramm wollen sie die Themen Gesundheit, Wohnungsbau, Umwelt, Bildung und Arbeit in den Vordergrund stellen. Als konkretes Ziel hat Closener ausgegeben, die LSAP wolle bei den Kammerwahlen stärkste Partei werden: „Wir hätten es verdient.“ Und auch der frühere Vizepremier Dan Kersch hatte bereits vorher unaufgefordert das Wort ergriffen und war sich sicher, dass die LSAP in zwei Jahren nicht nur stärkste Partei sein, sondern auch die nächste Premierministerin stellen werde. Bei den letzten Umfragen lag die LSAP nur noch 1,4 Prozent hinter der CSV, unrealistisch ist dieses Szenario demnach nicht.

Stärkste Partei war die LSAP bereits 1948 und 1964, zumindest nach Prozentsen, doch das Luxemburger Wahlsystem hat es verhindert, dass sie auch die meisten Sitze bekam. Den Premierminister hat sie in ihrer 120-jährigen Geschichte noch nie gestellt. Die Hoffnung, dass das nach den nächsten Wahlen anders sein könnte, wird vor allem durch Paulette Lenert genährt. Die Gesundheitsministerin führt seit Juli 2020 in den Umfragen und hat den Sozialisten zu neuem Selbstbewusstsein verholfen. Bislang fehlte der Quer-einsteigerin aber noch ein politisches Profil. In ihrer ersten Kongressansprache als Vizepremierministerin wollte sie das am Samstag nachholen.

Für den „sozialen Lift“ müsse die LSAP eintreten, das habe sie immer ausgezeichnet, sagte Lenert. Auch Gerechtigkeit sei wichtig. In diesen schwierigen Zeiten seien Haltung, Rückgrat und Mut gefordert. Freiheit brauche Grenzen und einen starken Staat mit starken Institutionen, einem starken Gesundheitssystem, starken Rettungsdiensten und einem starken Hochkommissariat für nationale Sicherheit. Diese solidarische Basis müsse weiter ausgebaut werden. Selbstverständlich blickte Paulette Lenert auch auf die Bekämpfung der Corona-Pandemie zurück, der sie ihre Popularität verdankt. Nicht nur sanitär, auch wirtschaftlich habe Luxemburg die Corona-Krise gut überstanden. Außenpolitisch hätten „wir“ – als Land, als Europa und als Weltgemeinschaft – die Spannungen zwischen Russland und der Ukraine unterschätzt und wahrscheinlich zu lange zugesehen. Nun sei das europäische Fundament in Gefahr. Wie bereits auf dem Statutenkongress Mitte November in Walferdingen erhielt Lenert für ihre Ansprache tosenden Applaus und sogar Standing Ovations.

Wandel durch Handel Die LSAP hat sich auf ihrem Kongress am Samstag nicht nur personell erneuert – von den 15 direkt gewählten Mitgliedern der Parteileitung sind sechs unter 35, das Durchschnittsalter liegt bei 38 Jahren –, sondern sie hat auch versucht, sich von einigen „Altlasten“ zu befreien. Paulette Lenerts außenpolitische Ausführungen können durchaus als Seitenhieb an ihren Regierungs- und Parteikollegen Jean Asselborn gedeutet werden. Mit seiner Außenpolitik hat Asselborn seit 2004 die luxemburgischen Wirtschaftsinteressen diplomatisch legitimiert und der aus ethischer Sicht nicht immer ganz einwandfreien Handelspolitik mit seiner direkten und bodenständigen Art ein menschliches Antlitz verliehen. Schon während des Tschetschenienkrieges hatte Luxemburg Deutschland bei seinen Bemühungen unterstützt, die Aufnahme der Ukraine in die Nato zu verhindern. Als Russland 2014 die Krim annektierte, verurteilte Asselborn zwar den Angriff, bremste aber auf EU-Ebene bei der Verhängung von schärferen Wirtschaftssanktionen. Luxemburg hatte dabei stets auch seine eigenen wirtschafts- und finanzpolitischen Interessen im Blick. Zwischen 2006 und 2010 hatte die CSV-LSAP-Regierung ihre Geschäftsbeziehungen zu Russland intensiviert. Wladimir Putin war 2007 von Premierminister Jean-Claude Juncker (CSV) in Luxemburg empfangen worden und „auf der Suche nach neuen Geschäften“ war der sozialistische Wirtschaftsminister Jeannot Krecké jedes Jahr, mit oder ohne Erbgroßherzog Guillaume und Dutzenden Unternehmen und Banken im



Parteigranden Asselborn und unter sich: Jean Nicolas Schmit

Ob Asselborn im Tandem mit Lenert antreten wird, bleibt abzuwarten. Letztendlich ist sie seine schärfste Konkurrentin

Schlepptau, nach Moskau, Sankt Petersburg und in entlegene Regionen gereist. 2012 wurde Krecké mit dem Verdienstorden für das Vaterland der Russischen Föderation ausgezeichnet, zwei Wochen später wurde er in den Verwaltungsrat des Mischkonzerns Sistema aufgenommen und wurde Präsident der East West United Bank, einer Tochterfirma von Sistema. Zu dessen Mitbegründer Wladimir Jewtuschenkow pflegt Krecké ein freundschaftliches Verhältnis; der russische Oligarch ist seit 2009 Honorarkonsul Russlands in Luxemburg, von den rezenten Sanktionen ist er nicht direkt betroffen.

Als Etienne Schneider 2012 das Wirtschaftsministerium übernahm, führte eine seiner ersten Auslandsreisen nach Moskau, wo er an der Seite von Juncker den russischen Präsidenten traf. Wegen des Ukraine-Konflikts kühlte die Freundschaft zwischen Luxemburg und Russland 2014 zwar etwas ab, doch auch Junckers Nachfolger Xavier Bettel (DP) besuchte 2015 Putin im Kreml und Schneider reiste ebenfalls nach Russland. Die unter Krecké etablierten Geschäftsbeziehungen wurden noch ausgebaut. Die russische Gemeinschaft in Luxemburg hat sich in den letzten zehn Jahren verdoppelt. Beim Russian Charity Ball, der seit 2014 in Luxemburg veranstaltet wird, war der Wirtschaftsminister stets unter den Ehrengästen. Sechs Monate nach seinem Rückzug aus der Politik folgte Etienne Schneider vor fast zwei Jahren seinem Ziehvater Krecké in den Aufsichtsrat des russischen Konzerns AFK Sistema.

Sistema Die russische Politologin Alena V. Ledeneva vom University College London gebraucht den in Russland sehr geläufigen Begriff „Sistema“, um das informelle Korruptionsnetzwerk zu beschreiben, das die Machtstrukturen in der russischen Gesellschaft bestimmt und die formellen Institutionen unterwandert und schwächt. Nach dem Beginn des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine vor zwei Wochen waren Krecké und Schneider wegen ihrer Mitgliedschaft bei AFK Sistema in die Kritik geraten. Erst vier Tage nach Kriegsbeginn traten sie auf Druck der LSAP und der Öffentlichkeit von ihren Ämtern zurück. Der Escher Gemeinderat Mike Hansen und der Generalsekretär der Fondation Robert Krieps, Max Leners, hatten deshalb zusammen mit dem Präsidenten der LSAP-nahen Stiftung, Marc Limpach, für den Kongress eine Motion vorbereitet, die nicht nur die russische Aggression gegen die Ukraine verurteilte und die Regierung dazu aufforderte, ihre Außen- und Wirtschaftspolitik nicht nur nach wirtschaftlichen Kriterien, sondern stärker an menschlichen und sozialen Werten auszurichten. Auch warfen Hansen und Leners in ihrer Motion Krecké und Schneider mangelnde Solidarität und Haltung vor, weil sie zu spät zurückgetreten seien und sich nicht deutlich genug von Putins Angriff distanziert hätten. Auf Drängen der Parteileitung hatten die beiden Autoren die Vorwürfe gegenüber den zwei Ex-Ministern aber aus ihrer Motion gestrichen, damit daraus eine Kongressresolution werden konnte, die am Ende mit großer Mehrheit angenommen wurde. Leners ließ es sich jedoch nicht nehmen, die gestrichenen Passagen

bei der Vorstellung der Resolution doch noch vorzutragen. Insbesondere bei der „alten Garde“ stießen seine Ausführungen auf Unverständnis.

Jean Asselborn war zu dem Zeitpunkt schon weg. Genau wie Franz Fayot und Taina Bofferding hatte er dringende Verpflichtungen, die es ihm nicht erlaubten, den Kongress in seiner ganzen Länge zu verfolgen. Schnell hatte er vor der Vorstellung der Resolution noch „e puer Wuert, iwwer dat, wat an der Ukrain geschitt“ verloren, weil man ihn darum gebeten habe, „an är Motioun, dat maacht der da vläicht, wann der wëllt, anschliessend“. Der Westen habe alles versucht, um den Krieg mit diplomatischen Mitteln zu verhindern, sagte Asselborn. Er sprach von einer „unüberwindbaren Ohnmacht“ der Nato, den russischen Einmarsch militärisch zu stoppen, und warnte vor einem Nuklearkrieg. Die EU sei seit Kriegsbeginn stärker zusammengerückt und zeige Einigkeit, nicht nur bei den Wirtschaftssanktionen, auch bei der Aufnahme von Geflüchteten. Asselborn scheint inzwischen innerhalb der LSAP zusehends isoliert. Schon auf dem Statutenkongress in Walferdingen hatte er eine gewisse räumliche Distanz zur „Partei-basis“ gewahrt, am Samstag war das nicht anders.

Der neue Wirtschaftsminister Franz Fayot hatte sich bereits vergangene Woche in einem Interview mit dem Wort von seinen Vorgängern distanziert und erklärt, „diese Doktrin im Außenhandel, dass man grundsätzlich mit jedem zusammenarbeiten kann, gilt nicht mehr“. Man müsse stärkeres Augenmerk auf das Thema der „Human rights due diligence“ legen. Wie ernst er das gemeint hat, und ob das nur für Russland oder etwa auch für die Golfstaaten gilt, wird sich in den kommenden Wochen und Monaten zeigen.

Spitzenkandidatin Ihre Spitzenkandidatin/nen wolle die LSAP in ein bis zwei Monaten vorstellen, sagte Francine Closener am Montag im *Radio 100,7*. Ihr Ko-Präsident Biancalana hatte am Samstag ein bodenständigeres und realistischeres Wahlziel ausgegeben als Kersch und sie selbst: die drei Mandate zurückzugewinnen, die die Sozialisten 2018 verloren hatten – eines im Süden, eines im Zentrum und eines im Norden. Im Osten sollte Tess Burton den Sitz auch ohne EU-Kommissar Nicolas Schmit verteidigen können. Im Norden dürfte die neue LSAP-Vize-Präsidentin Tina Koch zusammen mit Landwirtschaftsminister Claude Haagen und dem Ko-Präsidenten der Jungsozialisten, Amir Vesali, auf Stimmenfang gehen, auch wenn es durch den Renteneintritt von Romain Schneider nicht einfach werden wird, das zweite Mandat zurückzuerobieren. Paulette Lenert ist wohl als nationale Spitzenkandidatin gesetzt und dürfte aus strategischen Gründen neben Fayot und Closener im Zentrum kandidieren, obwohl sie im Osten wohnt. Am schwierigsten dürfte die Erneuerung im Süden werden. Auf den 72-jährigen Jean Asselborn kann die LSAP wegen seiner Popularität und seiner Entschlossenheit, Außenminister zu bleiben, kaum verzichten, auch wenn manche Sozialisten das gerne hätten. Ob er im Tandem mit Paulette Lenert antreten wird, bleibt abzuwarten. Letztendlich ist sie seine schärfste Konkurrentin. Sollte Lenert tatsächlich Premierministerin werden, würde das Außenministerium wohl an einen Koalitionspartner gehen. Dass Asselborn ein anderes Ressort annehmen würde, ist unwahrscheinlich. Sollte die LSAP Juniorpartner in einer Regierung werden, könnte sie den Außenminister zwar bekommen, doch auch Lenert wäre diesem Posten sicherlich nicht abgeneigt. Die im Herbst abgeänderten Statuten sehen vor, dass die LSAP eine Doppelspitze bei Wahlen einsetzen kann. Zwingend ist das aber nicht. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Katastrophe 2000

Im März 1972 veröffentlichte der Club of Rome den Bericht *The Limits to Growth*. Nicht in Rom, sondern in Washington. Das *Luxemburger Wort* fasste den Bericht unter dem Titel „Katastrophe 2000“ zusammen: Er habe die Welt „geschockt“. Er prophezeie, dass die Menschheit „in einer selbst provozierten Apokalypse der Erde ein jähes und grausames Ende bereiten“ werde (17.6.1972).

Der Bericht warnte in Millionenaufgabe, dass „the limits to growth on this planet will be reached sometime within the next one hundred years“ (S. 23). Er weckte bei vielen Menschen das Bewusstsein für die Bedrohung ihrer natürlichen Lebensgrundlage.

Im Wirtschafts- und Sozialrat wunderten sich Unternehmer und Gewerkschafter, „qu'on a mis en cause la croissance elle-même“. Und betonten in ihrem Jahresgutachten 1972: „La prise de position qui a fait le plus de bruit fut celle du MIT sur les limites de la croissance“ (S. 8).

Der Bericht war beim Massachusetts Institute of Technology (MIT) geordnet worden. Das *Luxemburger Wort* staunte ehrfürchtig: Er sei mit „modernsten Mittel[n] der Elektronik und der theoretischen Simulation“ sowie „[m]ittels Computer“ erstellt. Er konnte nicht irren. Er errechnete das Ende des Fortschritts Glaubens der Sechzigerjahre: Des Glaubens an den technischen Fortschritt der Mondlandung und an den sozialen Fortschritt von Mai '68. Er theoretisierte eine seit nunmehr 50 Jahren anhaltende Endzeitstimmung.

Der Naturschutz wurde zum Umweltschutz. 1969 waren Jeunes et environnement gegründet worden. 1975 taufte sie sich in Mouvement écologique um. Der Pfadfinderverein wollte eine Umweltgewerkschaft werden. Pläne für einen Atomreaktor in Remerschen politisierten die Umweltbewegung. 1983 wurden Déi Gréng gegründet.

De Kéisécker schwärmte für *The Limits to Growth*. „À l'origine même de cette prise de conscience des problèmes insolubles que posent la croissance économique et démographique dans le cadre étroit de notre planète, il y a cette œuvre maitresse, cette implacable démonstration menée avec les moyens les plus modernes, avec la plus grande rigueur scientifique“ (Mai 1973).

Der Gründer des Club of Rome, Aurelio Peccei, war Manager bei Fiat und Olivetti.

Pecceis erster Geldgeber war der Schweizer Bundespräsident Nello Celio. Celio war „ein ehemaliger Tessiner Energiebaron“ (NZZ, 20.2.2022). Die Volkswagen-Stiftung finanzierte den Bericht. Autor Dennis Meadows verarbeitete die sozialen Parameter seiner Auftraggeber zu schwungvollen Diagrammen.

The Limits to Growth machten den Naturschutz zum Umweltschutz. Vor 50 Jahren theoretisierten sie das Ende des Fortschrittsglaubens, den Beginn der Endzeitstimmung

The Limits to Growth störten sich nicht an der Warenwirtschaft oder am Konkurrenzkampf um die private Aneignung von Mehrwert. Sie störten sich an deren weiteren Wachstum. Wie der Kleriker Thomas Malthus 174 Jahre zuvor beklagten sie, dass die Armen zu viele Kinder haben. Und so die Nahrungsmittel und Rohstoffe der Bessergestellten aufbrauchen.

Im Vergleich zur „population explosion“ (S. 17) wurde nur am Rande erwähnt, dass „[t]hermal pollution may have serious climatic effects“ (S. 73). Der Bericht rief laut *Luxemburger Wort* nach einer „drakonischen Einschränkung der Geburtenrate, einer strengen Kontrolle der Verbrauchsgewohnheiten und der Herabsetzung der Wachstumsrate der Wirtschaft insgesamt“.

The Limits to Growth warnten dramatisch vor der Umweltzerstörung. Aber als Fastenpredigt für jene, die nichts haben und nichts entscheiden. Der Bericht legte den Grundstein zur Austeritätsökologie. Auf ihn baut die Umweltbewegung bis heute.

Der Bericht begründete eine technokratische Umweltpolitik von oben. Die MIT-Computer lieferten die wissenschaftliche Rechtfertigung dafür. Das Ziel dieser Umweltpolitik ist der gleichzeitige Schutz der Umwelt und der Besitzverhältnisse. Ausgeschmückt mit den Gütesiegeln der Nachhaltigkeit und Kreislaufwirtschaft, der Rifkin-Strategie und EU-Taxonomie. ● Romain Hilgert



1972 wurde der Naturschutz zum Umweltschutz



Deux mères et deux adolescents fuyant la guerre

Les femmes et les enfants d'abord

France Clarinval

Autour de mille personnes sont arrivées d'Ukraine au Luxembourg, depuis le début de l'invasion russe. Lena, Dana, Oxana ou Katia en font partie. Elles racontent

Dans une famille Malgré un soleil d'hiver, il fait à peine quelques degrés dans la cour de l'école de cette commune de la vallée de l'Alzette. La municipalité a hissé un drapeau ukrainien en guise de symbole de solidarité. Des enfants courent, tapent dans des ballons en lançant des cris joyeux. Parmi eux, le petit Marko*, emmitoufflé dans une combinaison de ski, hésite entre jouer sur une balançoire et rester tout près de sa mère. Les pleurs qui ponctuent ses jeux sont vite distraits par son grand frère qui sait le rassurer. C'est là que Lena*, leur maman, nous a donné rendez-vous « pour ne pas déranger la famille qui nous accueille ». Ce lundi après-midi, ils sont encore tous fatigués par les longues journées de voyage. Ils sont arrivés quelques jours avant, dans la nuit du 4 au 5 mars, et ont trouvé un hébergement auprès d'une famille luxembourgeoise.

À 43 ans, Lena, enseignante à Kiev, n'était « pas prête à affronter tout cela ». Elle vivait « une vie normale », en famille, avec son

mari et ses enfants de quatre et douze ans. Parce qu'il travaille pour le gouvernement et qu'il a senti la pression monter dans son pays, le père de famille leur a intimé de partir vers l'ouest de l'Ukraine. C'était il y a trois semaines, autant dire dans un autre monde. « Nous pensions aller à Lviv pour une dizaine de jours et rentrer dans la capitale par la suite. Mais il n'était pas possible de retourner à Kiev », rembobine la mère qui a alors décidé de partir vers la Pologne. Elle n'est bien sûr pas la seule à entreprendre ce trajet et les rues sont bondées pour aller vers la gare, où les quais sont saturés et les trains rares. « Pendant deux heures, on ne pouvait pas bouger dans cette foule. Certains hommes accompagnaient leur famille et poussaient pour les faire passer. Moi je n'avais pas la force de pousser. J'ai renoncé à prendre le train », souffle-t-elle en hoquetant d'émotion.

Une de ses amies, également avec deux enfants, lui propose alors de partir en voiture. Une voiture qui avait essuyé des tirs, « mais mon amie n'avait rien et la voiture roulait ». Sen suit une longue, très longue route jusqu'à la frontière : 26 heures ont été nécessaires pour parcourir moins de cent kilomètres qui séparent Lviv de Korczowa en Pologne, « avec mon fils sur les genoux ». L'arrivée au sein d'un pays de l'Union européenne est un soulagement, mais pas la fin du voyage. Le choix du Luxembourg est le fruit du hasard : « Il y a de nombreux bénévoles et associations qui sont à la frontière pour aider. Ils transmettent des listes de contacts dans les différents pays. La première à me répondre a été Inna de l'association LUKraine. C'est comme ça que nous nous sommes décidées à venir au Luxembourg », relate Lena qui avait déjà visité le Grand-Duché comme touriste.

Trois jours de route plus tard, les voilà arrivés, au milieu de la nuit, dans les familles qui s'étaient inscrites auprès de l'association. « Quand on a vu les premières images des femmes et enfants dans les trains, mon mari et moi, nous nous sommes dit qu'on devait faire quelque chose », explique Joly*, institutrice luxembourgeoise. « Spontanément, on a pensé que si ça nous arrivait, on serait heureux que des familles nous accueillent. » Même si les enfants de la famille, onze et quinze ans, ont un peu du mal à accepter ces bouleversements de leur quotidien, une partie de la maison est désormais occupée par Lena et ses deux enfants, « pour un mois et puis on verra ». Les larmes montent aux yeux de l'Ukrainienne et sa voix s'étouffe quand elle exprime sa gratitude : « Cette famille est tellement gentille. Elle nous accueille comme des proches, comme des amis, pas comme des réfugiés ou des étrangers. On a reçu beaucoup d'aide comme des vêtements ou une poussette ». Mais Lena veut aussi faire passer un message : « Les gens ordinaires nous aident et sont généreux. Mais je pense à mon mari qui est là bas. L'Ukraine ne s'en sortira pas sans efforts politiques et diplomatiques des gouvernements européens. Il faut obtenir une zone d'exclusion aérienne »

Il va falloir maintenant retrouver un semblant de normalité : « Dès que possible, les enfants iront à l'école et je vais chercher un travail. » En quittant la cours de l'école, un des gamins du village s'approche et dépose une balle de tennis devant les pieds de Marko. Il lui fait signe de la frapper, ce que le petit fait

« On nous accueille comme des proches ou des membres de la famille, pas comme des réfugiés ou des étrangers »

Lena, 43 ans, Kiev

volontiers. L'autre le félicite en levant le pouce. À quatre ans, il est facile de se faire des amis et de sécher ses larmes. « Lui, il oubliera les sirènes et la guerre », se rassure sa mère.

À l'hôtel Le périple de Katia et sa fille Nastya a été au moins aussi chaotique. Originaires de Kramatorsk, à l'est de l'Ukraine, elles se sont retrouvées très tôt dans le viseur de l'armée russe. « On n'a pas vraiment eu le temps de réfléchir à ce qu'on emportait, ni de dire au revoir... On a pris la voiture et on est parties », relate cette quarantenaire qui travaillait dans la production alimentaire. Leur trajet tient d'un cours de géographie pour qui veut visualiser l'Europe de l'est : Moldavie, Roumanie, Hongrie, Autriche et Allemagne ont été traversées avant d'arriver au Luxembourg. « Des amis en Allemagne nous ont dit que le Luxembourg était sûr et accueillant. » L'émotion l'étreint quand elle confirme : « c'était une bonne décision, tout le monde est tellement gentil et amical ici ». Depuis son arrivée le week-end dernier, Katia et Nastya logent à l'hôtel Perrin dans le quartier de la gare. Marc Schommer, son propriétaire, s'est manifesté auprès de l'association LUKraine pour mettre cinq chambres en pension complète à disposition des arrivants. « Ça me paraissait assez normal. L'hôtel est grand, il y a de la place. Je me suis senti responsable pour ces gens », explique-t-il.

Certains ne sont restés qu'une nuit, rejoignant des proches ou des membres de leur famille. D'autres attendent de voir comment les choses vont évoluer. À 17 ans, Nastya veut « au plus vite pouvoir apprendre une langue d'ici et suivre des cours ». Sa mère espère « trouver un travail, mais retourner à notre vie dès que possible ». Dans le lobby de l'hôtel, tandis que nous les interviewons, elles font connaissance avec Oxana et son fils Hlib. « Les sirènes, les bombes, les rues fermées : il n'était plus possible de rester à Kiev », relate l'adolescent de quinze ans dans un anglais hésitant. Il raconte les mêmes scènes de trains bondés, de bousculades et d'heures d'attente. À la frontière polonaise, ils ont pris un bus pour une destination qu'ils ne connaissaient même pas de nom : Metz. Le bouche à oreille des contacts de contacts a fait le reste et ils sont maintenant à Luxembourg, « sans savoir pour combien de temps ».

Arrivés lundi, Dana et John ont connu un parcours un peu différents : ils ont pris l'avion. Lui est Américain, il vit à Kiev depuis cinq ans où il a créé une entreprise technologique et où il a rencontré Dana. Elle a monté une entreprise qui fournit du matériel militaire à l'armée ukrainienne. C'est peu dire que son profil est dans la ligne de mire de l'occupant russe. Il y a quelques semaines, les fiancés, ne voulant pas croire à une offensive, étaient en vacances. « Un matin, j'ai vu John pleurer, il regardait les news et m'a simplement dit 'la guerre a commencé.' » Les appels à la famille confirment qu'il ne serait pas bon de rentrer au pays. « Il m'est impossible de continuer mon travail depuis Kiev. Je cherche un moyen d'établir ma société à l'étranger pour continuer à aider mon pays », explique la jeune femme, très déterminée à poursuivre son activité. « Mais le plus important, c'est que l'Ukraine gagne. Je ne travaillerai jamais pour les Russes », ajoute-t-elle. Dana fait partie de cette génération qui a toujours connu l'Ukraine indépendante. « Des jeunes entrepreneurs qui entendent construire l'avenir de leur pays », analyse John. C'est un de ses amis établi au Luxembourg qui les accueille. « Il paraît que c'est le pays des chemins courts. J'espère que la bureaucratie ne sera pas trop lourde et nous permettra d'avancer au plus vite », conclut-elle.

À la Shuk L'élan de solidarité dont font preuve de nombreuses familles a été salué par les autorités qui essayent cependant de cadrer la situation. Lors d'une conférence de presse, mercredi matin, le ministre des Affaires étrangères a appelé à signaler les initiatives privées consistant à aller chercher des réfugiés avec des bus ou à héberger des personnes « afin d'éviter le désordre et pour coordonner l'accueil ». Jean Asselborn a précisé que plus de mille ressortissants ukrainiens s'étaient enregistrés auprès de la direction de l'immigration. Il a prévenu que les réponses allaient prendre « plusieurs jours » pour organiser des rendez-vous afin de se voir accorder la protection temporaire. Selon les estimations du ministère, la procédure prend environ deux heures par personne. Le Bureau de l'immigration devrait pouvoir accueillir une quarantaine d'adultes par jour. La protection temporaire sera accordée pour un an, jusqu'au 4 mars 2023. Elle ouvre au droit de travailler, d'être inscrit dans les écoles ou les formations, à une protection sociale et aux cadres mis en place pour l'hébergement et le soutien (alimentation, vêtements, hygiène...).

800 lits sont actuellement disponibles dans sept lieux (dont la structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg, Shuk) et « entre 500 et mille » autres vont pouvoir être ouverts. Mercredi, 378 étaient occupés, dont 225 par des femmes et des filles. L'hébergement d'urgence semble donc assuré. Mais à plus long terme, la situation est bien plus complexe puisque les structures gérées par l'Office national de l'accueil sont déjà saturées avec des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. Hôtels, auberges de jeunesse, chalets pour scouts et autres alternatives au niveau communal sont étudiées. Des solutions à peine plus durables. ●

Deux poids, deux mesures ?

Certains réfugiés sont-ils plus égaux que d'autres ? Représentent-ils une « immigration de qualité » (les mots sont du député français MoDem Jean-Louis Bourlanges) parce qu'ils appartiennent à notre « espace civilisationnel » (là c'est Nicolas Bay, un proche d'Éric Zemmour). Certes, nous n'avons pas entendu les mêmes expressions au Luxembourg, mais force est de constater que l'accueil n'est pas vraiment le même aujourd'hui qu'il y a cinq ou sept ans face aux réfugiés syriens ou afghans. « Je suis extrêmement heureuse de la solidarité actuelle et des nombreuses personnes qui se portent volontaires pour accueillir les Ukrainiens chez eux. Mais pourquoi ces personnes n'ont-elles pas ouvert leurs chambres et maisons vides aux réfugiés qui viennent chez nous depuis 2015 ? », interrogeait Marianne Donven, fondatrice de Oppent Haus, cette semaine sur les réseaux sociaux.

« La rapidité de traitement des dossier ukrainiens risque aussi de créer des inégalités de traitement pour les demandeurs d'asile en attente sur le territoire luxembourgeois depuis plusieurs mois, voire années et pour lesquels les longueurs procédurales ont un impact psychologique et au niveau de l'intégration », note aussi le Lëtzebuurger Flüchtlingsrot qui insiste sur « l'importance de garantir l'égalité de traitement pour les demandeurs d'asile de toute origine, afin d'assurer le respect des droits de chacun. » fc

* Les prénoms marqués d'un astérisque ont été modifiés à la demande des personnes

Menschenrechte statt Biznessmeni

Peter Feist

Vor dem Hintegrund des Ukrainekriegs sollen Außen- und Außenhandelspolitik „kohärenter“ werden



Jeannot Krecké und Erbgroßherzog Guillaume 2010 auf Wirtschaftsmission in Moskau

Am Sonntagabend war Außenminister Jean Asselborn (LSAP) Gast in einer Polit-Talkshow des österreichischen Fernsehens. Ebenfalls zugegen waren Österreichs Europaministerin, eine liberale polnische EU-Abgeordnete und ein hochrangiger Diplomat aus Lettland. Thema war vor allem, ob die EU nicht wesentlich mehr Druck auf Russland ausüben sollte, zum Beispiel mit einem vollständigen Energie-Embargo. Die Politikerin aus Warschau und der Diplomat aus Riga plädierten dafür. Jean Asselborn fand, das könne man tun, wenn absehbar wäre, dass Russland der EU die Energielieferungen kappt, um dem sozusagen zuvorzukommen.

Neben Russland gilt nun auch China für die Regierung als Diktatur. Was wird dann aus Luxemburgs Beteiligung der „Neuen Seidenstraße“?

Handlungsreisender Der Krieg in der Ukraine bringt die Luxemburger Außenpolitik und den Diplomatiechef in die schwierige Lage, die Außenpolitik des Großherzogtums in weiten Teilen neu zu denken. Bisher spielte Jean Asselborn die Rolle des Handlungsreisenden in Sachen Menschenrechte und transportierte die Botschaft von dem verantwortungsvollen Finanzplatz. Nun hingegen muss er erklären, wofür das Großherzogtum noch steht und inwiefern seine Außenpolitik mehr ist als Außenhandelspolitik. Wie schwierig das ist, zeigte seine Bemerkung in dem 100,7-Interview vergangene Woche, mit der er Wladimir Putin die „physische Eliminierung“ wünschte. Vielleicht war das eine Entgleisung im Überschwang der Emotionen, wie der Außenminister später erklärte. Vielleicht aber wusste er genau, was er sagte, und meinte, gegenüber den Verbündeten und dem großen Alliierten in Washington die Luxemburger Position klarmachen zu müssen.

Denn seit rund 20 Jahren agiert Luxemburg geschmeidig zwischen der Verteidigung dessen, was als „westliche Werte“ gilt, und dem, was dem heimischen Wirtschaftsstandort nützt. Russland ist dafür nur ein Beispiel. Nach dem Ende des Kalten Krieges setzten auch andere westeuropäische Länder Hoffnung in eine „Friedensdividende“ und einen „Wandel durch Handel“. Luxemburg aber war darin, gemessen an seiner Größe, besonders eifrig. Heute erzählen alle, wie „enttäuscht“ sie von Putin sind. 2010 reiste der damalige LSAP-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké mit Erbgroßherzog Guillaume und einer hundert Unternehmer umfassenden Wirtschaftsmission nach Russland. Bei der Luxemburg-Roadshow in einem Moskauer Luxushotel und den Kontakten mit russischen Unternehmen herrschte Goldgräberstimmung (*d’Land*, 15.04.2010). Über seinen Finanzplatz war Luxemburg eine Zeitlang der größte europäische Direktinvestor in Russland. Dass Jeannot Krecké nach seinem Ausscheiden aus der Regierung 2012 Verwaltungsratspräsident der East West United Bank wurde und sein Nachfolger Etienne Schneider in den Board von EWUB-Aktionär Sistema rückte, ist Ausdruck davon. Ein anderer, dass der frühere Luxemburger Botschafter in Russland, Jean-Claude Knebler, nach Ablauf seines Mandats

in Moskau blieb und unter anderem die Gazprombank zu beraten begann.

Diese Doktrin... Verbindungen dieser Art sind jetzt natürlich anrühlich geworden. Krecké und Schneider sind von ihren Posten zurückgetreten. Die Frage aber ist, was genau und strategisch darunter zu verstehen sein soll, wenn, wie Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) vergangene Woche dem *Luxemburger Wort* erklärte, „diese Doktrin im Außenhandel, dass man grundsätzlich mit jedem zusammenarbeiten kann“, nicht mehr gelte. Dass es „gut“ sei, dass „Europa sich besser schützt gegenüber Diktaturen wie Russland und China“ und „man eine gewisse Kohärenz in seiner Politik haben“ sollte.

Denn die Außen- und Wirtschaftspolitik gegenüber China ist kaum weniger opportunitätsgetrieben als die gegenüber Russland es war. Wegen Chinas weltpolitischem Gewicht ist sie noch delikater. Jean Asselborn räumte in seiner jüngsten außenpolitischen Erklärung in der Abgeordnetenkammer ein, die sieben in Luxemburg ansässigen chinesischen Banken seien „einflussreich“ und ein Einsatz der Außenpolitik gegenüber China für Menschenrechte „eines der schwierigeren Themen“.

Wie schwierig, demonstrierte erst vor einem Monat die Reise von Großherzog Henri zur Eröffnung der Olympischen Winterspiele in Beijing. Premier Xavier Bettel (DP) und Außenminister Jean Asselborn erklärten, der Großherzog sei als Vorstandsmitglied des Internationalen Olympischen Komitees dorthin gereist und was während eines Treffens mit dem chinesischen Präsidenten Xi Jinping besprochen würde, sei mit dem Außenministerium abgestimmt worden. Unter anderem habe Henri dort auf die Wichtigkeit der Menschenrechte hinweisen sollen. Immerhin gehört Luxemburg seit vergangenem Jahr dem Menschenrechtsrat der Vereinten Nationen an.

Belt and Road Zumindest laut der anschließend vom chinesischen Außenministerium verbreiteten Mitteilung über dieses Gespräch soll der Großherzog allerdings kein Wort über die Menschenrechte verloren, stattdessen die „stets sehr

guten“ Wirtschaftsbeziehungen gelobt und erklärt haben: „The Belt and Road Initiative is a good initiative, and Luxembourg supports and will actively participate in it.“ Luxemburg ist seit 2018 ein Unterzeichnerstaat der „Neuen Seidenstraße“. Was dies genau heißt, ist Verschlussache der Regierung. Der außenpolitische Sprecher der CSV-Fraktion, Claude Wiseler, beschwert sich darüber anlässlich jeder außenpolitischen Erklärung Jean Asselborns. Ziemlich sicher scheint aber, dass der Luxemburger „Support“ für die Belt and Road Initiative sich nicht so einfach wird aufrechterhalten lassen können, wenn China der Regierung nun als „Diktatur“ gilt wie Russland. Konflikte mit den USA darüber scheinen ebenfalls nicht ausgeschlossen: Tom Barrett, der US-Botschafter in Luxemburg, hatte vergangenen Herbst, als er noch Kandidat war, bei seiner Anhörung im US-Senat erklärt, darauf achten zu wollen, ob Luxemburgs Kooperationen mit China in den Bereichen Weltraumtechnologien und Infrastrukturen „ein Risiko für Geldwäsche bergen“ (*d’Land*, 5.11.2021).

Wenn es zutrifft, dass die Luxemburger Außenhandelspolitik „kohärenter“ werden muss und mit der Außenpolitik abgeglichen gehört, wie Franz Fayot meint, dann bliebe auch zu klären, welche Rolle der Großherzog dabei zu spielen hätte. Eigentlich keine andere als die des prominenten Repräsentanten des Landes, dem sich zum Beispiel auf Wirtschaftsmissionen die eine oder

andere Tür öffnet, weil die Gastgeber gern einen Monarchen empfangen. Könnte es damit Treffen wie das in Beijing Anfang Februar in Zukunft noch geben? Vermutlich nicht. Andererseits sah es vergangenen Sommer so aus, als habe der Hof der offiziellen Außenpolitik aus einer Verlegenheit geholfen: Als im August Kabul fiel, schrieb Großherzogin Maria-Teresa auf *Twitter*: „mes pensées les plus émues et endolories face au drame que vivent les afghanes et afghans en ces moments terribles. Mon cœur saigne avec vous“. Sie schrieb das als Privatperson. Allerdings gab es bis dahin keinerlei offizielle Erklärung der Regierung über die Wiedererringung der Macht in Afghanistan durch die Taliban, keinen Appell zur Einhaltung von Menschen- und Frauenrechten. Ohne den *Tweet* Maria-Terasas hätte es nicht mal eine halboffizielle Wortmeldung gegeben; der Außenminister weilte damals im Urlaub. Von dort zurückgekehrt fand er, die EU habe zu Afghanistan kommuniziert – was hätte Luxemburg da noch sagen sollen?

Vielleicht ist die „kohärente“ Außen- und Außenhandelspolitik mit „Human Rights Due Diligence“, wie es genannt wird, der beste Weg, um der Luxemburger Position im EU-Verbund einen Platz zu sichern. Ausgeschlossen ist es immerhin nicht, dass die Stimmen der kleinen Länder künftig weniger Gehör finden: Wenn „der Westen“ näher zusammenrückt, wird die Außenpolitik der EU insgesamt mehr als bisher von Washington beeinflusst. ●

DE VOTRE VISION
NAÎT L'AVENIR

Vous souhaitez planifier la cession ou la transmission de votre entreprise, développer votre patrimoine, protéger vos proches ou encore préparer votre retraite?

Votre banquier privé, avec l'appui de nos experts financiers et ingénieurs patrimoniaux, est à vos côtés pour écrire l'avenir de votre patrimoine dans le respect de vos valeurs.

bgl.lu/fr/banqueprivee

BGL BNP PARIBAS S.A. - 50, avenue J.F. Kennedy L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg: B 6481 - Communication Marketing mars 2022

BGL BNP PARIBAS
BANQUE PRIVÉE

La banque d'un monde qui change

„Lëtzebuerger si sécher“

Stéphanie Majerus

Die Angst vor nuklearen Waffen ist zurück. Menschen horten Jodtabletten und fragen sich, wo Atombunker sind

„Wou wier zu Miersch ee Bunker au cas où? Froe fir ee Kolleeg“, twittet ein User an jenem Sonntag, an dem Putin seine Abschreckungswaffen in besondere Alarmbereitschaft hat versetzen lassen. Mittwochs verschickt die Regierung eine Pressemitteilung, in der steht, viele Menschen hätten Apotheken aufgesucht, um Jodtabletten zu besorgen. Auf Nachfrage des *Land* bestätigt die Marketing-Abteilung des Cactus eine Verkaufszunahme von Waren wie Nudeln, Reis oder Konservedosen. Genaue Zahlen will die Supermarktmette nicht mitteilen; ein Teil dieser Waren wird gespendet, ein Teil gehortet, wie in Gesprächen zu vernehmen ist. Es gibt Anzeichen dafür, dass die alten Ängste zurück sind: Die Ängste vor den Atombomben.

Dass in der Nachkriegszeit ein Bedrohungsgefühl verbreitet war, ist durchaus nachvollziehbar: Seit 1945 besitzen die USA nukleare Waffen sowie die UdSSR ab 1949 nukleare Waffen; das Szenario eines erneuten Weltkrieges begleitete das 20. Jahrhundert. Reagiert wurde hierauf mit Schutzmaßnahmen für die Zivilbevölkerung: Das Nato-Hochkommissariat für nationale Sicherheit wird 1959 gegründet, um militärische und zivile Schutzaktionen zu koordinieren. Übungen finden statt, die Rettungsdienste auf den Ernstfall vorbereiten und kostspielige Geräte sollen die Radioaktivität messen. Außerdem veranlasst die Regierung den Bau von Bunkern.

Als Régis Moes die Ausstellung „Der Kalte Krieg in Luxemburg (2016)“ ausarbeitete, hat er unterschiedliche Bunker besucht, die Einwohner Luxemburgs im Falle einer nuklearen Bombardierung aufsuchen könnten. „In den Sekundarschulen, die in den 1960-er Jahren geplant wurden, wurden diese integriert – wie im Athenäum und dem Neubau des Diekircher Lyzeums“, erwähnt der Historiker. Allerdings handle es sich um „Placebos, denn da wurden nie Türen und keine Luftfiltersysteme eingebaut“. Der einzige ausgestattete Bunker befindet sich in der ehemaligen Kaserne der Berufsfeuerwehr der Stadt Luxemburg. Zur Debatte stand auch die Einrichtung eines War-Room-Bunkers auf Schloss Senningen. „Doch anders als in den Nachbarländern, entschied man, dies sei zu teuer“. Dabei war das Unbehagen unter Luxemburgern nach der Kubakrise groß – Großherzogin Charlotte sagte 1962 ihre diplomatische Reise nach Washington ab. „Die Gesellschaft war daraufhin alarmiert und hamsterte die Läden leer“, erläutert Régis Moes. Patrick Majerus von der Strahlenschutzkommission betrachtet die Bunker aus Zeiten des Kalten Kriegs ebenfalls als obsolet: Im Falle eines Nuklear-Angriffs würden sie nicht ausreichend Schutz gewähren und bei einem Atomkraftwerk-Unfall reiche es, sich in seine eigene vier Wände zurückzuziehen, und die Ventilation abzuschalten.

Ein Artikel aus dem *Luxemburger Wort* von Mai 1968 gibt einen Einblick darin, wie das atomare Wettrüsten das politische Weltgeschehen dominierte. Der Autor schreibt, die atomare Rüstung stand „als Schreckgespenst hinter allen politischen Ereignissen des Jahres“. Aufregung entstand, als bekannt wurde, dass die Sowjets im Besitz von Satellitenraketen für militärische Zwecke seien. Woraufhin prompt aus den USA verkündet wurde, sie hätten eine neuartige Rakete entwickelt – „einen regelrechten Weltraumomnibus, der ein ganzes Bündel Wasserstoffbomben durch den Weltraum kutschieren könne“.

Käme es zu einem Atomschlag, würden die Schockwelle und die Hitze, die eine Kernwaffe verursache, das Leben von Millionen von Menschen sofort beenden, schreibt Max Roser, Gründer von *Our World in Data*. Hinzu kommen persistierende tödliche Strahlungswerte und radioaktiver Staub, der sich über atmosphärische Luftströme über weite Strecken verteilen würde. Noch bedeutender seien die nuklearen Winter, die auf einen gehäuften Einsatz von Kernwaffen folgen würden. Mit einem Temperaturrückgang von 20 oder 30 Grad Celsius in zuvorderst landwirtschaftlichen Regionen wie Eurasien und Nordamerika, sei dann zu rechnen. Konkret heißt dies, die

Wird das Stromnetz eines Atomreaktors gekappt, kann es zu einer Kernschmelze kommen, mahnen Atomforscher

Nahrungsmittelproduktion würde zusammenbrechen und eine weltweite Hungersnot auslösen.

Die Angst vor der Atom-Apokalypse muss vor allem zu Beginn der 1960-er Jahre besonders groß gewesen sein, wie es ein weiterer *Wort* Artikel aus jener Zeit nahelegt, in dem steht: „Angst vor dem Weltuntergang hat es in unserer kleinen Menschheit immer gegeben, aber für Leute mit normalen Nerven und einigermaßen gesundem Verstand lag die Katastrophe doch in weiter Ferne. Heute ist das anders geworden. Die Stimmung ist schlecht. Wenn nicht das gesamte Universum, wenigstens unsere birnenförmige Erde ist in Gefahr.“ Abschließend spekuliert der Autor, ob die Waffen nicht doch ihren Nutzen haben: „Was geschähe, wenn es keine Bomben mehr gäbe? Vormarsch der roten Armee, die an der Wasserbilligerbrücke mit roten Nelken als Befreiungsarmee begrüßt würde! Hat am Ende doch der Franzose recht, der behauptet, nur der Existenz der Kernwaffen verdanken wir unser Heil, den Frieden und die Freiheit?“

Dass ein nuklearer Angriff zu überstehen sei und das Leben irgendwann weiter geht – davon ging der Schweizer Staat im Kalten Krieg aus. Anders als seine Nachbarländer investierte das Alpenland fleißig in Bunkerinfrastrukturen; in den 1960-ern begann die Schweiz für jeden Einwohner einen Platz in einem Schutzraum einzurichten. Die Stadt Luzern besitzt einen der größten zivilen Bunker, der bei einem Atomschlag 20 000 Personen beherbergen sollte. Zwar wird Bürgerinnen ein Bunkerplatz gewährt, wie genau sich das Leben jedoch unterirdisch abspielen sollte, stand auf einem anderen Blatt: So war beispielsweise vorab jeder selbst für seinen Notvorrat verantwortlich.

Die Professorin für Internationale Beziehungen am Berliner Zentrum für internationale Sicherheit, Marina Henke, vermutet, Putin werde im Ukrainekrieg keine Nuklearwaffen einsetzen, die ganze Landstriche zerstören, – möglicherweise aber Nuklearbomben mit geringer Sprengkraft „für die psychologische Kriegsführung“. Gegenüber dem *Redaktionsnetzwerk Deutschland* meint sie, Putin könnte beispielsweise nukleare Waffen über der Ostsee oder dem Schwarzen Meer zünden; „dadurch würde zwar die Umwelt in großem Maße verseucht werden, aber es werden keine Menschen direkt zu Schaden kommen“. Damit ziele der KGB-Rentner auf die Psyche der Menschen in Westeuropa ab: Es käme zu Panik, Aggressionen und Nahrungshortung.

Nicht unwahrscheinlich ist überdies ein Unfall in einem Atomkraftwerk; insgesamt 15 Reaktoren stehen in der Ukraine. In der Nacht auf den 4. März hatte die russische Armee das Atomkraftwerk Zaporijia beschossen – das größte in Europa. Hierbei kann es zwar nicht zu einer nuklearen Explosion kommen, wohl aber zu einem Kühlausfall des Stahlbehälters, in denen die Brennelemente aufbewahrt sind. Und ohne Kühlung kommt es zur Kernschmelze und Freisetzung von Radioaktivität – wie in Tschernobyl 1986. Eine Reihe an von *Reporterre* befragten Atomforscherinnen bereitet die Kappung des Stromnetzes, wie in Kriegszeiten üblich, die größten Sorgen: Fällt das elektrisch betriebene Kühlsystem aus, kann es zu einem schwerwiegenden Atomunfall kommen. Zum Glück hat Xavier Bettel sein Beschwichtigungsmantra bereits zur Hand; und wie bei jedem Mantra, wiederholte Bettel am 4. März den gleichen Inhalt dreimal hintereinander: „Ech wëll de Leit, déi sech Suerge maachen, soen dass Lëtzebuerg sécher ass, dass Lëtzebuerg eng sécher Plaz ass, dass Lëtzebuerger sécher sinn an dass ee keng Angscht muss hunn“.

Eine Gruppe an Personen traut dem Staat zunehmend weniger zu, im Interesse der Bürger zu handeln. Seit der Weltwirtschaftskrise 2008 breitet sich auch in Europa die Survivalisten-Bewegung aus. Eine Minderheit von ihnen beschäftigt sich mit dem Bau von Atombunkern, wie auf dem Blog *Guide Sur Le Survivalisme* vernehmbar: „Der Atomkrieg, auch wenn er still und leise ist, existiert tatsächlich“; und empfiehlt den Bau eines unterirdischen Stahlgehäuses. Ein Leben unter der Erde solle man planen – ganz wie ein Maulwurf: Einen Container zum Schlafen, zum Kochen und natürlich für die Notdurft. Vielleicht wird die ein oder andere Person stutzig, wenn Xavier Bettel sein Mantra zu häufig wiederholt und will ihr Selbstwirksamkeitsgefühl mit einem Bunker-Bau aufrechterhalten, – auch wenn Bunker letztlich nutzlos sind. ●



Der Bunker in der ehemaligen Stater Feuerwehr-Kaserne besitzt als einziger eine Luftfilteranlage

ROUMANIE

Réfugiés ukrainiens et technologies roumaines

Mirel Bran, Bucarest

Zoya, 43 ans, et sa fille Anna, 12 ans, viennent de terminer leur soupe les yeux rivés sur la fenêtre qui offre une vue panoramique de Bucarest, la capitale roumaine. Le 28 février elles ont quitté leur petit appartement de Kiev, la capitale de l'Ukraine voisine, pour trouver refuge chez leurs voisins roumains. Marko, le père, est resté à la maison pour défendre une ville qui vit au rythme des menées de l'armée russe et des fantasmes de grandeur que nourrit le président Vladimir Poutine. « Marko nous manque mais les hommes ne peuvent plus sortir de l'Ukraine, affirme Zoya. On a eu la chance d'être prises en charge par la famille Jianu de Bucarest. »

Zoya et Anna font partie des 260 000 réfugiés ukrainiens qui ont fui en Roumanie depuis le 24 février

Plus de 2 300 jeunes spécialistes dans l'écriture des codes ont décidé d'utiliser les nouvelles technologies digitales dans la gestion de la crise des réfugiés

lorsque Vladimir Poutine a décidé de déclarer la guerre à l'Ukraine. Elles n'ont aucun contact en Europe de l'Ouest, ce qui est le cas de 190 000 de leurs compatriotes qui ont traversé la Roumanie en direction de l'Occident. Les 70 000 réfugiés qui sont restés en Roumanie ont été pris en charge par les Roumains qui ont fait preuve d'un élan de solidarité rarement constaté dans cette partie de l'Europe. « Pour nous la Roumanie c'est l'Europe et on se sent protégés ici, dit Zoya. J'espère que la guerre s'arrêtera un jour et que je pourrai revenir chez moi avec ma fille. »

Pays membre de l'OTAN depuis 2004 et de l'Union européenne (UE) depuis 2007, la Roumanie est une des frontières qui séparent l'Alliance atlantique de l'ancien espace soviétique. Depuis les attaques de l'armée russe contre l'Ukraine le flux des réfugiés augmente tous les jours. « Nous sommes prêts à accueillir 500 000 réfugiés, a déclaré Vasile Dincu, le ministre de la Défense. Nous avons mis sur pied un plan qui prévoit des centres d'accueil dans les grandes villes et à proximité des frontières. » Bien qu'elle soit un des pays les plus pauvres de l'UE la Roumanie est devenue une oasis de paix pour les Ukrainiens chassés de leur pays par la guerre.

L'oasis de paix que la Roumanie offre à ses voisins ukrainiens est dû à la présence de l'US Army qui compte six bases militaires dans ce pays situé aux confins orientaux de l'UE. Le joyau de ce dispositif militaire est le bouclier anti-missiles installé à Deveselu, village situé au sud du pays, que Moscou consi-

dère comme une menace pour sa sécurité. « En tant que membre de l'OTAN nous bénéficions de garanties de sécurité que la Roumanie n'a jamais eues, a déclaré le général Daniel Petrescu, chef d'état major. Le comportement agressif de la Fédération de Russie a détruit la sécurité dans cette partie du monde. »

Si les calculs militaires du Kremlin sont difficiles à prévoir, une chose est sûre : l'exode des Ukrainiens dans les pays voisins est une certitude. Comment s'organiser pour faire face à cette marée humaine ? La Roumanie s'est tournée vers les nouvelles technologies et compte sur une petite armée de jeunes informaticiens pour régler ce problème. Ils sont la face invisible d'une opération humanitaire basée sur un algorithme mathématique. Code4Romania (Code pour la Roumanie), une association qui rassemble la crème des informaticiens roumains, tend la main aux réfugiés ukrainiens.

Plus de 2 300 jeunes spécialistes dans l'écriture des codes ont décidé d'utiliser les nouvelles technologies digitales dans la gestion de la crise des réfugiés. « Nous avons stoppé toutes nos activités pour nous concentrer sur des solutions digitales qui peuvent diminuer les effets de la guerre, déclare Bogdan Ivanel, le fondateur de Code4Romania âgé de 35 ans. Il s'agit de plusieurs applications informatiques destinées à aider les réfugiés ukrainiens qui arrivent en Roumanie, dont l'application Dopomoha (« aide » en ukrainien) qui met en relations les Ukrainiens qui cherchent de l'aide et les Roumains qui sont prêts à leur en offrir. Nous utilisons nos compétences pour soutenir la société civile ukrainienne. »

À la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine, la file d'attente des rescapés de la guerre s'étend sur plusieurs kilomètres. Ils rêvent de franchir une frontière qui s'étend sur 650 kilomètres et sépare leur pays

de l'espace euro-atlantique protégé par l'OTAN et l'Union européenne (UE). Les autorités roumaines ont annoncé qu'elles étaient prêtes à accueillir un demi-million de réfugiés ukrainiens, mais la gestion de cette crise humanitaire n'est pas un long fleuve tranquille. Les centres d'accueil aménagés dans les grandes villes et à proximité de la frontière ne parviennent pas à faire face à cette marée humaine.

Les Roumains se sont mobilisés sur l'application « Dopomoha » pour offrir un toit, de la nourriture, des vêtements et des médicaments à leurs voisins ukrainiens. C'est ainsi que Zoya et Anna sont entrées en contact avec la famille Jianu de Bucarest. « Ils nous ont contacté sur l'application et nous sommes allés les chercher en voiture à la frontière », déclare Constantin Jianu. « Tout s'est passé très vite, se souvient Zoya. Après quelques jours passés ici on se sent déjà chez nous. Finalement c'est ça l'Europe. » ●



CHRONIQUES DE LA COUR

No pasarán

Dominique Seytre

Rafal Wojciechowski ne fait pas l'affaire. Le juge à la Cour constitutionnelle polonaise, celle qui en octobre dernier a défié l'UE, avait été présenté par le gouvernement Morawiecki en remplacement du juge Marek Safjan, opposant au régime actuel, qui attend d'être remplacé depuis le 6 octobre 2021. Outre le fait qu'il n'avait pas la « maîtrise des grandes questions se rapportant au droit de l'Union », le candidat Wojciechowski n'a « pas fait preuve d'une réflexion et d'une maturité à la hauteur des fonctions juridictionnelles auxquelles il aspire », explique le comité 255 (article du Traité de l'UE le créant) dans son rapport envoyé aux États-membres après l'audition du candidat le 25 février dernier. Il ne connaît pas le droit européen, clamaient ses adversaires. Et il est infréquentable, assurait-on dans les milieux européens. Même si le comité avait émis un avis positif, sa nomination à l'unanimité des votes des États membres aurait été improbable vu ses états de service. Le 7 octobre 2021, et sans même utiliser la possibilité de formuler une opinion dissidente ou envisager de s'abstenir comme l'ont fait deux autres juges, il avait participé à la rédaction d'un arrêt de la Cour constitutionnelle très controversé. Et pour cause : il consacrait la primauté de la constitution de la Pologne, du droit polonais, sur le droit européen. Un comble pour un futur juge européen ! Sur ses convictions anti-européennes, le comité 255 ne dit mot. Il estime simplement ne pas avoir « acquis la conviction que le candidat serait en capacité d'apporter dans un délai raisonnable en tant que juge de la Cour de justice une contribution pertinente et efficace au traitement du contentieux ». Une formule diplomatique et prudente que l'on retrouve souvent dans les rapports du comité, explique un initié.

Aux yeux du gouvernement polonais, la Cour de justice de l'UE est un bouc-émissaire utile

Le gouvernement polonais devra proposer un autre candidat. Mais le fera-t-il ?, s'interrogent certains. « Sur le plan politique, garder le juge Safjan met finalement le gouvernement polonais dans une position assez confortable vis-à-vis la partie de l'opinion publique qui le soutient. Tout ce qui vient de la Cour de justice européenne, tous ces arrêts condamnant les violations de l'état de droit en Pologne, c'est de sa faute », relève un juriste polonais. Un bouc-émissaire utile, en quelque sorte. Mais il y a plus. Les deux juges au Tribunal européen, l'autre juridiction de la Cour, toutes les deux nommées en 2016 par le gouvernement d'Ewa Kopacz, l'actuelle vice-présidente du Parlement européen, sont dans une situation singulière. La juge Nina Poltorak, docteure en droit, juriste accomplie, n'a été nommée juge que pour quelques mois, de mai à août 2016, dans le cadre du système mis en place pour étaler dans le temps l'arrivée de neuf nouveaux juges au Tribunal à la suite d'une réforme arrêtée en 2015. Le gouvernement n'a jamais proposé Nina Poltorak pour un mandat complet de six

ans. Elle attend toujours dans une sorte de limbe statutaire. La seconde juge du tribunal est Krystyna Kowalik-Banczyk. Son mandat de six ans expire en septembre 2022. Sans qu'il n'y ait jusque-là d'appel à candidature pour la remplacer, ou de proposition du gouvernement Morawiecki de la maintenir en fonction jusqu'en 2028.

Le rejet du candidat Rafal Wojciechowski ne constitue pas le premier échec du gouvernement. Comme le veut la procédure en vigueur à Strasbourg, il avait aussi proposé une liste de trois candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'Homme, en remplacement du juge polonais Wojtyczek. Et là, les Polonais auraient plutôt choisi l'affrontement, sans succès.

Les juges de la CEDH n'ont qu'un seul mandat de neuf ans non renouvelable et sont nommés sous contrôle parlementaire, les deux conditions reposant sur le principe d'indépendance alors

qu'à Luxembourg les juges peuvent être proposés autant de fois que les instances compétentes, le plus souvent leur gouvernement, le désirent. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rejeté en bloc, et pour la seconde fois le 24 janvier dernier, la même liste de candidats proposée par le gouvernement polonais. Cette insistance à imposer des candidats, c'est du jamais vu, avait dit en substance le Letton Boriss Cilevics, membre de cette Assemblée. Sur cette liste il y avait : Elżbieta Karska, membre de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye et, incidemment, la femme de Karol Karski, parlementaire européen et membre du parti Droit et justice, la franco-polonaise Agnieszka Szklanna, fonctionnaire au Conseil de l'Europe et Aleksander Stepkowski, juge à la Cour suprême polonaise dont il est aussi le porte-parole. Cette Cour suprême a, avec la Cour constitutionnelle polonaise, perdu son indépendance à la suite de réformes judiciaires dont, déjà en 2016, le juge Marek Safjan expliquait dans les médias, qu'elles étaient contraires à l'essence même de la démocratie. ●

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois.

Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1





10

WIRTSCHAFT

Land

11.03.2022

On sait mais on se tait



Interrogé par le *Land* sur l'efficacité des sanctions financières prononcées contre des personnes physiques (notamment une trentaine d'oligarques) et morales dans le but de faire cesser l'agression de la Russie sur l'Ukraine, le ministère des Finances du

Luxembourg, l'un des principaux centres financiers européens, répond que « l'application des sanctions est prise très au sérieux par le gouvernement. [...] Les ministères concernés coopèrent étroitement dans le cadre de la mise en œuvre des mesures restrictives ». La rue de la Congrégation précise avoir reçu dès l'adoption des sanctions des notifications des opérateurs sur les gels d'avoirs effectués : « Nous pouvons confirmer que des gels d'avoirs ont déjà été effectués », informent les équipes de Yuriko Backes (DP) sans en donner la mesure. Est-ce que Vladimir Poutine, sanctionné dès le début de l'invasion en février, a une partie de sa fortune au Luxembourg ? « Pas à notre connaissance ». Est-ce que la Banque centrale russe, sanctionnée aussi par le Conseil européen, a ou avait des avoirs au Luxembourg dans une chambre de compensation, Clearstream pour ne pas la citer ? « Pas à notre connaissance ». Aucune saisie n'a été opérée sur des yachts ou des jets.

Dans une déclaration de la ministre communiquée au *Land*, Yuriko Backes affirme accorder la « plus grande importance à la mise en œuvre des sanctions ». La ministre fraîchement nommée précise d'ailleurs « avoir fait le point » sur l'état d'avancement des sanctions lors du dernier Ecofin avec ses homologues européens et « discuté d'éventuelles mesures complémentaires pour éviter le contournement de ces sanctions ». La Commission européenne, à l'instar des autorités américaines, met en

place le groupe de travail « Freeze and Seize » pour faciliter l'échange d'informations et de pratiques entre les États membres sur tous les aspects liés aux sanctions, de la procédure administrative du gel des avoirs au passage à la procédure judiciaire.

Le ministère des Finances informe en outre sur cette procédure, éminemment politique puisque les autorités judiciaires n'interviennent pas dans un premier temps. Le ministère des Affaires étrangères est compétent pour la coordination générale des sanctions internationales. Le ministère des Finances traite les questions relatives à la mise en œuvre des sanctions financières, « tant de la part de ceux visés par ces mesures que de ceux obligés de les appliquer », précise-t-on. Les opérateurs exécutant les mesures restrictives financières sont tenus d'informer « sans délai » le ministère des Finances pour chaque cas, « y compris les tentatives d'opérations ». Au sein du ministère de l'Économie, l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (Oceit) est l'autorité compétente pour le contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation de biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage de l'assistance technique, du courtage et des transferts intangibles de technologie de ces produits. Enfin, les autorités de supervision (CSSF, Commissariat aux assurances et Administration de l'Enregistrement et des Domaines) ainsi que les organismes d'autorégulation

(Ordre des avocats, Instituts des réviseurs d'entreprises ou Chambre des notaires) s'assurent que leurs ouailles veillent bien à la mise en œuvre des procédures restrictives, conformément à la loi ad hoc du 19 décembre 2020 et aux lois anti-blanchiment.

La Banque centrale a, elle, publié sur son site internet (et sans en pousser la publicité dans les rédactions comme elle a l'habitude de le faire pour ses autres publications, si bien qu'aucun média n'a encore repris l'information) une revue très détaillée de l'exposition du secteur financier à la Russie. L'exposition des banques luxembourgeoises sur des contreparties russes se chiffre à 4,3 milliards d'euros au 31 décembre 2021, soit 0,45 pour cent du total de leurs actifs (d'une valeur cumulée de 955 milliards d'euros). 5,6 pour cent des engagements vis-à-vis des résidents de la Fédération de Russie sont libellés en roubles, monnaie qui s'est effondrée ces deux dernières semaines. Les dépôts effectués par des résidents de Russie auprès des banques luxembourgeoises s'élevaient à 2,4 milliards d'euros au 31 décembre 2021. Enfin, les fonds d'investissement luxembourgeois affichent une exposition de 18 milliards d'euros sur des sociétés russes, soit 0,26 pour cent du total des actifs des fonds d'investissement luxembourgeois (qui se chiffre à 6 908 milliards d'euros). « L'exposition directe de la place financière à la Russie est marginale et la situation ne présente pas de risque direct pour la stabilité financière », en conclut Yuriko Backes, qui avait convoqué

une réunion du Comité du risque systémique la semaine passée.

Mais les oligarques et les groupes d'origine russe mènent leurs affaires via une myriade de sociétés étrangères. Une initiative privée informe sur la structuration de la fortune des oligarques, donc potentiellement saisissables au Luxembourg, et des intérêts russes à l'étranger, à qui la Russie rachète une partie des réserves en monnaie pour financer le conflit. Un ancien de Deloitte et du groupe financier russe Sodrugestvo a rassemblé sur la base de données (*StopRussianCapital.com*) des informations pour aider les professionnels de la finance à faire en sorte que leurs activités « n'aient pas le régime russe à financer la guerre ». Sur cette base de données, accessible au public, sont recensés tous les véhicules financiers luxembourgeois liés aux oligarques sanctionnés ainsi que leurs prestataires de services luxembourgeois (!). Y Figure notamment Alexey Mordaschov, le patron de Severstal et consul honoraire du Luxembourg radié la semaine passée en catimini. (photo : manifestation contre la guerre en Ukraine du samedi dernier ; sb) pso

Rollinger débouté contre Becca

Dans un arrêt rendu jeudi 3 mars, les juges déboutent Guy Rollinger, lequel considérait dans une plainte déposée en 2012 que le groupe Becca avait manqué à ses obligations contractuelles et « empêché la réalisation de la condition suspensive dans

trois contrats liés au Wickrange Shopping Center-Livange ». En mai 2009, Guy Rollinger avait abandonné son projet de centre commercial à Wickrange pour rejoindre celui de Flavio Becca à Livange, associé au stade national (qui sera finalement construit à la Cloche d'Or), les deux ne pouvant coexister. Une fois le PAP accordé au projet, Flavio Becca devrait racheter les parts de Guy Rollinger pour 21,5 millions d'euros. « L'approbation du PAP nécessitait une modification préalable du PAG de la commune de Roeser en vue d'inclure dans le périmètre constructible des terrains sur lesquels devait être construit le stade de football. Or la procédure à cet effet a été annulée en raison d'un conflit d'intérêts parmi les membres du conseil communal », relèvent les juges, soulignant donc un développement indépendant de la volonté de Flavio Becca. Le projet ne verra finalement jamais le jour. Guy Rollinger reprochait à Flavio Becca de l'avoir sabordé (en ne faisant pas les démarches pour le PAP) parce que le projet devenait moins rentable avec une réduction des surfaces commerciales de 76 000 à 35 000 mètres carrés. La Cour de cassation met un terme au litige juridique opposant les promoteurs Guy Rollinger et Flavio Becca dans le dossier du projet de centre commercial de Livange mort-né voilà dix ans. pso

Droit de réponse

Le journaliste Bernard Thomas prétend dans son article [« Lobjet du désir », *d'Land* du 4 février 2022] que j'aurais, en tant qu'entrepreneur et ancien patron

in der EU zum Empfang von Flüssiggas noch zu klein. Was sich machen lässt, sollen die Staats und Regierungschefs bis heute Abend auf einem Sondergipfel in Versailles besprechen – der Gipfelort ist hochsymbolisch. Die Kommission soll die Entscheidungen anschließend im Laufe nächsten Monats in einen Legislativentwurf fassen. Verhindert werden soll auch, dass ein Gaspreisanstieg zur „Explosion“ der Strompreise führt, wie die Kommission schreibt. Als „befristete Notfallmaßnahmen“ lässt sie Preisregulierungen prüfen, darunter Preisobergrenzen, und die Möglichkeit, Gewinne des Energiesektors an die Stromverbraucher umzuverteilen. Der Gipfel soll auch über eine zweite Auflage jener „Eurobonds“ diskutieren, die während der Covid-Seuche eingeführt worden waren. Diesmal um eine Wirtschaftskrise abzufedern, die drohen könnte, wenn die EU den Gasbezug aus Russland einstellt. Oder falls Russland die Lieferungen kappt. (Foto: sb) pf

Ticker

L'Ouest dégaîne l'arsenal financier

Georges Canto

Les sanctions économiques prononcées par les États-Unis et l'UE font mal à la Russie, mais des trous dans la raquette laissent entrevoir un nouveau train



Manifestation de solidarité, place Claire-fontaine, le samedi dernier

À défaut de réplique militaire à l'agression de l'Ukraine, les pays occidentaux et le Japon ont déclenché contre la Russie une guerre financière sans précédent. Elle vise à faire du pays dirigé par Vladimir Poutine « un paria économique et financier », selon les termes d'un officiel américain. Des mesures de rétorsion avaient déjà mises en place en 2014 suite à l'annexion de la Crimée, la guerre dans le Donbass et le crash du vol MH17, mais de manière assez limitée, alors que la Russie est aujourd'hui devenue le pays le plus sanctionné au monde devant l'Iran, la Syrie et la Corée du nord, l'arsenal financier remplaçant les armes de guerre.

La décision la plus spectaculaire est le blocage des avoirs à l'étranger d'une trentaine de membres de l'exécutif (dont Vladimir Poutine lui-même et le chef de la diplomatie, Sergueï Lavrov), du haut commandement militaire et des principaux « oligarques », ces riches femmes et hommes d'affaires très liés au pouvoir comme Kirill Shamalov (ancien gendre de Poutine et actionnaire de la société pétrochimique Sibur). Les oligarques détiendraient autant de richesses à l'extérieur de leur pays que le reste de la population en Russie même ! Mais sont aussi concernés les 351 députés russes qui ont voté en faveur de la reconnaissance des deux territoires séparatistes et plusieurs journalistes. Au total, quelque 700 personnes et leurs familles, qui, interdits de séjour dans les pays ayant édicté des sanctions, ne peuvent plus accéder à leurs avoirs financiers ni réaliser de transactions.

Leurs biens immobiliers, voitures, bateaux ou œuvres d'art font aussi l'objet de menaces de saisies.

Moins connu du grand public, le gel porte aussi, de manière beaucoup plus significative, sur les réserves en devises de la Banque centrale russe placées dans les pays du G7. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a utilisé le terme de « trésor de guerre » pour désigner les quelque 640 milliards de dollars détenus hors des frontières. Environ vingt pour cent de ces avoirs, placés auprès des banques centrales occidentales, sont déjà gelés. Cette mesure vise à empêcher les interventions sur le marché des changes pour soutenir le rouble et à gêner les entreprises russes pour leurs importations et le remboursement de leurs dettes. Au total, près de mille milliards de dollars de fonds russes ont été gelés, selon le ministre français Bruno Le Maire. Du côté des banques, sept établissements russes seront débranchés le 12 mars du système financier Swift (acronyme de Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications). Rouage clé de la finance et du commerce mondial, cette plateforme créée en 1973 fournit un service de messagerie sécurisée à ses 11 000 adhérents, afin qu'ils puissent procéder à des paiements internationaux entre eux. Sont concernées VTB, la deuxième plus grande banque de Russie et première banque privée (seize pour cent de part de marché) ainsi que six autres établissements – Bank Otkritie, Novikombank, Promsvyazbank, Rossiya Bank, Sovcombank et VEB (banque

Près de mille milliards de dollars de fonds russes ont été gelés. Plusieurs filiales européennes de Sberbank sont considérées par la BCE comme en état de quasi-faillite

de développement du régime), réputées proches du Kremlin et très impliquées dans le financement de l'effort de guerre russe.

« Stopper Swift aura pour effet d'universaliser des sanctions financières qui sont pour l'instant l'apanage des occidentaux », a déclaré Olivier Dorgans, du cabinet Ashurst, au magazine français *Challenges* paru le 3 mars. Utilisé pour 42 millions de transactions par jour dans plus de 200 pays en 2021, Swift n'a pas de véritable concurrent dans le monde en raison de ses fonctionnalités. Son activité d'origine, la transmission d'instructions de paiement, ne représente plus que la moitié du trafic. Swift envoie aussi des messages pour réaliser des transactions commerciales, de trésorerie et surtout de sécurité. En Russie, 70 pour cent des transactions passent par ce réseau. Les banques exclues de ce système doivent recourir à des systèmes de messagerie plus lents et moins sûrs comme les fax ou les e-mails. L'Iran, évincé de Swift en 2012 en raison de la montée en puissance de son programme nucléaire, a vu alors ses revenus à l'exportation fondre de près de trente pour cent.

D'autres mesures financières ont été prises. Les banques russes, mais aussi de grandes sociétés détenues par l'État – dont les géants de l'énergie Gazprom et Transneft – ne peuvent plus accéder aux marchés de capitaux américains et européens. Les cartes bancaires Visa et Mastercard russes ne seront plus valables à l'étranger, et les cartes émises à l'étranger ne fonctionneront plus en Russie. PayPal a arrêté d'y fournir ses services et des plateformes comme Apple Pay et Google Pay sont également bloquées.

Alors que les sanctions financières mettent souvent du temps à faire effet, elles ont eu cette fois-ci, en raison de leur ampleur, un impact immédiat avec l'effondrement de la monnaie russe. Malgré le doublement du principal taux directeur de la Banque centrale russe, de 9,5 à vingt pour cent, afin d'augmenter l'attractivité

de la monnaie, le rouble a perdu près des deux-tiers de sa valeur depuis l'attaque du 24 février. Cette chute provoque mécaniquement une augmentation des coûts des produits importés et donc une accélération de l'inflation. Des restrictions à l'achat de devises ont été imposées aux particuliers et aux entreprises, mais pour éviter un mouvement de panique et des retraits aux guichets et distributeurs des banques locales, ces dernières ont été invitées par la Banque centrale à ne plus publier leurs bilans financiers. Plusieurs filiales européennes de Sberbank sont considérées par la BCE comme en état de quasi-faillite.

La Bourse de Moscou a fermé le 28 février et la date de sa réouverture reste imprécise. Avant cela, son indice RTS avait été divisé par deux entre le 16 et le 24 février. L'agence de notation financière Fitch annonçait le 9 mars un défaut de paiement imminent sur des obligations souveraines russes. Parmi les effets indirects figure une hausse brutale du chômage due à la cessation ou la suspension des activités de nombreuses entreprises étrangères en Russie. Ces sanctions affectent une économie fragilisée depuis plusieurs années. En janvier 2022, le FMI avait revu à la baisse les prévisions de croissance en raison d'une récolte médiocre et d'une troisième vague épidémique plus grave qu'attendu. En comptant les faiblesses endémiques de l'économie (déclin démographique, faible productivité du travail, manque d'investissement chronique, retard technologique...), la croissance était estimée à 2,8 pour cent en 2022 après avoir atteint 4,5 pour cent en 2021.

Mais les sanctions pourraient se révéler moins sévères que prévu. D'abord parce qu'il existe des « trous dans la raquette ». Swift n'est pas un système de paiement, mais une messagerie. De plus Sberbank, banque publique notoirement liée au pouvoir et premier établissement de Russie (36 pour cent de

parts de marché) tout comme Gazprombank (troisième banque) n'ont pas été exclues, car c'est par elles que s'effectuent les transactions sur le pétrole et le gaz russe que certains pays de l'UE continuent d'acheter malgré le conflit. Cependant, Sberbank et ses 25 filiales ont été mises à l'index par les États-Unis et par ricochet, l'Europe, en raison de l'extra-territorialité du droit américain, n'aura pas d'autre choix que de suivre. De plus, la Russie, habituée aux crises économiques périodiques depuis des décennies, pourrait faire preuve d'une « forte résilience ».

Selon l'assureur-crédit français Coface, le PIB russe devrait se contracter de 7,5 pour cent en 2022. C'est très peu eu égard à la sévérité des sanctions. Pour cause de Covid, il avait baissé bien davantage (moins quatorze pour cent) entre 2019 et 2020. L'explication tient au fait que le pays est peu exposé au commerce extérieur. Les exportations pèsent 22 pour cent du PIB, contre 36 pour cent en Allemagne et plus de cinquante pour cent en Belgique. Pour les importations, c'est encore moins (quatorze pour cent). De même, le stock d'investissements étrangers (environ 450 milliards de dollars) est modeste en proportion du PIB : 29 pour cent environ, contre 55 pour cent en Espagne et 108 pour cent en Belgique.

Enfin, Moscou peut tenter de contourner les sanctions ou d'en atténuer les effets grâce à des solutions alternatives : la Russie saura « compenser les dommages », selon les déclarations officielles. L'utilisation des cryptomonnaies est une option. Le 6 mars, plusieurs banques russes (Sberbank, Rosbank, Raiffeisen, MKB, Alfa Bank, Tinkoff) ont annoncé qu'elles s'approprieraient à émettre prochainement des cartes de paiement utilisant le système chinois de cartes UnionPay couplé au réseau russe. Les cartes seraient « co-brandées » UnionPay-Mir, qui est le système de paiement russe. ●

Fuite des entreprises

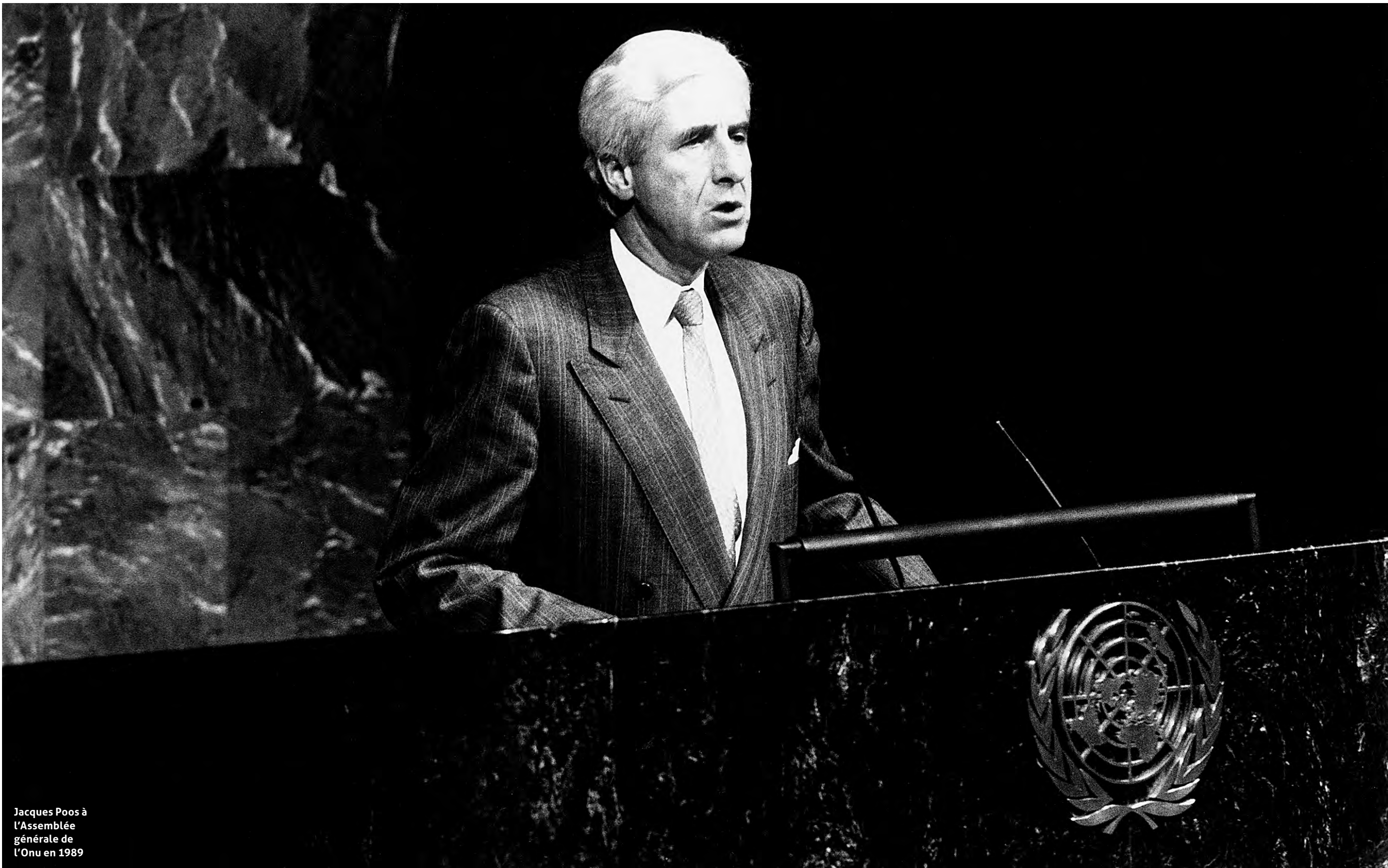
Pas un jour ne passe sans qu'une grande entreprise étrangère implantée en Russie n'annonce l'arrêt définitif ou temporaire de son activité, ou du moins sa réduction de voilure, avec la mise au chômage immédiate de milliers de salariés. Le désengagement des enseignes américaines Apple, Disney, Coca-Cola, McDonald's, Starbucks, ExxonMobil a été le plus médiatisé. Mais ce sont en réalité les entreprises françaises les plus concernées : au nombre de 500, elles sont les premiers employeurs étrangers en Russie. On a beaucoup parlé de la fermeture des magasins des grands du luxe : LVMH (124 boutiques), Chanel (17) Hermès (3) Kering (2). Le retrait serait plus compliqué pour la Société Générale, avec sa filiale Rosbank (235 agences) ou pour Renault avec les 2,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires de sa filiale AvtoVAZ (marque Lada). Quant à la chaîne de bricolage Leroy-Merlin, elle est

le deuxième employeur étranger en Russie avec 47 000 salariés dans 116 magasins qui réalisent 5,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Auchan et Decathlon, qui appartiennent au même groupe, sont aussi très présents.

Le retrait des sociétés étrangères résulte surtout d'injonctions politiques. Mais elles subissent aussi directement l'effet des sanctions financières imposées à la Russie pour leurs transactions et leur financement sur place. De plus, continuer à travailler dans ce pays mis au ban des nations pourrait se révéler désastreux pour leur image. Néanmoins, la plupart d'entre elles se refusent à un départ définitif, d'autant que certains proches du pouvoir évoquent la possibilité de « nationaliser les entreprises qui annoncent leur retrait et la fermeture de la production en Russie ». [gc](#)

Die Bank der Handwerker seit 1856

Seit 1856 arbeitet die BIL mit den Handwerkern zusammen, die Luxemburg mitgestalten und bietet Lösungen an, die auf ihre spezifischen Bedürfnisse zugeschnitten sind. Entdecken Sie sie auf www.bil.com/handwerker oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.



Jacques Poos à l'Assemblée générale de l'Onu en 1989

Jacques F. Poos, tel que je l'ai connu

Victor Weitzel

Une traversée du monde d'hier en bref

Jacques Poos avait son bureau au rez-de-chaussée de l'Hôtel Saint-Maximin. Quand il recevait, son visiteur ne pouvait éviter le grand tableau que le ministre des Affaires étrangères avait fait accrocher dans cet espace assez sombre malgré la haute baie donnant sur la cour. Car pour personnaliser cette pièce où il ne pouvait se plonger dans ses dossiers que sous le jet de lumière d'une lampe puissante, Jacques Poos avait choisi parmi tout ce que la réserve de l'État avait pu lui proposer un tableau de Pierre Blanc.

Le peintre Pierre Blanc (1872-1946) avait conçu un faible pour l'illustration historique. Ses dessins hiératiques s'étaient incrustés dans la mémoire collective des lycéens luxembourgeois, parce qu'ils avaient illustré certaines éditions du *Manuel d'Histoire nationale* d'Arthur Herchen. Ce manuel développait le grand récit national et victimaire d'un Luxembourg qui aurait subi différentes occupations étrangères entre 1443 et 1839, mais n'aurait pas cessé d'exister pour autant sur ces 400 ans. En usage entre 1918 et 1972, Jacques Poos, lycéen entre 1947 et 1954, avait donc nécessairement buché son histoire nationale dans cet ouvrage, et son iconographie avait dû le marquer. Le tableau qu'il s'était choisi représentait précisément avec raideur et académisme l'entrée des Bourguignons dans la ville de Luxembourg en 1443, le début présumé de cette longue suite d'occupations étrangères. Je lui posai une fois la question si cela avait été à dessein. Il demeura réservé, me lança un de ses sourires entre l'embarras et la ruse qui lui était propre, me répondit évasivement, mais me laissa sur ma faim. Pourtant il ne manquait pas de l'expliquer à la mode Herchen à chaque fois qu'il arrivait à un visiteur étranger de l'interroger poliment sur cette croûte nationale qui n'avait rien d'un chef-d'œuvre.

Travailler pour Jacques Poos

Jacques Poos était à la fois très « vieille école » et très surprenant. Je le connaissais somme toute assez peu. Je participais entre 1987

et 1989 aux repas d'une table informelle hebdomadaire qui réunissait la relève du LSAP. Jacques Poos, hôte rare de ce cercle, vu son agenda, y venait pour tâter le pouls d'une génération plus jeune avec laquelle il allait être obligé de cheminer crescendo, surtout après les élections de juin 1989. Nos chemins se croisèrent de nouveau début 1991. J'avais publié dans le *Wort* une tribune défendant l'intervention alliée contre l'Irak qui avait envahi le Koweït, alors que la gauche s'y opposait. Le jour même de la parution de cette tribune, je me rendis comme délégué à un congrès régional du LSAP, non sans l'appréhension de m'y faire bouffer tout cru. Quand Jacques Poos entra dans la salle, il vint droit sur moi. Je m'attendais à une réprimande publique. Mais, non ! Il me tend la main et dit haut et fort pour que tous l'entendent qu'il était d'accord avec mes positions.

Trois ans et une série d'élections communale et législative plus tard, Jacques Poos me proposa, à l'issue du congrès qui donnait son aval à la troisième grande coalition avec le CSV de Jacques Santer, de travailler pour lui comme attaché de presse. Surpris, j'acceptai. Le poste n'existait pas encore au ministère des Affaires Étrangères (MAE). Poos me décrivit mon travail : lire la presse nationale et internationale, lui donner un feed-back, l'accompagner dans ses déplacements, prendre des notes, rédiger des communiqués, lire tout ce que lui aussi lisait comme rapports et dossiers liés aux affaires étrangères, préparer des discours personnels, revoir la langue des discours institutionnels, et surtout et de nouveau, lire, lire, lire... pour répondre à certaines interrogations qui pouvaient surgir. Un grand interdit : interagir avec son groupe politique à la Chambre des députés. Je n'y aurais jamais pensé, sauf sur son instruction. Le renard délimitait clairement son territoire, peut-être à cause de précédents dont la connaissance m'échappait. À partir de ce moment-là, de ma part, fini le tutoiement d'usage entre socialistes, c'était : « Minister, Dir ... ». Histoire d'éviter le mélange des genres, si fréquent au Grand-Duché. Je n'étais ni son copain, ni son ami, j'étais son collaborateur dans le sens étymologique du

terme. Je pense qu'il appréciait. Cela facilitait à plus d'une occasion la conversation in *medias res*.

Rigueur

Mon premier travail sur un discours, en fait une conférence, était pour une réunion avec un public suisse à Lucerne sur les avantages de l'UE pour un État petit ou moyen. Deux ans auparavant, les Suisses avaient rejeté par référendum une adhésion à l'Espace économique européen. Jacques Poos avait été invité par son homologue, Flavio Cotti, qui n'avait pas abandonné l'espoir de renverser la vapeur. La conférence était un test d'atmosphère politique où chaque mot comptait. Je découvris donc les attaches suisses de Jacques Poos, tout ce qui était lié à son mentor, Henri Rieben, ami de Jean Monnet, un des initiateurs d'une nouvelle sorte de dialogue social au Luxembourg en 1959, l'histoire de la Suisse moderne et récente, sur laquelle aucune machine de recherche me donnait comme aujourd'hui un accès rapide. La Bibliothèque nationale était pauvre en documentation sur ces sujets. Il fallait discuter avec de nombreuses personnes sans vendre la mèche aux non-initiés, puis vérifier les informations. Je fournis à Poos un projet, avec plan et références historico-culturelles. Il en fut content, accepta l'argumentaire, mais me le rendit avec de nombreuses ratures et une leçon d'honnêteté intellectuelle : « Un discours ne doit contenir que ce que à quoi je peux répondre par la suite. » Poos était un analyste. Il misait sur les faits et la logique de leur enchaînement. Il misait sur les arguments de droit, d'économie et de politique. Convaincre voire briller avec ce qu'il ne maîtrisait pas, il n'en était pas question. Il fallait le savoir. Par la suite, ce fut plus facile de le sonder et de connaître ses besoins.

Rigoureux, Jacques Poos l'était aussi aux réunions du Conseil qui siégeait pour sa formation, le Conseil Affaires Générales ou CAG, le lundi. Le vendredi qui précédait, le Conseil était préparé avec les membres du gouvernement qui étaient concernés, le Représentant permanent, à l'époque Jean-Jacques Kasel, qui venait pour l'occasion de Bruxelles, les directeurs du MAE s'ils étaient impliqués par un point, et son équipe. Ces réunions avaient lieu en fin de soirée et pouvaient durer longtemps. Questions, explications, il notait tout d'une écriture fine et lisible. Le lundi matin, il arrivait qu'il me donne une note manuscrite avec des messages pour la presse. Un jour, fin 1994, au premier CAG où je l'accompagnais à Bruxelles, alors que je n'avais encore jamais mis les pieds dans la redoutable salle de presse avec bar du Conseil, il avait eu une idée de plan de paix pour la Bosnie. Il n'avait consulté personne, même pas son directeur politique. J'étais gêné. Il y avait peu de journalistes. Je ne connaissais personne. Je n'avais que cette note qu'il fallait décliner et expliquer le cas échéant. Comment trouver une accroche, comment aborder les présents, comment dénicher les journalistes les plus pertinents ? J'avais une liste des journalistes à grand effet de levier, mais c'était encore l'heure des pigistes des agences. Ce que je découvris ce jour-là, par mes conversations, c'est que sur le dossier

l'homme précis, mais raide, incarnant parfaitement la diplomatie d'un petit État, n'avait aucune chance de briller à l'ombre de l'étoile montante qu'était Juncker

yougoslave et depuis sa déclaration à Brioni en 1991 que « l'heure de l'Europe a[vait] sonné », Poos était grillé.

La presse

Jacques Poos était néanmoins considéré par la presse européenne comme un excellent « doorstepper » qui expliquait en entrant ou en sortant de réunion les enjeux de la journée en quelques mots. Et si dans ses conférences de presse qu'il donnait d'abord en luxembourgeois, il n'y avait pas foule, les agences de presse n'avaient pas meilleur partenaire pour se faire informer, confirmer ou préciser une information ou bien rumeur qui courait dans la salle de presse par ce ministre et ancien journaliste qui savait tout résumer en quelques phrases prêtes à être citées telles quelles.

Par ailleurs, Jacques Poos était la coqueluche des organes de presse moyen-orientaux accrédités à Bruxelles. Son penchant pour une paix au Proche-Orient passant par la création d'un État palestinien, ses rapports chaleureux avec Yasser Arafat et plus tendus avec les Israéliens, ses polémiques contre la Turquie qui franchissait régulièrement les frontières en Irak du Nord pour des opérations contre des groupes kurdes et dont il ne voulait pas comme État-candidat à l'UE, sa relation intense avec des dirigeants grecs comme Theodoros Pangalos, qu'il écoutait beaucoup sur les questions liées à la guerre en Yougoslavie et la question chypriote, son intérêt marqué pour le processus de Barcelone dont le but était de stabiliser l'ensemble de la Méditerranée du Sud menacée par de nombreux conflits internes et interétatiques à travers une coopération régionale et avec l'Union européenne où le droit et l'intérêt économique seraient le liant pacificateur, ce sur quoi il ne cessait de miser, faisaient de lui un interlocuteur recherché. L'histoire et les péripéties de ses rapports politiques et personnels avec toute la Méditerranée, avec ses illusions et ses accointances surprenantes, pourraient faire l'objet d'un livre plus passionnant que ne le suggérerait la retenue apparente de son personnage.

Dans ses relations avec la presse, Jacques Poos avait développé au cours des dix ans qui avaient précédé mon engagement des habitudes, voire des rituels que je ne découvrais que progressivement. Ainsi donnait-il souvent des interviews au *Deutschlandfunk* (DLF), la radio d'information publique allemande qu'il n'était pas possible de capter en ville et qui de ce fait ne faisait pas partie des radios que j'écoutais régulièrement. Il ne m'en avait pas parlé, et je ne savais donc rien des déclarations qu'il avait pu faire. Je ne les découvrais que quand elles faisaient l'objet d'une dépêche d'agence ou quand je croisais un journaliste qui en arborait la transcription.

De la même manière, il organisait l'interview rituelle donnée la veille d'un sommet européen aux deux quotidiens *Wort* et *Tageblatt* à travers son secrétariat, et la donnait tout seul, sans attaché de presse ou preneur de notes, de sorte que son équipe ne découvrirait ses déclarations et ses démarquages subtils adressés à ses homologues européens ou au Premier ministre Juncker, avec lequel il harmonisait moins qu'avec Jacques Santer, que lorsqu'on était en route vers le lieu de réunion. Je n'ai jamais pu le convaincre d'agir de manière plus ouverte. Parfois, chez lui, les frontières entre la maîtrise politique et le besoin de tout contrôler étaient fluctuantes. C'était difficile à gérer professionnellement, déroutant même. Il faut dire que lui-même était dérouté par le style de Juncker, rude, polémique, pointu, plein d'humour, et jouant sans complexe dans la cour des grands. Dans les conférences de presse conjointes, très vite très courues par la presse internationale qui n'avait d'yeux et d'oreilles que pour le nouveau jeune Premier, ce dernier détonnait et ne laissait à dessein que des miettes à son chef de la diplomatie. L'homme précis, mais raide, incarnant parfaitement la diplomatie d'un petit État, n'avait aucune chance de briller à l'ombre de cette étoile montante qui se lâchait, galvanisée par d'autres appétits et compétences ouvrant d'autres horizons.

Déroutant

Jacques Poos pouvait aussi être déroutant pour ses visiteurs. Fin 1994, lors de sa tournée des capitales en vue de la Présidence française du Conseil de l'UE, Alain Juppé évoqua la question de l'exception culturelle, si chère à la France pour résister à l'américanisation de la consommation culturelle. Il plaida à Luxembourg, siège social de la compagnie RTL qui s'internationalisait à pas de géants et sans égards pour l'origine des œuvres diffusées, pour l'extension de ce principe à la législation communautaire. Jacques Poos exposa sans ciller et avec un grand sourire à un Juppé qui en resta médusé que « l'exception culturelle, c'est comme la ligne Maginot », inefficace, parce qu'elle dirigeait ses canons dans une seule direction alors qu'elle était depuis longtemps contournée par les forces adverses. Pour Poos, libre-échangiste fervent et de ce fait complètement indifférent aux enjeux culturels invoqués, le sujet était clos. Juppé, blême un moment, avala la couleuvre, et l'on passa au prochain point.

Lors d'une visite de son homologue vietnamien, il raconta devant les délégations réunies son soutien au peuple de son hôte lors de la guerre du Vietnam. Lancé comme il l'était, ce qui n'était pas habituel, il arbora même un chapeau de Vietcong. Les Vietnamiens étaient aux anges. Chez les diplomates luxembourgeois sourrit en revanche un fossé générationnel. Ceux qui avaient de la bouteille savaient à quoi s'en tenir sur le sujet avec leur chef, d'autres avaient été du temps de cette guerre contre les Américains du même bord que Poos, et puis il y avait les jeunes, qui à cette époque étaient nombreux à croire à la fin de l'Histoire, l'expansion irrépréhensible, globale et pacifique de la démocratie et l'unité indéfectible de l'Occident sous égide états-unienne. Là, l'indignation était grande. « Et si les Américains apprenaient cela », craignaient-ils. Poos, lui, s'en souciait comme d'une guigne.

Un autre moment assez spectaculaire fut la visite officielle en mai 1997 du ministre russe des Affaires étrangères, Ievgueni Primakov, un poids lourd de l'ancien establishment soviétique qui avait rallié Gorbatchev, puis Eltsine. A l'époque, la Russie et le Luxembourg avaient un contentieux industriel de taille. Une firme luxembourgeoise avait été chargée de construire un haut-fourneau d'un nouveau type pour une firme russe. Sa valeur financière était équivalente à la construction d'un lycée tout équipé. A un certain moment, la firme luxembourgeoise fut débarquée du projet, mais les Russes gardèrent les plans qu'ils avaient déjà sous la main et achevèrent l'ouvrage en suivant un mode d'emploi incomplet. Peu après sa mise en service, le haut-fourneau explosa. Il y eut mort d'hommes. Les Russes refusèrent de payer leur dette luxembourgeoise et gelèrent des avoirs de leur fournisseur, le rendant de surcroît responsable de l'accident. La firme luxembourgeoise se retourna contre ses commanditaires mais ne se vit pas seulement déboutée par une justice russe qui faisait durer la procédure, mais incriminée à cause des morts qu'avait causés l'explosion de ce haut-fourneau achevé sans

la dernière partie de ses plans. L'État de droit russe étant défaillant, sinon partial, la chose devint politique, vu les enjeux, mais sans publicité, le principe du *face-saving* primant. Elle atterrit sur le bureau de Jacques Poos. Ce dernier invita Primakov à son arrivée dans son bureau, pour un entretien à quatre yeux. Ce ne fut guère long. Les deux sortirent, radieux autant qu'ils pouvaient l'être. Et lorsque le litige fut abordé en réunion, Primakov annonça qu'il serait réglé sans tarder dans l'intérêt des deux parties. L'industriel luxembourgeois rentrait dans ses comptes et ses droits. Les arguments ou ruses de Jacques Poos, qui n'avaient pas dû relever uniquement du droit, restèrent son secret. Mais son sourire de satisfaction de David amadouant Goliath m'est resté inoubliable.

Présidence 1997

La Présidence du Conseil de 1997 fut abordée sous le signe de l'élargissement, de l'emploi, notamment industriel, qui souffrait gravement des restructurations et déplacements tectoniques dans la prévalence des secteurs économiques que le marché unique naissant avait accélérés.

Poos brûlait par ailleurs de jouer au médiateur européen dans le processus de paix au Proche-Orient, où sauver les accords d'Oslo était urgemment à l'ordre du jour après l'accession au pouvoir en 1996 à Jérusalem de Benjamin Netanyahu qui n'en voulait pas et d'incessants attentats de groupes terroristes palestiniens fonceièrement opposés à une réconciliation avec Israël. Une tournée au Proche-Orient en amont du semestre luxembourgeois et de nombreuses négociations aboutirent à la rédaction d'un Code de conduite entre les parties et leur engagement au cours d'une conférence de presse conjointe le 22 juillet 1997. Un immense succès annihilé par un attentat du Hamas qui fit un grand nombre de morts au marché Mahané Yehouda à Jérusalem-Ouest.

L'élargissement, ce n'était pas vraiment son affaire. Il s'inquiétait lors des réunions matinales dans son bureau avec ses directeurs et son équipe du retard démocratique et économique des pays qui voulaient adhérer à l'UE. Le Conseil européen devait trancher en décembre 1997, donc sous présidence luxembourgeoise, la question avec quels États l'Union allait entamer des négociations d'adhésion. Les Britanniques et les Scandinaves, sans parler des États-Unis, poussaient vers l'élargissement. Poos avait une nette préférence pour la méthode communautaire et les décisions à la majorité qualifiée qui devaient mener patiemment à l'approfondissement de l'intégration politique. Il critiquait dès qu'il le pouvait la méthode intergouvernementale et les décisions à l'unanimité, parce qu'elles empêchaient l'Europe d'agir, notamment sur le plan extérieur, et risquaient de faire prévaloir le volet marché et économie sur le projet d'intégration politique. Une approche qu'il ne voulait évidemment pas voir étendue aux questions fiscales qui touchaient à la relation directe entre les parlements nationaux et leurs électeurs et imposables, et par ricochet à la place financière ou au pacte social. L'élargissement accéléré, c'était pour lui le coup de grâce asséné à l'Europe politique.

Poos se documentait donc sur les capacités de rattrapage économique des pays d'Europe centrale et orientale et invoquait à chaque

Jacques Poos était la coqueluche des organes de presse moyen-orientaux accrédités à Bruxelles. L'histoire et les péripéties de ses rapports politiques et personnels avec toute la Méditerranée, avec ses illusions et ses accointances surprenantes, contredisaient la retenue apparente de son personnage



fois que l'occasion se présentait les critères d'adhésion – État de droit, démocratie et économie de marché – et les règles prévues pour évaluer si les pays potentiellement candidats les remplissaient. Mais après un discours d'une rare franchise en termes de mise en garde sur les conséquences d'un élargissement trop rapide qui fit un tabac au « Deutscher Juristentag » en septembre 1996, où Kinkel l'avait invité, il rechignait à s'exprimer en public, tant à l'issue de réunions ministérielles et parlementaires que d'autres enceintes surtout mineures où il était invité, moins par conviction que par crainte d'être mal cité et de mettre ainsi dans l'embarras la Présidence. À la fin, il fit un tri. Il m'envoya ainsi parler à sa place au Collège européen de Natolin en Pologne, en Lorraine ou à Sarrebruck avec Jo Leinen, et d'autres en d'autres enceintes. Il va sans dire que le discours diplomatique luxembourgeois – prudence, patience, méthode et strict respect des critères – qui n'était pas identique avec la tonalité positive du discours de Juncker sur le même sujet, qui, mine de tout, ne promettait rien non plus, était reçu plutôt froidement par les secrétaires d'État, étudiants et futurs cadres des États candidats ou par les Européens fédéralistes présents à ces interventions.

La question sociale et l'UE

Juncker, qui cumulait en 1997 les postes de Premier ministre, de ministre des Finances et du Travail, sentait monter les problèmes sociaux que le marché unique générait et les répercussions que ceux-ci allaient avoir sur les partis des grandes familles politiques européennes, la démocratie chrétienne et la social-démocratie. Il visait un deuxième sommet consacré à l'emploi au cours du semestre luxembourgeois. Bien que la règle fût de ne réunir qu'un seul Conseil européen par semestre, sauf urgence, la question sociale, qui relevait selon les traités des États membres et non de l'Union, devait, pour des raisons de paix sociale, devenir l'objet d'une délibération des chefs de gouvernement. Un détail important : les gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates ou menés avec leur participation étaient largement majoritaires dans cette Europe des Quinze à partir du début de l'été 1997.

Poos, tout socialiste qu'il était, ou parce qu'il connaissait bien les leaders de la social-démocratie européenne qu'il rencontrait régulièrement avant chaque sommet, était moins convaincu de l'entreprise. Bien que le sommet extraordinaire de Juncker consacré à l'emploi eût finalement lieu en novembre, la démarche fut froidement accueillie dans les capitales dont Poos fit le tour, notamment dans celles où régnaient les sociaux-démocrates. La non-interférence de l'État dans les relations de travail dans les pays scandinaves, le refus d'une réglementation européenne en matière sociale à Londres, l'insistance sur la dimension strictement nationale des pactes sociaux dans tous les pays du Nord à système de protection sociale fort associé à une fiscalité conséquente, l'Europe sociale in nuce avait une petite mine et l'Europe social-démocrate n'était guère partageuse. La position réticente de l'Allemagne de Kohl l'arrangeait. Il n'y avait qu'en France, où la question sociale poussait

une partie de la gauche vers le souverainisme anti-UE, ou au Sud de l'Europe que l'on se montrait plus intéressé. Poos enregistrait et transmettait, réaliste, voire fataliste, peu enclin à s'investir à fond comme Juncker, pour qui la question sociale en Europe était d'ordre stratégique à long terme.

Je ne tairai pas que cette tournée des capitales me fit l'effet d'une douche froide. Les leaders sociaux-démocrates n'avaient pas le courage ou d'intérêt à aborder la question des effets de l'internationalisation galopante de l'économie et des marchés sur la condition sociale de leur base. Ils n'avaient qu'un réflexe : verrouiller au niveau national pour préserver les acquis de pactes sociaux pourtant sensiblement sous pression. Qu'ils aient été affaiblis voire emportés depuis dans de nombreux États membres date aussi de ce manque de clairvoyance. Je reste dans ce contexte convaincu que le relatif désintérêt de Poos vice-premier ministre pour la question de la réforme du statut des fonctionnaires, qu'il laissa entièrement dans les mains du peu subtil ministre CSV Michel Wolter, et l'esquive de son parti devant cet État dans l'État qu'est restée jusqu'à nos jours le syndicat corporatiste CGFP, ont contribué à la défaite électorale du LSAP en 1999.

Le monde d'hier

Jacques Poos pouvait aussi dérouter sur le tard. Fin novembre 2014, lors d'une conférence sur les relations entre la Russie et l'UE au Centre culturel russe, il défendit la thèse que trois présidents russes – Gorbatchev, Eltsine et Poutine – avaient été trompés par l'Occident qui s'était engagé dès 1989 à ne plus traiter la Russie en ennemi. Pour lui, les sanctions qui avaient été prises contre la Russie après son entrée en Crimée en 2014 étaient contraires à cet engagement. Il estimait que les Russes n'avaient pas annexé la Crimée, mais qu'il s'agissait d'une sécession après référendum qui ne violait en rien le droit international. Il la comparait à ce qui aurait pu se passer avec l'Écosse si l'issue du référendum sur l'indépendance avait été positive. Pour lui, l'UE devait lever ses sanctions et faire tout ce qui est possible pour mettre fin à la guerre civile à l'Est de l'Ukraine. La signature de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine était pour lui « la plus grande faute de l'UE ces dernières années, parce qu'elle n'a pas été accompagnée par la signature d'un accord commercial avec la Russie ».

La cérémonie d'adieu en la mémoire de Jacques Poos eut lieu le 25 février. La veille, la Russie avait envahi l'Ukraine et le jour même, elle commençait à s'engager dans une guerre totale. Jacques Poos s'en est allé au même moment que le monde d'hier a disparu. Les équilibres nécessaires, l'intérêt bien entendu, le renoncement aux armes, la primauté du droit international négocié, la paix par la coopération, il y croyait ferme, tout rusé qu'il était. Son refus de la violence était fondamental. Malgré les erreurs de jugement des protagonistes de ce monde d'hier dont il fut, nous allons regretter les deux. ●

ZU GAST

Wéi e Feminismus fir den 8. Mäerz ?

All Joer, um internationalen Dag vun der Fra, ginn déi feministesch Fuerderungen e Stéck méi ideologesch a méi radikal. Déi Plattform déi dee sougenannten „Fraestreik“ organiséiert, schwätzt z.B. an hire Publikatioune vu „femme“ an net einfach vu „femme“, well mat dem Stärche jidderee soll mat beduecht ginn, dee sech sozial als Fra definéiert. Et ass e Feminismus den net méi d’Frae vertrëtt, mee eng dekonstruktivistesch Gender-Ideologie, séi sech géint eis binär Fra/Mann Gesellschaft stellt an doduerch eis biologesch Realitéit duerch ideologesch Fantastereie wëll ersetzen. Esou kënnt et och dozou, datt biologesch Männer am Fraesport untrieden, wat natierlech eng flagrant Ongerechtegkeet zum Nodel vum de Fraen ass. De Feminismus radikaliséiert sech, e gëtt autoritär a wëll de Frae virschreiwe wéi si ze liewen hunn.

D’Sylvie Mischel ass
Presidentin vun den
ADR Fraen

D’ADR Frae stellen sech géint esou eng Entwécklung. Mir wëlle kee Feminismus den d’Frae wëll zu enger Kopie vun de Männer maachen. Mir betounen d’Complementaritéit vu Mann a Fra. Mir wëlle Gläichberechtegung a Chancëgläichheet, net de-facto-Gläichheet a Gläichmaacherei. Mir sinn net géint d’Männer mee mir gi mat hinnen duerch dëst Liewen.

Datt d’Fraebewegung fest an den Hänn vun deene ganz lénke gesellschaftleche Beweegunge gelant ass liest sech aus hire Fuerderungen. Am Beräich vum Logement gëtt z.B. en „temporäre Blockage, bis de Marché sech erëm berouegt huet, fir eng zweet, drëtt oder véiert Immobilie aus

Investitiounsgrënn ze kafen“ gefuerdert. Mir stelle fest, datt esou eng Iddi fir den Investissement a Wunnengen ze stoppen absolut kontraproduktiv ass. Mir wonnen eis doriwwer datt och déi chrëschtlech sozial an déi liberal Fraen esou Fuerderunge – via den CNFL – mat droen. Weder d’CSV, nach d’DP géingen hoffentlech esou onsënneg Fuerderungen an der Chamber ënnerstëtzen. D’ADR mol sécher net.

Mir wieren eis och géint déi Manie vum Fraeministère (Codenumm „MEGA“) fir eis Frae wëlle virzeschreiwe wéi e Beruff mir solle wielen. Martialesch gëtt vun engem néidege „Kampf“ géint esou genannte „Stereotype“ geschwat, wa Fraen éischter en traditionelle Fraeberuff wielen. Krankeschwëster, sozial Beruffer, Schouljoffer si Beispiller wéi eng Fra sech an den An vum MEGA ka falsch orientéieren. Esou Beruffer gëllen als bedauerlech stereotypesch Verhalensweise fir Fraen déi nach net dee Privileeg hate fir feministesch ëmerzunn ze ginn. Frae sollen dach, esou eise Feminismusministär, endlich méi Männerberuffer iwwerhuelen. Mir ADR-Fraen verlaangen dogéint, datt de Staat sech aus de berufflechen Decisiounen vun de Fraen eraus hält. D’Fraen huelen déi Entscheedungen déi si arrangéieren a brauche kee maternalistesche Ministère den dat mengt missen ze kommentéieren oder ze beaflossen. De Staat huet sech eraus ze halen. Dowéinst hunn d’ADR-Fraen dëst Joer fir hir Aktioun um Fraendag de Slogan „Eist Liewen – eise Choix“ gewielt. D’Fraen hunn hautdesdaags déi Méiglechkeet fräi ze wëlle wat si wëlle schaffen, wéi laang si wëlle schaffen a wéi si hir Aarbechtszäit wëllen opdeelen.

Och déi nei Moud, datt de Staat sech wëll an de Stot vun de Leit amësche weise mir zréck. Ween doheem wéi eng Contributioun leescht, wie botzt a kacht, wie schaffe geet a wien sech em d’Kanner këmmert ass eng Decisioun vun der Koppel déi de Staat näischt ugeet. D’ADR Fraen vertrieeden d’Rechter vun de Fraen. Dat brauchen si scho laang net méi géint d’Männer ze maachen, awer leider ëmmer méi géint de Staat. ● Sylvie Mischel

D’GEDICHT VUN DER WOCH



Kleptoparasitismus

Jacques Drescher

„Déi Decisioun war schwéier!“
Wien huet scho gär Zensur
Fir Fraen a fir Kanner,
Vu Filmer mat Kultur?

D’Ministesch muss sech béien;
Si huet keen Argument.
Soss ka se gutt erklären,
Well si d’Gesetzer kennt.

Wat ass dat schlechte Kino:
Mam Mosar a mam Roth;
Si grinse fir de Fridden –
Soss hu se ni geklot!

Hiert Recht an d’Stad ze goen,
Dat ass net hire Loun.
Et ass dee vun de Fraen,
Nom Streik géint d’blo Matroun.

« La racine du problème »

Jules Barthel

L’école luxembourgeoise, plus inégalitaire que jamais, devrait offrir une double alphabétisation en allemand et en français



Le rapport national sur l’éducation 2021 a une nouvelle fois démontré que l’enseignement luxembourgeois reste un enseignement tout particulièrement inégalitaire, au détriment de toute une partie de nos élèves. Le *Land* a raison d’écrire que « les inégalités sociales et territoriales sont obscènes : alors que jusqu’à 75 pour cent des élèves habitant dans les villes et villages autour de Luxembourg-Ville atterrissent dans le classique, ce taux tombe en dessous de vingt pour cent pour les jeunes de Differdange, Wiltz ou encore Larochette » (édition du 17 décembre 2020).

Si cet enseignement très inégalitaire doit tous nous interroger, il y a toutefois un fait qu’on oublie toujours de mettre en évidence, alors qu’il est d’une importance capitale : Ce système scolaire inégalitaire persiste au Luxembourg depuis le milieu des années 1970 et l’arrivée massive d’une population d’immigrés portugais. Depuis cinquante ans, chaque analyse du système scolaire luxembourgeois débouche sur les mêmes conclusions – la banqueroute dudit système scolaire au niveau de l’égalité des chances pour toutes et pour tous. Et combien de ministres, depuis cinquante ans, ne se sont lamentés devant les caméras et ont promis de résoudre ce problème dramatique pour beaucoup d’enfants de parents immigrés et de familles socialement défavorisées.

Et pourtant, en 2021, et après de multiples réformes, le rapport national de l’éducation ne fait que constater pour la nième fois l’échec de la politique scolaire luxembourgeoise : Les performances des élèves ne parlant ni le luxembourgeois, ni l’allemand à la maison et issus de familles socialement défavorisées ont continué à se dégrader (p. 12). Le fossé social se creuse dans le système éducatif luxembourgeois, tandis que les écarts de performances entre les groupes d’élèves s’amplifient (p. 12). Dix pour cent des jeunes issus de ménages défavorisés sur le plan socio-économique étaient placés dans l’Enseignement secondaire classique, contre 60,7 pour cent de jeunes provenant de familles favorisées (p. 91). Par comparaison aux élèves socialement favorisés, ceux issus de familles socialement défavorisées ont environ trois fois plus de risques d’avoir un parcours scolaire retardé d’un an, et cinq fois plus de risques d’avoir un parcours scolaire retardé de deux ans (p. 168).

Il est indéniable qu’une grande partie des problèmes que nous constatons auprès des nos enfants se déclarent et se développent dès les premières années au fondamental : Problèmes de motricité et de concentration, attitude défaillante à l’égard de l’effort, et bien d’autres encore. Les retards se creusent dès les trois premières années et ils s’avèrent souvent impossibles à rattraper par la suite. Le SEW/OGBL l’a d’ailleurs fait savoir lors de la discussion récente sur l’obligation scolaire en insistant auprès du ministère de l’Éducation : plutôt que de prolonger l’obligation scolaire, il faudrait attaquer le mal à la racine, c’est-à-dire dès les premières années de la scolarisation.

Le problème fondamental du système scolaire luxembourgeois prend ses racines dans l’apprentissage des langues et l’alphabétisation des enfants qui continue, contre vents et marées, à se faire en allemand, et ce dans un pays qui, hormis la population luxembourgeoise, est très majoritairement non-germanophone. Le rapport note par ailleurs explicitement « qu’alors que près de deux tiers des élèves des écoles luxembourgeoises ont une mère née dans un autre pays, les natifs ne sont que 35,7 pour cent » et que « la part

des élèves parlant le luxembourgeois comme langue principale à la maison n’est plus que de 34 pour cent dans l’enseignement fondamental » (p. 168). Alphabétiser en allemand, apprendre en parallèle une deuxième, voire une troisième langue, le tout, de plus en plus souvent, combiné à une mauvaise maîtrise de la langue maternelle, voilà un cocktail des plus explosif. Il est évident que c’est à ce niveau que nous devrions procéder à des changements radicaux et c’est justement là que le bât blesse.

Pourquoi les partis politiques, toutes couleurs confondues, ne s’attaquent-ils pas au sujet des langues et, surtout, de l’alphabétisation dans l’enseignement public ? Pourquoi, en cinquante ans, on n’a jamais attaqué le fond du problème ? Pourquoi, pour la nième fois, on cherche des compromis à la luxembourgeoise avec la création d’écoles publiques européennes qui, actuellement, connaissent un succès grandissant alors que, selon le président de l’Asti, Evandro Cimetta, « la création d’écoles internationales publiques ne suffit pas comme réponse. C’est une offre qui, dans les faits, instaure une séparation des enfants. Il faut, au contraire, trouver des solutions pour un régime commun qui soit adapté à tous les enfants, où tous les enfants auraient leur chance » (*d’Land* du 4 février).

Personne, dans le milieu politique, n’ose véritablement aborder la racine du problème des inégalités scolaires, car celui qui s’y attaquerait s’attirerait les foudres d’une partie importante de la population, à savoir celle qui a droit de vote aux élections nationales. Car, et c’est important, il ne faut surtout pas oublier « qu’il y a dans la question de l’école une question électorale ; plus de cinquante pour cent des élèves fréquentant les écoles luxembourgeoises ont des parents qui ne votent pas », comme le rappelait Sergio Ferreira dans le *Land* (4 février). Et c’est, pour l’essentiel, dans cette population que nous retrouvons une grande partie des parents d’élèves en difficultés scolaires.

Tant que le droit de vote aux élections nationales reste réservé aux seuls Luxembourgeois, nous ne pouvons nous attendre à une amélioration substantielle de la situation inégalitaire de notre système scolaire, aucun ministre ne voulant se mettre à dos celles et ceux qui sont supposés lui donner leurs voix aux prochaines élections. Ou, autrement dit, tant que le droit de vote des étrangers aux élections nationales n’est pas accordé, aucune amélioration notable n’est à attendre sur le front des inégalités scolaires. Et aux vues du résultat catastrophique au référendum du 7 juin 2015 sur le droit de vote pour les résidents étrangers et du nationalisme revigoré d’une frange grandissante de la population luxembourgeoise, on ne peut s’attendre à une amélioration substantielle des inégalités scolaires dans les années à venir. On continuera donc comme nous l’avons toujours fait, à la luxembourgeoise, sans froisser l’électorat, qui seul

importe. Et tant pis pour « les enfants d’ouvriers et/ou lusophones qui resteront la chair à canon du système scolaire » (*d’Land* du 17 décembre).

Le récent avis de la Commission consultative des droits de l’Homme sur la proposition de nouvelle constitution met d’ailleurs le doigt sur le problème, en reprochant à nos notables politiques d’institutionnaliser, dans la nouvelle constitution proposée, la différence entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois. Le Luxembourg version « apartheid light » devient ainsi de plus en plus une réalité sur le terrain, au sein de la société et dans nos salles de classes.

Pour revenir à l’alphabétisation de nos enfants, si le passage à une alphabétisation en français plutôt qu’en allemand semble de facto impossible, une alternative consisterait à changer le processus d’alphabétisation en adaptant le modèle des écoles publiques internationales, où les élèves peuvent opter pour une alphabétisation en allemand ou en français et en le transposant à l’école publique traditionnelle.

Ce changement de paradigme permettrait, par la même occasion, d’harmoniser de nouveau notre système scolaire, de fusionner écoles publiques internationales et écoles publiques classiques, et de revenir à une école publique unifiée avec, à l’échelle nationale, une offre d’alphabétisation en allemand et français. Afin d’éviter toutefois une fracture au sein de la société dès leur plus jeune âge entre enfants alphabétisés en français et enfants alphabétisés en allemand, il serait opportun de réformer de fond en comble tout l’enseignement de manière à pouvoir organiser les années d’études avec un minimum d’unités séparées, français ou allemand, et un maximum d’unités en commun.

Dans une telle perspective de grande réforme de l’enseignement luxembourgeois, il serait judicieux d’intégrer, de plus, une des conclusions tirées par les auteurs du rapport national de l’éducation qui explique que « la charge cognitive impliquée par l’apprentissage d’un nombre trop élevé de langues peut représenter un handicap considérable. Il faudrait donc envisager plus de souplesse et plus de diversité dans le choix des langues et (...) réfléchir à une plus forte différenciation des contenus des connaissances et des langues d’enseignement, de façon à intégrer différents groupes cibles et à se donner des objectifs réalistes de réussite scolaire des groupes les plus fragiles » (p. 172).

Une double offre d’alphabétisation, un soutien poussé de l’apprentissage de la langue maternelle, plus de souplesse et de diversité dans le choix des langues, le maintien du multilinguisme comme atout social et économique, il y a du pain sur la planche. Mais il faut y croire et avancer dans cette direction. Le Luxembourg est depuis toujours un pays d’intégration et il doit le rester. Cela passe par une école publique unifiée où chaque élève recevra sa chance de réussite au plus haut niveau de qualification possible. ●

Jules Barthel est vice-président du SEW/OGBL. L’article représente la seule opinion de son auteur et n’a pas encore été thématisé de fond en comble par les deux comités fondamental et secondaire du syndicat.

Build to last

Der in Luxemburg geborene Rob Krier, Architekt, Bildhauer und Stadtplaner, darf sich freuen: Die amerikanische University of Notre Dame hat ihm den diesjährigen Driehaus-Architekturpreis verliehen. „Durch seine Auseinandersetzung mit einer Vielzahl von urbanen Landschaften hat Krier eine abwechslungsreiche Œuvre geschaffen, die immer im Dialog mit lokalen Kulturen steht“, begründet die Jury ihre Entscheidung. Der 83-Jährige habe den Weg für die Rückkehr des humanistischen Ideals eines zivilisierten Lebens in die Stadt geebnet. Nach seinem Studium der Architektur an der Technischen Universität München arbeitete er mit Oswald Matthias Ungers und Frei Otto zusammen und eröffnete später ein eigenes Architekturbüro in Wien, wo er auch an der Universität lehrte. Seine Arbeiten sind von weltweiter Bedeutung, man findet sie zum Beispiel in den Niederlanden und in Spanien, aber auch in Luxemburg-Stadt, wo er die Cité judiciaire entwarf. Besonders interessant sind seine im Rahmen der Internationalen Bauausstellung (1984-87) entstandenen Gebäude im sympathisch heruntergekommenen Westberlin der 80er Jahre. Ziel war es, durch Wohnhöfe, die nur über Torhäuser zu erreichen sind, Orte des Rückzugs zu gestalten. Diese Bauten prägen das Kreuzberger Stadtbild von heute immer noch. Die Affinität zur Architektur liegt wohl in der

Familie: Der erste Preisträger des Driehaus-Preises war vor fast 20 Jahren Rob Kriers Bruder Léon. [sp](#)

CARNET NOIR

Henri Entringer

Économiste, longtemps fonctionnaire européen, amateur d'art, membre de l'Institut grand-ducal et directeur honoraire de la Commission européenne, Henri Entringer est décédé le 24 février dernier à 92 ans. On lui doit une analyse minutieuse du monde et du marché de l'art luxembourgeois parue en 1991 et, quelques années plus tard, *Art contemporain et société postmoderne, Tendances internationales - Situation au Luxembourg* (publication de l'Institut Grand-Ducal, 2004). À l'époque, le Mudam n'est pas encore ouvert, la deuxième année culturelle n'a pas encore eu lieu. Mais Luxembourg a vu passer la biennale Manifesta (1998) et a remporté un Lion d'Or à la biennale de Venise (Su-Mei Tse, 2003) L'art contemporain fait peur, y compris à ceux qui le défendent explique l'auteur qui pense qu'il est « irréaliste de vouloir convertir le peuple à l'amour de l'art en général et de l'art contemporain en particulier » (cité par Josée Hansen, *d'Land* 17.02.2005). Même si l'horizon est un peu moins pessimiste, le livre d'Henri Entringer peut être considéré comme un jalon pour comprendre les débuts de l'art contemporain au Luxembourg.

Il regorge de statistiques relatives aux institutions culturelles, s'intéresse aux difficultés rencontrées lors de la création du Mudam et analyse la réalité luxembourgeoise qui n'a, en partie, pas changé (petite taille, absence d'école d'art, règne du consensus...). [fc](#)

POLITIQUE

Same same but different

Frischer Wind in den Kulturinstitutionen des Ländchens. Oder? Schauen wir mal. Der Service des sites et monuments heißt nach der letzten Reform von Kulturministerin Sam Tanson (déi gréng) ab jetzt Institut pour le patrimoine architectural, kurz INPA. Die Mission bleibt die gleiche, nämlich staatlicher Denkmalschutz. Momentan ist das INPA landesweit für 164 Projekte an 96 Standpunkten verantwortlich und betreut weitere 900 private Restaurierungen. Und sonst? Das Centre national de recherches archéologiques wurde ebenfalls umgetauft und heißt nun Institut national de recherches archéologiques, kurz INRA. Es beschäftigt sich weiterhin mit der wissenschaftlichen Forschung, dem Schutz und der Inwertsetzung des nationalen archäologischen Erbes. Derzeit gibt es bei fast zwei Prozent der mehr als 2 000 Neubauten, die eine Auswirkung auf die unterirdischen Welten haben, präventive Ausgrabungen, um spätere Unkosten zu vermeiden.

Neu-alter Direktor des INRA bleibt der luxemburgische Archäologe Foni Le Brun-Ricalens. Also alles wie gehabt. [sp](#)

Montags geschlossen



Wer für seine Examen pauken will, möchte vielleicht gerne vor 10 Uhr einen Platz in der Nationalbibliothek besetzen. Und wer gegen 9 Uhr im Stadtzentrum in seinem Büro erscheinen muss, hat wohl nichts dagegen, vorher Bücher in der BNL abholen zu können (Foto : sb). Das ist aber derzeit nicht möglich, weil die Bibliothek auf dem Kirchberg erst um 10 Uhr öffnet. Auf Nachfrage versicherte die BNL-Pressesprecherin jedoch, niemand habe bisher den Bedarf nach längeren Öffnungszeiten mitgeteilt. Darüber hinaus merkt die Pressestelle an, die BNL sei nicht mit einer Universitätsbibliothek zu verwechseln. Dass dies trotzdem passiert, daran hat die Kommunikationsstelle mitgewirkt: Man stellt den Ausleihbestand und die vielen Schreibplätze des neuen Gebäudes in den Vordergrund, statt die Archivierungsarbeit, wie sie eigentlich für Nationalbibliotheken typisch ist. Die BNL camoufliert sich als pragmatisch nutzbare

Universitätsbibliothek, möchte sich aber nicht als eine solche (miss-) verstanden wissen – vielleicht auch, weil viele Universitätsbibliotheken mittlerweile 24 Stunden geöffnet sind. In dem Zusammenhang verweist die BNL lieber auf den Online-Bestand, der rund um die Uhr abrufbar ist. Nachdem Direktor Claude D. Conter nun zwei Jahre im Amt ist, bahnt sich dennoch eine Öffnungszeiten-Verschiebung an: Es wird geprüft, ob Mittel da sind, um montags zu öffnen, – denn, tatsächlich, viele Leser/innen wundern sich, wieso die Türen am ersten Wochentag zubleiben. [sm](#)

Boycott sur-mesure

L'Opéra de Bavière, la Scala et le Met ont déprogrammé des représentations de la soprano russe Anna Netrebko. Le chef d'orchestre Valery Gergiev a été limogé de la direction de l'Orchestre philharmonique de Munich. Pavel Sorokin a été écarté du Royal Opera House de Londres... Partout, des artistes et des formations musicales russes prestigieuses sont bannis des salles de concerts, qui mettent à l'œuvre un boycott qui fait penser à ce qui avait été mené contre l'apartheid en Afrique du Sud. (Cela n'avait pas empêché Paul Simon d'enregistrer, fin 1985, *Graceland* à Johannesburg, entouré de musiciens sud-africains, qui lui avait valu à la fois un Grammy Award et un scandale). Les conséquences de ces mises à l'écart sont difficiles à évaluer, puisqu'elles font partie d'un ensemble de sanctions, mais l'impact psychologique est sans doute

important d'autant plus pour un pays qui vante le *soft power* de ses réussites intellectuelles, artistiques et sportives. On a cependant peine à croire que Poutine soit touché par le sort des artistes russes. On peut même penser que ça l'arrange que certains se voient ostracisés.

Faut-il viser sans discrimination tous les artistes russes ou uniquement les proches du Kremlin ? À Luxembourg, la Philharmonie a choisi la deuxième option : « Nous ne voulons pas nous associer à un boycott de principe des personnes de nationalité russe, car toutes ne soutiennent la politique de Vladimir Poutine. En revanche, nous sommes attentifs aux artistes qui ont soutenu la politique du président à l'égard de l'Ukraine, tant par le passé qu'aujourd'hui, et nous nous réservons le droit de ne plus engager ces artistes », fait savoir la chargée de communication à la demande du *Land*. Igor Levit jouera donc Chostakovitch lundi et Vladimir Jurowski dirigera bien le Bayerische Staatsoper mardi. Par ailleurs, la salle organise un concert de bienfaisance au profit de la Croix-Rouge avec l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg sous la baguette de Lionel Bringuier, le 18 mars. La question se pose aussi dans le monde académique où la European University association dicte de ne pas poursuivre la collaboration avec des scientifiques russes n'ayant pas condamné la guerre en Ukraine. Ce qui a amené certains chercheurs de l'Uni.lu à demander à leur collègue Irina Ganschow

du C2DH de vérifier les positions des maîtres de conférences invités à l'université, ce qui ne fait pas partie de ses attributions.

La déprogrammation des films russes du LuxFilmFest a sans doute été une décision hâtive, même si la ministre de la Culture Sam Tanson (Déi Gréng) s'en est expliquée tant bien que mal, sachant que « la décision inverse aurait également été critiquée » et espérant pouvoir montrer le film de Natalya Kudryashova dans un autre contexte. Car aujourd'hui, de nombreux artistes russes ont marqué leur désapprobation de l'invasion de l'Ukraine. Des réalisateurs comme Alexandre Sokourov (*Moloch, Faust...*), Pavel Lounguine (*Taxi Blues*) ou Andreï Zviaguintsev (*Léviathan, Faute d'amour...*), le metteur en scène Evgueni Mironov, à qui Poutine a pourtant confié le Théâtre des nations de Moscou, ont signé une pétition contre la guerre. Une colombe de la paix a été accolée aux logos de six lieux majeurs de spectacle à Moscou et Saint-Petersbourg, relate Michel Guerrin dans *Le Monde*. Le curateur du pavillon russe à la Biennale de Venise, le Lituanien Raimundas Malasauskas, a démissionné de son poste. Alexandra Sukhareva et Kiril Savchenkov, les deux artistes prévus pour le pavillon, ont eux aussi refusé de participer à la Biennale en guise de solidarité avec cette décision. En somme, il ne faut pas juger un artiste sur son passeport mais sur ses actes et se montrer solidaires des créateurs anti-Poutine, surtout de ceux qui vivent là-bas et risquent gros pour leurs positions. [fc](#)

Land

11.03.2022

15

KULTUR

GRANDE RÉGION

Villerupt 2022

Pas tout à fait un fruit de l'année culturelle Esch2022, mais un partenaire important pour les communes participant du côté français, le centre culturel l'Arche a été ouvert il y a peu à Villerupt. La soirée de lancement est pour ce samedi avec des concerts de Dombrance et Matt Elliott, les DJ set de Leen (habituée de la Kulturfabrik et du Gudde Wëllen) et de Fred Ficus (les détails du programme sont sur *l-arche.art*). Construit sur le site de l'ancienne usine sidérurgique de Micheville, ce tiers lieu se positionne à la croisée des pratiques culturelles, entre arts, musique et nouvelles technologies. L'impressionnant bâtiment (photo : Bartosch Salmanski) abrite deux salles de spectacle, des studios de tournage et d'enregistrement, un médialab, une galerie d'art et un bar-restaurant. Conçu par les Parisiens de K Architectures, le site jouxte l'ancienne usine et sa morphologie massive et minérale répond au mur historique qu'il longe. Le vocabulaire architectural réinterprète le langage des murs alvéolés typiques de l'architecture sidérurgique du 19^e siècle. L'Arche a la lourde tâche de combler un quasi vide culturel dans un territoire pas totalement acquis à sa cause, notamment en raison de son coût. Le budget fût de treize millions d'euros, dont trois seulement apportés par la communauté de communes (le reste provient de l'État français, la région Grand-Est,

le département de Meurthe-et-Moselle et finalement la commune de Villerupt). Le temps et le respect du budget n'ont pas gommé les incertitudes de ses détracteurs, qui doutent de la capacité de la communauté de communes à soutenir les frais de fonctionnements de 600 000 euros annuels.

Côté programmation, on annonce 65 dates de spectacles par an, une quinzaine de séances de cinéma hebdomadaire, deux expositions parallèles renouvelées tous les trimestres. Le directeur, Julien Floria explique aussi vouloir « désacraliser l'accès à cette culture numérique, qui peut sembler savante et élitiste » avec une approche ludique de l'éducation aux médias. Le fil rouge des premières expositions se concentre autour du thème du minéral. Y sera présenté, entre autres, le travail des artistes en résidence à l'Arche. La présence d'artistes en résidence est une des pierres angulaires du projet qui insiste sur la diversité des publics tant en âge qu'en proximité ou connaissance des pratiques artistiques. [fc](#)

THÉÂTRE

À bout de souffle

Chanson douce de la journaliste et écrivaine franco-marocaine Leïla Slimani, Prix Goncourt 2016, est un conte cruel contemporain inspiré d'un fait divers. Dans le livre, un double infanticide commis par une nounou est révélateur des dérives, vices et diktats de la société, des pressions et soumissions que les uns imposent aux autres, des injustices et des inégalités, des fardeaux qui pèsent sur les femmes, de la misère et de la spirale de la violence qui entraînent un irrattrapable déraillement avant la chute fatale. « Nous ne serons heureux que lorsque nous n'aurons plus besoin les uns des autres. (...) Quand nous serons libres », dit Myriam, la mère, dans cette *Chanson douce* qui mêle thriller, drame et essai sociologique.

Véronique Fauconnet fait endosser à trois comédiens neuf personnages et complique le jeu

Ce roman a été adapté pour le théâtre (il le sera aussi pour le cinéma) en 2019 par la jeune metteuse en scène Pauline Bayle (désormais à la tête du Nouveau Théâtre de Montreuil). Transposer cet ample et percutant roman à la scène est un pari difficile, en reprendre l'adaptation l'est tout autant. C'est ce pari qu'a fait la metteuse en scène et directrice artistique du TOL Véronique Fauconnet pour la scène du TNL avec, le 2 mars, une première qui a marqué le lancement du Mois de la Francophonie.

Myriam et Paul, un couple bobo – elle avocate, lui producteur de musique – ont deux jeunes enfants. Après s'en être occupé à plein temps, Myriam veut reprendre sa carrière, malgré les hésitations de son mari. Les voilà à la recherche d'une nounou... Louise les séduit instantanément, plus encore les enfants. « Une fée », vite adoptée par la famille, vite indispensable mais qui, peu à peu, revendique le « pouvoir magique de tout savoir sur tout ». Elle commence à manipuler son petit monde lorsque la « famille stable » dont elle a rêvé, lui échappe. À bout de souffle, elle encaisse les heures de transport qui la ramène dans son studio minable qu'elle astique avec obsession mais qu'elle n'arrive plus à

payer. La violence prendra possession de cette femme abusée, désabusée et frustrée qui, dans un sursaut, passera à l'acte.

« Le bébé est mort ». L'horreur a déjà eu lieu. La pièce, comme le roman, commence de manière radicale. Ce début est la fin de l'histoire. Nous rebrousserons chemin pour déceler les signes et comprendre les rouages qui ont conduit à l'irréversible. Si le roman est glaçant, la pièce l'est moins et ne nous entraîne que difficilement dans ce vertigineux engrenage de la violence, nous restons loin et distants.

Véronique Fauconnet a opté pour une relecture fidèle de l'adaptation de Pauline Bayle. Elle a choisi de faire endosser à trois comédiens neuf personnages et complique le jeu en confondant genres et âges. Sur scène, Colette Kieffer incarne Louise, une intrigante nounou, pas toujours crédible, affublée d'une vieillotte robe verte (fatale au théâtre !), et l'inspectrice de police. À ses côtés se trouvent deux jeunes comédiens, nouveaux venus sur la scène luxembourgeoise. Mathieu Saccucci incarne justement Paul, le père, mais aussi la petite Mila et Katell Daunis joue Myriam, la mère, et le petit Adam. Le rythme est soutenu, mais la sauce ne prend pas vraiment et les changements de rôles ne sont pas toujours heureux. L'émotion transparait pourtant dans certaines moments de lâcher prise comme lors de la scène des vacances en Grèce, quand Louise danse sur la table... avant que tout ne s'arrête brusquement et que ne s'allume le lampadaire... lumière froide du RER parisien, là où « tout est laid ». D'autres scènes encore fonctionnent bien quand les personnages, résolument seuls, se livrent au public.

De bonnes idées qui s'accordent à la belle scénographie de Christoph Rasche qui a su jouer avec les lumières et la profondeur du plateau en coupant la scène en deux mondes, avec comme frontière un grand tableau qui se révélera rideau. Derrière celui-ci se jouent d'autres scènes, comme ce conte absurde mimé par la nounou (hélas il s'étire en longueur). Le décor, variation en bleu, est sobre, marqué par la présence d'un grand arbre aux branches nues mais habité par de gigantesques et symboliques fruits rouges que l'on retrouve aussi de l'autre côté du mur, fixés sur un mobile.

La musique de René Nuss irrigue la pièce de sa belle présence, accentuant les temps forts de l'histoire, révélant les tensions du récit et ponctuant les dialogues de l'intime, de l'inquiétante musique du drame à la mystérieuse musique du conte.

Chanson douce, un spectacle avec de belles propositions, mais qui peine à emporter le public. ● Karine Sitarz



Une belle scénographie qui joue sur les symboles

Carmen relookée

José Voss

Quand un Moscovite revisite la mise en scène de l'opéra le plus populaire du monde



À propos de Bizet, Nietzsche ne tarissait pas d'éloges, qualifiant sa musique de « légère, souple, polie, une musique qui ne transpire pas, une musique raffinée, fataliste et, de ce fait, populaire ». Plus d'un siècle plus tard, l'histoire n'a pas démenti ce jugement, tant et si bien que *Carmen*, le chef-d'œuvre intemporel du compositeur français est aujourd'hui l'opéra le plus joué dans le monde. Il fallait tout le flair du grand penseur pour prédire un avenir aussi brillant à une œuvre au départ si éminemment subversive. Car, en peignant la sombre destinée de deux âmes perdues dans le jeu capricieux de leurs passions déchainées, Bizet mettait le monde de l'opéra sens dessus dessous. Ne fut-il pas en effet accusé d'immoralité et de vulgarité pour avoir fait une héroïne tragique d'une fille de mauvaise vie, marginale, hors-la-loi, volage, aux mœurs en tous points scandaleux ?

La production du Festival d'Aix-en-Provence qu'a présentée, dimanche dernier, le Grand Théâtre, se veut un retour aux sources. Version originale, en langue française, dialogues parlés caractéristiques de l'opéra-comique (à la place des récitatifs chantés de Guiraud), le tout sur base de l'édition critique de Didion et Heinzelmann, parue en 1992 : autant d'atouts visant à dépasser le stade de la tradition musicologique la plus éculée. Plongée dans les tréfonds les plus noirs de l'âme humaine, l'opéra de Bizet bénéficie ici de l'expertise musicale de José Miguel Pérez-Sierra, lequel, connaît sa *Carmen* sur le bout des castagnettes. Il en déploie de façon magique les merveilles de la musique, accentue, dès le *Prélude*, les contrastes entre le *legato* des cordes et le *staccato* des cuivres, et pousse dans ses derniers retranchements un Orchestre Philharmonique du Luxembourg rutilant et vibrant à souhait, tous pupitres en éveil. Telle une araignée tissant sa toile, sa baguette d'orfevre peaufine, avec le soutien de l'Ensemble Aedes, les méandres de l'intrigue de ce drame passionnel autour des deux personnages centraux que sont Carmen et Don José, l'opéra valant surtout par le face-à-face de ceux-ci. Quant aux chœurs d'enfants et de jeunes de La Monnaie, au chant non moins diaphane, il émane d'eux une séduction certaine. Et c'est avec un tempérament de feu que le maître d'œuvre impulse à l'ensemble une vitalité et une jeunesse qui correspondent exactement à l'esprit de ce chef-d'œuvre de la musique pérenne.

Grâce à une équipe composée de voix triées sur le volet, suffisamment ductiles aussi pour se plier, dans le cri comme dans le chuchotement, à des exigences souvent inouïes, la distri-

Grâce à une équipe composée de voix triées sur le volet, la distribution vocale est équilibrée au point que même les rôles secondaires sont loin d'être négligés

bution vocale est équilibrée au point que même les rôles secondaires sont loin d'être négligés. Singulière et fascinante incarnation d'une passion aux confins de la folie, Ève-Maud Hubeaux campe, dans le rôle-titre, une Carmen convaincante et séduisante : vocalement, par un organe au timbre aussi raffiné et nuancé que chaleureux et passionné ; dramatiquement, par l'art de vivre son rôle intensément, mais sans délirantes bouffées d'hystérie. Une pulpe, de la souplesse, une sensibilité innée et un style naturellement juste sont l'apanage de Don José qu'incarne le ténor Michael Fabiano. Un timbre abyssal et pénétrant, celui de son rival en amour, le torero Escamillo, alias Jean Sébastien Bou. Enfin, la palme irait bien à la soprano Anne-Catherine Gillet, qui incarne une Micaëla non seulement crédible, mais on ne peut plus idoine, et dont la voix émeut par la pureté veloutée de son timbre et ses aigus lumineux d'une exquise beauté.

Au total et au final, et musicalement parlant, un très bon moment, passé en compagnie d'une *Carmen* qui ne manque pas de relief et de répondant. N'était la mise en scène ou plutôt la mise à sac, du soi-disant « visionnaire » Dmitri Tcherniakov ! Vision ? Peut-être, mais, à coup sûr, une vision grotesque, qui prête le flanc à la critique, tant le « démetteur » en scène tire ostensiblement la couverture à lui. Mû par le souci sans doute estimable de dégager le chef-d'œuvre lyrique des scories de la tradition, mais, en même temps, fidèle à sa sulfureuse réputation d'iconoclaste, le Russe prend un malin plaisir

à bousculer allègrement les clichés à la faveur d'une approche on ne peut plus audacieuse et d'un savoir-faire théâtral bancal, qui ne manque pas de susciter la polémique et laisse pour le moins dubitatif. C'est que l'homme ose tout, ne recule devant rien, allant jusqu'à raconter une histoire en quelque sorte « parallèle » à celle du livret de Meilhac et Halévy.

Pas de Séville, pas de soleil, pas de montagne, de caserne, de manufacture de tabac, pas de toréadors en habits de lumière, de gitanes cigarières, de contrebandiers retors, pas non plus de rouge-sang de l'amour qui le dispute au noir de la mort, mais des éclairages parcimonieux (excepté dans le tableau final, où ils soulignent le contraste saisissant entre l'ambiance festive de la corrida et la mort qui rôde, seule la musique, in fine, étant inondée de bout en bout de lumière, une lumière toute méditerranéenne, à laquelle le maître de cérémonie ibérique s'emploie avec bonheur à restituer toute la transparence vivace et vivifiante, grâce à des tempi enlevés pour ne pas dire endiablés, et avec, en prime, un réel sens du drame implacable), mais une *Carmen* prétendument « thérapeutique », des plus contestables en bien des points, logée, qui pire est, dans un décor unique, mochar, terne pour ne pas dire ennuyeux.

Ainsi, au lieu d'avoir eu droit à la *Carmen* originelle et traditionnelle, nous avons assisté à un spectacle « autour de *Carmen* », qui, tout en se voulant original, n'est finalement qu'un je-ne-sais-quoi prétendant abusivement être un exemple de « redécouverte » et « redynamisation », une amère plaisanterie, une mascarade fadasse, où le spectateur gagne en stupéfaction ce qu'il perd en émotion. Si Tcherniakov entend surprendre les plus blasés, sa douteuse entreprise de « déconstruction » (l'idée est furieusement à la mode !) est réussie. Mais choquer gratuitement, dans le seul but avoué de choquer, provoquer pour le plaisir de provoquer, c'est - nous semble-t-il - un peu court comme vision, comme en témoigne le résultat, plus que discutable, avec, à la clé, un spectacle anachronique, ce que l'on voit sur scène étant en total décalage avec le texte et la musique. Et les effets brechtiens de distanciation à gogo (« les policiers ne sont pas des policiers, mais des acteurs », croit devoir préciser l'un des protagonistes) constituent, en l'occurrence, une circonstance aggravante.

Imaginez-t-on, un instant, un peintre « relooker » la *Joconde* ? « La vraie admiration », disait Ernest Renan, « est historique ». À bon entendeur... ●

ART CONTEMPORAIN

Le monde comme music-hall

Lucien Kayser

Et à son image, Filip Markiewicz conçoit son art et façonne une exposition multiforme

Au fil des siècles, des textes des uns et des autres, les comparaisons n'ont pas manqué pour le monde et la vie qui lui est si étroitement liée. Celle-ci paraît un songe, lui un théâtre, et pour Shakespeare, dans *As You Like It*, à l'acte deux, y passent alors les sept âges de l'homme. Elle est en néon, modernité oblige, la citation élisabéthaine, élargie par Oscar Wilde, dont on peut dire qu'elle accueille le visiteur de l'exposition de Filip Markiewicz à la Kunschthal Esch : *All the world's a stage, but the play is badly cast*. Reste à savoir si la distribution et l'interprétation sont seules en cause, ou plutôt invoquer le scénario.

Vous l'avez remarqué sans doute, toutes les métaphores en question remontent aussi à Héraclite, sa baignade impossible à répéter dans le même fleuve. L'exposition de Filip Markiewicz tient de la même fluidité, de la même fascination ou obsession du changement. D'où le rapprochement dans notre titre avec le music-hall, le lieu qu'on appelle de la sorte (et auquel s'apparente une Kunschthal rénovée, dans cette exposition interdisciplinaire), le(s) spectacle(s) qu'on y donne, on les dira de variétés (dans le meilleur sens), et plus que jamais colorés, les toiles ou images digitales étant étincelantes de couleur, les bronzes polis non moins rutilants.

C'est la première chose qui frappe le visiteur, habitué aux dessins en noir et blanc de Filip Markiewicz. Pas moyen quand même de passer à côté de la bienvenue sur image du radeau de la Méduse, une sorte d'avertissement, il ne faut pas se laisser prendre à l'attrait, au charme des couleurs, ça bascule, sous le regard de l'artiste, sous le nôtre, les deux se font vite grinçants. Comme si un autre attribut venait se superposer à la vie, au monde, tout est illusion, voire mensonge.

Voilà dès lors qu'on amorce une autre visite de l'exposition, et le lieu de muer en palais des illusions, avec toujours cette même dichotomie propre aussi aux miroirs, effets d'optique et perspectives changeantes : séduite et charmer, peut-être seulement amuser, en même temps cependant désorienter, interpeller. Peintures, dessins, vidéos, sculptures même, on l'a vu, Filip Markiewicz a tous les tours plastiques dans son sac, y compris bien sûr la musique, le titre de l'exposition : Instant Comedy, est tiré d'une des chansons du dernier vinyle de Raftside, projet fondé dès 1999, dont le refrain s'avère quasiment programmatique : *the poem is liquid*.

Le visiteur aurait tort de ne suivre que cette exhortation au passage, à la vitesse. C'est bien une des caractéristiques de notre temps, et Filip Markiewicz la saisit à pleines mains, puisant, empruntant à gauche et à droite, des classiques, de l'histoire de l'art ou autres, aux icônes de la culture pop, ailleurs allant de



Vue de l'exposition : images et sculptures

Romy Schneider à Houellebecq, et l'on s'essoufflerait vite à vouloir le suivre dans ses courses effrénées. Mieux vaut s'arrêter, décaper pour ainsi dire le vernis, mettre soi-même de l'ordre dans la polysémie proposée ou offerte.

Retour à Shakespeare comme exemple, en sachant que c'est le propre des grands classiques justement qu'ils font écho ou qu'on leur fait faire écho à tout autre moment de l'histoire. Filip Markiewicz, au rez-de-chaussée, un peu comme dans une caverne, nous confronte avec les images d'une vidéo performance autour de la préparation de son *Euro Hamlet*, produit pour le Festival Lausitz. Une mise en abyme d'où il faut savoir se sortir. Ailleurs, image et texte fonctionnent parallèlement, se juxtaposent, se superposent : le portrait de Robert de Niro, dans *Taxi Driver*, avec par-dessus le tag VOLK, le mot allemand si volontiers employé, qui est en rose, qu'on nous dit adoucir les mœurs, calmer les comportements agressifs et hostiles (quelle chance s'il suffisait de mettre du rose sur les chars, sur les villes bombardées). L'image, telle quelle, tient du rébus, il ne faudrait pas qu'il tourne à l'abus, à l'énigme.

Bien sûr, les bronzes polis saisissent notre regard, par une explosion brillante des mouvements, leur accapARATION de l'espace, à la façon de derviches tourneurs démultipliés, déchiquetés. Mais on en prend toute la mesure seulement en les mettant en rapport avec *L'Homme en mouvement*, de 1913, du futuriste italien Boccioni. C'est alors, et il en va de même à d'autres moments de la visite, que le jeu (de piste) auquel invite avec talent et pas mal d'astuce Filip Markiewicz, prend toute sa signification face à la scène du monde. ●

Instant Comedy, exposition de Filip Markiewicz à la Kunschthal Esch, ouverte jusqu'au 22 mai. Pour le riche programme-cadre, il faut consulter *kunschthal.lu*. On signalera particulièrement deux manifestations, la projection du film de Clouzot, *L'Enfer*, le 2 avril, ainsi que le concert de Raftside, le 21 mai

FILMS MADE IN LUXEMBOURG

Le court en dit long

Mylène Carrière (avec France Clarinval)

Rendez-vous incontournable du Luxembourg City Film Festival et du secteur audiovisuel luxembourgeois, la soirée des courts-métrages a présenté neuf projets aux genres et qualités hétéroclites

La traditionnelle soirée de présentation des courts-métrages au Luxembourg City Film Festival est autant attendue que redoutée. Moment de partage et de rencontre du cinéma luxembourgeois, la soirée s'annonce toujours longue et parfois fastidieuse. Cette année avec le retour en présentiel, le public est au rendez-vous, la salle est quasiment pleine, on y retrouve une partie du gotha du cinéma luxembourgeois, composé principalement des équipes de tournage des différents films présentés. Durant près de 3h30, neuf projets, allant de deux à trente minutes chacun, nous sont présentés, de réalisateurs débutants ou non, dans des genres et des traitements très différents. Si la qualité parfois discutable des films montrés lors des années passées a donné à cette soirée une fâcheuse réputation, cette édition nous fait dire le contraire. Peut-être le court-métrage est-il enfin devenu pour les producteurs, une forme à part entière, à considérer, tout autant que le long-métrage et pas seulement comme un brouillon ? Peut-être cette forme est-elle devenue un mode de création en soi pour certains auteurs du cru ? Toujours est-il que cette année, d'une manière globale, la qualité des projets était là.

On a ri devant l'ironie de *And He Said Yes!* de l'actrice et réalisatrice Gintare Parulyte, qui, dans un discours simple, à la limite du simpliste parfois, a tout de même réussi à nous emporter dans une

histoire d'amour fulgurante teintée d'imbroglie culturelle entre Greta, l'Islandaise et Thanos, le Grec. Il est aussi question de triangle amoureux dans *Nucléaire*, le premier film de la scénariste, réalisatrice, et directrice de casting, Roxanne Peguet. Elle y met en scène le jeune Jules Waringo qui semble petit à petit s'imposer sur les écrans comme un acteur incontournable. Même si l'on reste un peu sur sa faim, les débuts de Roxanne Peguet révèlent un caractère et une intention artistique affirmée dans ce premier projet qui dépeint une jeunesse en proie aux raisons de l'amour que la raison ignore.

Dans la série des débuts sur grand écran, nous avons pu découvrir l'ovni d'animation *Bright* de Camille Haumont, qui, en seulement deux minutes, nous embarque dans une transformation psychédélique qui nous invite à « regarder vers la lumière », selon ses propres propos. De son côté, Jonathan Becker, cousin du réalisateur Julien Becker, fait ses premiers pas sur grand écran avec Bellevue, comédie noire, huis clos dramatique qui ne tient malheureusement pas les promesses d'un casting pourtant prometteur – réunissant notamment Luc Schiltz et Sophie Mousel (*Capitani*) – passant à côté de l'élément essentiel de la fabrication d'un film qu'est la direction d'acteurs. Du côté des plus expérimentés, Emile V. Schlesser, nommé au dernier Filmprais avec son court-métrage *Vis-à-Vis*, nous a offert

un très bon moment de satire familial, maîtrisé et particulièrement caustique avec son film Kowalsky. L'ironie et la satire semblaient être un des fils rouges de la soirée que l'on retrouve également dans le film *Caroline est sur le toit* d'Alejandro Bordier qui nous entraîne dans un petit village des rives de la Moselle à l'esthétique plus léchée que le scénario. Le très réussi *Nice not to meet you* de Sirvan Marog, issu comme chaque année du concours Crème fraîche, combine des qualités esthétiques et scénaristiques à la découverte d'une série d'acteurs. Là aussi l'ironie est à l'œuvre, peignant un portrait du monde de l'entreprise un rien glaçant.

Il reste encore *Porzellan* de Felix Keilen à l'esthétique *eighties* et à l'ambiance assez tendue. Plus qu'un court, on pourrait croire à une scène extraite d'un thriller. Puis un objet, inclassable, comme peut l'être le format court ou très court dans ce cas, *Meng Hoer (My Hair)* du réalisateur Max Jacoby, qui réalise, en seulement trois minutes, le portrait d'une jeune fille, Olivia, à travers sa relation à sa chevelure et ce que cela dit du rapport à l'altérité. Cette soirée, certes toujours aussi longue, et sans moment de partage après la projection, nous aura, cette année, offert un beau panorama de la création actuelle et à venir, et en même temps offert une promesse de ce que pourrait être le cinéma luxembourgeois de demain. ●

DANSE

La vie est un jeu

Le 3 du Trois, initié par le Centre de création chorégraphique luxembourgeois, fait figure de véritable plateforme d'expérimentation, de recherches et de porte ouverte sur la scène chorégraphique européenne émergente. C'est important de le souligner tant ces initiatives sont rares, même au-delà des frontières du pays. Et comme le souligne la chorégraphe Jill Crovisier, invitée à présenter ses recherches autour de *The Game Research*, tenues notamment par deux « apprenties » : Si les scènes luxembourgeoises doivent « aussi » s'imposer comme des acteurs de diffusion, il s'agit « aussi », par ce biais, de soutenir les jeunes artistes. Et ce couple diffusion/émergence est bien au cœur de la programmation des 3 du Trois.

Comme souvent avec une soirée 3 du Trois, on a hâte d'en voir plus. Ce qui est exactement le but

Tout commence par un passage dans la boîte noire, cette fois, face à deux films vidéo-danse, le premier d'Aïric Ni Chaoimh, *Auto*, le second d'Isaiah Wilson, *Passenger*. Deux vidéos courtes, tournées dans une voiture et sous des thématiques communes liées à nos mondes intérieurs, explorant « l'altération du paysage émotionnel et du monologue intérieur », chez Ni Chaoimh, et exposant « le monde intérieur du protagoniste, et le thème de la liberté », chez Wilson. *Auto* nous aura moins convaincu visuellement, malgré une superbe performance d'Ileana Orofino, et un travail atmosphérique somme toute très pénétrant ; *Passenger*, résonne encore à l'esprit, malgré certaines lignes assez dérangeantes. Pourtant, dans les deux films, les thématiques sont très bien mises en scène. Ce qu'il faut noter chez Wilson, c'est cette implacable maîtrise de l'outil vidéo. On sait le garçon expert en la matière, tant il réitère ce genre de projets sans cesse, et encore cet été, dans des conforts de création et contextes très différents. Dans son *Passenger*, le voilà plus franchement nous convaincre de ses talents de réalisateur, presque plus que de chorégraphe, finalement.

C'est ensuite le moment d'entrer en salle, d'abord à l'invitation de la chorégraphe Anna Nowicka, qui a posé un temps ses valises au Trois-CL soutenue par le fameux Réseau Grand Luxe, « comptoir d'échanges artistiques au service de chorégraphes émergents désirant développer de nouveaux projets ». Et c'est donc à cela que la chorégraphe berlinoise nous propose d'assister : un « truc » complètement expérimental, planté dans une recherche encore chaude, sortie du four, pour un premier test en public de ses nouvelles directions chorégraphiques. Nowicka offre une pause et par son *Within The Pause*, tente éperdument de répondre à la question, « en dansant, comment un sentiment de pause peut-il apparaître ? ». Vaste quête, sans réponse effective, qui malheureusement nous percute trop violemment. Car, bien que la recherche soit vivace et intéressante autour de cette question générale qui est de chercher « la dernière fois où nous n'avons rien fait du tout », la suite au plateau est plus complexe. Trop pure, trop brute, voire brutale dans sa mise en scène, *Within The Pause* fait souffrir des deux côtés du quatrième mur, jusqu'à s'auto-pulvériser à l'allumage des lumières de service. Là, ça tourne à la prise d'otage, le spectateur flanqué dans ce débat bien-pensant sur-mâché. Tout cela est certes intéressant, mais forcément, tout « aussi » barbant...

Enfin, c'est à nouveau Jill Crovisier qui clôtüre la soirée, par du « Jill Crovisier » en puissance, ce, à l'image du 3 du mois dernier, où la même avait « aussi » clôturé la date. Dans *The Game Research* elle s'intéresse cette fois au jeu. Sous la ligne, « nous grandissons en jouant pour pouvoir vivre », la Luxembourgeoise s'attelle à une recherche autour des facettes psychologiques, physiques, philosophiques et sociales du jeu et toutes les corporalités qu'il peut induire. Accompagnées par la chorégraphe, Zsófia Safranka-Peti, Vanessa Laura Wüthrich (apprentie), Victoria Robinson (apprentie) offrent aux spectateurs quelques extraits et tentatives issus des expérimentations thématiques, sur fond de musique techno abrasive, une création sonore également signée par Crovisier, qui s'y initie. L'ensemble est pour l'heure encore assez en désordre, mais déjà très emballant tant les possibilités y sont pléthoriques et l'axe de travail inspirant. Comme souvent après un 3, on a hâte d'en voir plus. Ça tombe bien : il paraît que les « Hors Circuits » du Trois-CL sont faits pour ça... ● Godefroy Gordet

déi Lénk engage un.e coordinateur / coordinatrice. Pour plus d'informations, consulter le site dei-lenk.lu.



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 14.04.2022
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux services de nettoyage dans l'intérêt de l'exploitation de la Maison des Sciences humaines à Esch-Belval.

Description succincte du marché :
Services de nettoyage

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
10.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200226 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 14.04.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de nettoyage des installations de chantier à exécuter dans l'intérêt du réaménagement et extension du Centre militaire Herrenberg à Diekirch.

Description succincte du marché :
Les travaux principaux à réaliser dans le cadre de ce marché sont le nettoyage des containers de deux bases vie et des chantiers.
La durée des travaux est de 72 mois, à débuter mi-septembre 2022.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
07.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200503 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Ville d'Echternach

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 12.04/2022
Heure : 11.00 heures

Lieu :
Administration communale d'Echternach (2, Place du Marché, L-6460 Echternach). L'offre doit obligatoirement être remise par le Portail des marchés publics.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Construction d'un parking multiétages à Echternach

Description succincte du marché :
– Gros œuvre clos couvert et aménagements extérieurs
– Démarrage des plans d'atelier : 28.06.2022
Démarrage des travaux : 22.08.2022
Durée des travaux : 233 jours ouvrables (y compris plans d'ateliers et commande matériel)

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Pour être considérés comme candidats à l'exécution du présent marché, les opérateurs économiques doivent préalablement s'inscrire comme tels sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu). Le dossier de soumission et ses annexes sont ensuite à télécharger sur ledit site. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux papier.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
– Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné : 130 personnes ;
– Chiffre d'affaire annuel minimum dans le métier concerné pour le dernier exercice légalement disponible: 10 500 000 euros ;
– Nombre minimal des références pour des marchés (objets) de nature, de complexité et d'envergure similaire : 3 références.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Réception des offres :
Les offres conformes à la législation et réglementation en vigueur sont à remettre exclusivement via le site des

marchés publics (www.pmp.lu) avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture. Des offres remises sur support papier ne seront pas pris en considération.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
10.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200521 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Pour le Collège des Bourgmestre et Échevins,
Monsieur Yves Wendler, bourgmestre
Monsieur Ben Scheuer, échevin
Monsieur Ricardo Marques, échevin

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 13.04.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de centres de tri à exécuter dans l'intérêt du réaménagement et extension du Centre militaire Herrenberg à Diekirch.

Description succincte du marché :
Les travaux principaux à réaliser dans le cadre de ce marché sont l'installation et la gestion de deux centre de tri, un à l'extérieure de la caserne et l'autre à

l'intérieur de la caserne.
La durée des travaux est de 72 mois, à débuter mi-septembre 2022.
Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
07.03.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200501 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d’Lëtzebuurger Land, régie publicitaire

... Et votre annonce fait

Contact :

Zoubida Belgacem
+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Administration Communale d'Eil
27, Haaptstrooss L-8530 Eil

Avis

Projet d'aménagement particulier

Il est porté à la connaissance du public que conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, un projet de plan d'aménagement particulier, dénommé «PAP Leemkaul», concernant des terrains à Eil, a été analysé par le collège échevinal en sa séance du 9 mars 2022.

Le projet concerne des terrains dans la zone PAP-NQ « Jaaseck / Auf der Lehmaul » du PAG en vigueur et prévoit la construction de 11 maisons unifamiliales et d'une maison plurifamiliale avec 4 logements.

Le public pourra prendre connaissance des plans et des documents afférents au service technique à Eil pendant une période de 30 jours, soit du 14 mars 2022 au 12 avril 2022 inclus.

Le projet PAP peut être consulté sur le site internet <https://www.eil.lu>

Les observations et objections éventuelles contre le projet d'aménagement particulier doivent être présentées par écrit au collège échevinal de la Commune d'Eil endéans le prédit délai de 30 jours sous peine de forclusion.

Eil, le 9 mars 2022.

Le collège des bourgmestre et échevins
Armand Schuh, Henri Rasqué, Georges Weis

Adresse postale: B.P. 9
L-8501 Rodange/Attert
Bureau: 27, Haaptstrooss L-8530 Eil

Tél.: 26 62 38-1
Fax: 26 62 38-05
e-mail: secretaariat@eil.lu

LUXEMBOURG CITY FILM FESTIVAL

Und dann waren es nur noch sieben

Tom Dockal

Morgen Samstag, am vorletzten Abend des Luxembourg City Film Festival, werden traditionsgemäß eine Menge Preise verteilt. Der „wichtige“ Grand Prix by Orange – dessen Gewinner/in 10 000 Euro in die Hand gedrückt bekommt – wird bekanntlich von einer internationalen Jury vergeben. Diese Jury wählt in der Regel aus acht Filmen aus. Wäre da dieses Jahr nicht die unmissverständlich skandalöse Entscheidung seitens der Politik, den russischen Beitrag *Gerda* von Natalya Kudryashova komplett aus dem Programm zu nehmen. Zuletzt sprach sich am Mittwoch die Lëtzeburger Filmakademie gegen diesen sehr schwach argumentierten, kunstfeindlichen Boykott aus.

Unter den verbliebenen Spielfilmen im Rennen ist *Reflection* des Ukrainers Valentyn Vasyanovich wiederzufinden. Sein vorheriger Film *Atlantis* versuchte sich an einem dystopisch-utopischen Szenario eines Lebens nach einem militärischen Konflikt mit Russland. Formal knüpft *Reflection* an seinem Vorgänger an. Mit langanhaltenden und in der Regel fixierten Einstellungen inszeniert Vasyanovich Bosch-ähnliche Gemälde, in denen er die Abgründe der menschlichen Conditio zeigt. Grau auf grau bis bitterschwarz ist das Resultat, das irgendwann Züge eines *torture porn* annimmt. *Reflection* geht seinen Plot um einen Arzt, der sich im Krieg vor einem unsäglichen Dilemma befindet, psychologischer an. Das Fünkchen Poesie, das *Atlantis* noch besaß, erlischt im pechschwarzen Humanismus von *Reflection* komplett.

Amerikanische Filme sind ebenfalls präsent. Mittel- und südamerikanische Filme. Tatiana Huezos *Prayers for the Stolen* ist ein Coming-of-Age-Drama im tiefsten und höchsten Mexiko. Drei jugendliche Frauen versuchen zusammen mit ihren Müttern ihr Leben zu meistern, immer mit dem langen Schatten eines Kartells im Nacken, dem auch die Polizei paralysiert gegenübersteht. Ganz frisch vom Sundance Festival kommt *The Cow Who Sang A Song Into The Future* von Francisca Alegria. Ganz konträr zu der naturalistischen Auseinandersetzung in Huezos Film gibt sich Alegria ganz den magisch-realistischen Sphären hin und erzählt von einer Welt im Umbruch, die sich ihres unklaren Schicksals bewusst wird. Tiere singen Klagelieder, und inmitten dieser Gesänge steigt

eine Frau aus dem Wasser und versucht die klaffende, wenn auch unausgesprochene Wunde ihres Verschwindens in der zurückgebliebenen Familie zu heilen. Wo *Prayers* vielleicht zuviel beantwortet, lässt die singende Kuh von Regisseurin Alegria zu wenig beantwortet und zu viel in Abstraktion.

„Odd woman out“ im Wettbewerb ist *Silent Land* der Polin Agnieszka Woszczyńska. Seit Maren Ades *Alle anderen* ist klar, dass es junge attraktive Paare während eines Sardinien-Urlaubs nicht leicht haben werden. Bloß, dass es im polnischen Film eine Leiche im Pool gibt, die die Probleme auslöst. Woszczyńska verhandelt mit ihrem Stoff, der auf dem Papier den Eindruck macht, dass er von Michael Haneke stammen könnte, die Grenzen von Männlichkeitsbildern, einen inhärenten Rassismus und die Passivität der Bourgeoisie, wenn sie mit Krisensituationen konfrontiert wird. Stark im Moment, hinterlässt der Film auf Dauer jedoch weniger starke Eindrücke. Vielleicht, weil die Regie eben nicht die von Haneke ist.

Eine weitere Neuerung des Lux Film Fest ist das *Outside the Box*-Label, das Filme hervorheben will, die dramaturgisch und formal neue Wege zu gehen versuchen. Sollte ein Filmfestival nicht grundsätzlich *outside the box* sein? Zwei Wettbewerbsfilme bekamen vorab diesen Stempel aufgedrückt: *Atlantide* von Yuri Ancarani sowie *Jack's Ride* von Susana Nobre. Beide Filme sind auf jeweils ganz eigene Weise höchst ästhetisiert; beide haben dokumentarischen Charakter, verwischen die Grenzen zwischen Dokumentar- und Spielfilm aber sehr deutlich. Der Italiener Ancarani macht das überdeutlich. Seine Geschichte erzählt von sozial abgeschobenen venezianischen Misfits, die ihre Lebenszeit und ihr Schwanz-Messen mit gepimpten Schnellbooten kanalisieren und tag- und nachtaus mit ihrem Leben spielen. Dass Ancarani einen Hintergrund in den darstellenden Künsten hat, verwundert weniger. Seine Bildinszenierung kann man als Gegenentwurf zur Postkarten-Ästhetik von Venedig verstehen. Es ist aber das Ende, welches das Publikum in zwei Lager spalten wird: Ob es Ende sich um hochgradig präventiöses Getrolle und Kunstkacke handelt, oder um einen poetischen Moment, wie er sonst

nicht im Festival-Wettbewerb zu finden ist, muss jeder für sich entscheiden.

Susana Nobre geht ihren Film völlig anders an – bescheidener, gar nicht *flashy* – aber mit einer ganz konsequenten Identität. Sie erzählt von dem Portugiesen Joaquim, der sich am Ende seiner Berufstätigkeit an seine Zeit als Arbeiter in der Heimat zurück-erinnert sowie an seine Emigration in die Staaten. *Jack's Ride* fängt nebenbei die sozio-ökonomische Realität des heutigen Portugals ein. Susana Nobre lässt mit ihren sehr grobkörnigen 16-Millimeter-Bildern Chantal Akerman anno *News From Home* wiederauferstehen, und aus den USA der Siebziger und dem Portugal von heute wird ein einziges Raum-Zeit-Kontinuum. Trotzdem hinterlässt Nobres *road movie* einen faden Nachgeschmack, als ob dem Ganzen ein wichtiges Element fehlen würde.



Hit the Road ist ein guter Anwärter auf einige Preise, darunter den Publikumspreis

Apropos *road movie*. Der iranische Film *Hit the Road* von Panah Panahi wird mit sehr großer Wahrscheinlichkeit einen Preis erringen und wahrscheinlich auch den Publikumspreis. Panahi lässt dafür sein Publikum zu einer vierköpfigen Familie (inklusive eines süßen, aber kranken Hundes) ins Auto steigen. Schnell wird klar, dass sich alle sehr lieben, einander eber trotzdem mächtig auf den Senkel gehen können. Vor allem der Kleinste (mit Woody Norman aus *C'mon C'mon* das spektakulärste Jungtalent seit Jahren) ist in seiner Altklugkeit zum Brüllen komisch und einfach nur anstrengend. Vater hat sein Bein in Gips und wirft eine sarkastische Bemerkung nach der anderen in den Raum. Mutter ist grundsätzlich nervös. Vielleicht wegen des dem Zuschauer unbekannten Ziels der Reise. Nur der Älteste scheint die Ruhe wegzuhaben.

Obwohl der Sohn von Jafar Panahi, sind die Bezüge in Panah Panahis Film im Kino von Abbas Kiarostami zu finden, oder in *Little Miss Sunshine*. Mit einer Leichtigkeit, frei in Form und Inhalt und gleichzeitig mit einer sehr sicheren Hand inszeniert, liefert der Regisseur einen Debütfilm ab, der Kritik und Publikum tatsächlich einen könnte, wie schon lange nichts mehr. Panahi legt eine Unmenge falscher Pisten und lässt vieles im Dunkeln, aber die Familiendynamik und die Chemie zwischen allen Beteiligten ist beinah haptisch fassbar. In *Hit the Road* ist es nicht nur die Familie, die ins Unbekannte reist, sondern auch ein Regisseur, der zu Beginn seiner Reise mit einer Leichtigkeit vom Weg abdriftet, das Steuer aber immer fest in der Hand hält und alle Register gleichzeitig zu ziehen versteht. ●

GRANDE RÉGION

Une même planète, différentes manières de la vivre

Florence Lhote

L'exposition *Toi et moi, on ne vit pas sur la même planète* invite l'urgence écologique au musée. À l'origine, en 2020, le sociologue et philosophe des sciences Bruno Latour était invité avec le commissaire d'exposition Martin Guinard à imaginer la Biennale de Taipei sur l'île de Taiwan. L'exposition avait été présentée de novembre 2020 à mars 2021 au Musée des Beaux-Arts de Taipei. Elle réunit 57 artistes, collectifs et intervenants qui interrogent les conflits liés à la question écologique. Le Centre Pompidou-Metz invite la Biennale de Taipei 2020 et ses commissaires à investir ses espaces afin de mettre à l'honneur la scène taïwanaise et les propositions des artistes formulées pour cette biennale.

Globalisation Bruno Latour et Martin Guinard prospectent les futures colères. Une économie échevelée vendange le mépris et les inégalités. Dans un contexte de montée des populismes, les deux commissaires imaginent un planétarium fictif. Il y a là la « Planète Globalisation » : « ceux qui veulent continuer à se moderniser à tout prix, sans tenir compte des limites planétaires », avancent-ils. Le rêve de modernisation au moyen du progrès régresse. « Quel était le moteur de la globalisation ? Et, surtout, qu'est-ce qui pourrait lui succéder ? » se demandent-ils. C'est ainsi que la large toile de Huang Hai-Hsin, *River of Little Happiness* (2015) peut s'interpréter. Cette huile sur toile présente bien le désastre qui nous guette à ne pas penser le problème écologique : un fleuve serpente au centre du tableau d'où s'échappent voitures enserrées et la catastrophe qui vient tandis qu'au loin, les fumées d'usine crachent leur boue grise. Quand certains longeant le fleuve se rendent compte de l'imminence du danger, d'autres continuent de satisfaire leurs besoins égotistes. Arrimés à leurs transats ou sur leurs fauteuils, certaines femmes continuent ainsi de se faire manucurer les pieds.

Tout est dit dans ce tableau de l'échelle des catastrophes et du sentiment de ne pas se sentir directement impliqué dans la catastrophe écologique qui vient. Pour autant le péril nous concerne tous car il est susceptible de jeter à bas notre sentiment de sécurité, rappellent Latour et Guinard.



River of Little Happiness de Huang Hai-Hsin présente le désastre qui nous guette

Sécurité Il s'agit de l'autre planète dont parle cette exposition : la « Planète Sécurité ». Le risque de la catastrophe qui vient est bien ce repli pensé à l'échelle de l'humanité. « Vers où vont tous ceux qui se sentent trahis ou perdus par l'idéal promu par la planète Globalisation ? La tendance est de demander un bout de terre,

de se réfugier derrière des frontières, dans un havre de paix où l'on puisse vivre protégé des autres ». Est-ce seulement possible ? Des extraits vidéo de *In the Face of Evil* (2014), *Generation Zero* (2010), *Fire from the Heartland* (2010), *Battle for America* (2010), *Occupy Unmasked* (2012), *District of Corruption* (2012) sont regroupés au sein du projet *Collapsing Buildings* où la lueur apocalyptique qui surgit matérialise l'échelle des catastrophes. Le repli est mortifère. Penser être protégé et en sécurité alors que tout brûle autour de soi se révèle vain. Une autre installation qui regroupe les mêmes extraits vidéo a pour titre *Progressive Movements* et évoque le discours de Bannon selon lequel « l'arrivée de la 'quatrième saison' est le résultat des agissements de la génération d'après-guerre. Sa conviction est que l'émergence des mouvements hippie, progressiste et féministe a enclenché un processus de déclin politique, économique et culturel ». On regrette que l'exposition mette ainsi en avant un discours, celui de Bannon, qui n'a de crédit que celui qu'on veut bien lui accorder. Un ersatz d'air du temps, sans doute.

Les superbes assemblages d'Aluay Kaumakan, *Vines in the Mountains* (2020), composées de laine, ramie, coton, cuivre, soie, perles de verre et à l'occasion de la Biennale de Taipei déjouent, fort heureusement, par leur force chromatique et la figuration d'un espoir, certains discours plus attendus. ●

L'exposition *Toi et moi, on ne vit pas sur la même planète* est à voir jusqu'au 4 avril au Centre Pompidou-Metz

Altweib* hat die Identitätskrise

Michèle Thoma



Fraestreik 2022, am Dienstag in Luxemburg-Stadt

Uff, schon wieder! Die Frauen haben ihre Tage, lange Tage lang voll von Frauenjoch und Frauenfron und Frauenschmach, ein großes Weh- und Anklagen landauf landab. Und wieder geht frau* die Decke hoch, huch! die ist aus Glas wie Schneewittchens Sarg. Aber dann wird wieder Aufmunterndes gepostet und es wird gepostet und sich ganz doll gefraut. Weil frau ja so was Tolles ist, nämlich eine frau*. Die sogar Menschen machen kann, mit nur ganz wenig Zutaten von Herrn Mann. Aber nur wenn sie will natürlich. Und auch so wie sie will. Auch unnatürlich.

Frauentag wie Weihnachten, uff!, dann vorbei, Göttin*** sei Dank. Zumal es ja immer herausfordernder wird. Weil wer sind diese Frauen*** jetzt überhaupt, die ihre Tage haben? Nur die mit Menstruationsabgrund? Die mit Eierstöcken, oder gelten die nur mit Eiern auch? Und wer darf auf den Quotenplatz und in die Kemenate und aufs Klo, wer kriegt ein Extrawurst-Klo?

Die Bio-Frauen brüsten sich mit ihren Bio-Brüsten und warten mit einem hausgemachten Mutterkuchen auf, Gebärmütter ziehen mit ihren Gebärmüttern in die Schlacht, nur mit Blut ist gut. Trotzdem wollen sie nicht im Wartesaal von Person Doktor als menstruierende Person aufgerufen werden. Oder als Person mit Gebärmutter. Was ja auch schwer nachweisbar ist, was ist außerdem mit denen, die ihre Gebärmutter los sind, weil sie z.B. lose war? Ein soziales Konstrukt wollen sie aber schon gar nicht sein. Worauf sich die ohne Bio-Zertifikat voll entrüsten und manchmal gar aufrüsten.

Dann schwenken die einen wieder Kopftücher als feministische Flaggen, während die andern vehement die Köpfe schütteln, oft venerable Veteraninnen, denen Alice aus dem Wirtschaftswunderland, jetzt verschrien als reaktionäre Greisin, als Retterin erschienen ist. Als Erlöserin aus dem Käsesocken-Mief des Patrischnarchats.

Das Angebot der zahlreichen Feminismen kann Lai*in schon mal verwirren. Frauen die nur mal so Frau sind, nur mal so, weil sie es eben sind, haben sich längst vertschüssst. Sie haben zu tun. Dauer-Gender Studies und stets aktualisiertes feministisches Wording sind aber das Mindeste, um in der Babel mitzuhalt. Und hier muss *Fr-au!* echt aufpassen nicht in die Schusslinie zu geraten. Überall gibt es rote Linien, tiefe Gräben, NOGOs, Tabus – und Softies sind die Sisters nicht.

Altweib* kriegt die Identitätskrise, hm, wer ist sie denn jetzt, so eine altbackene Cis-Sis vielleicht? Vielleicht gar noch eine von denen, die schluck! Penetrationssex (be)treiben, wie im allerfinstersten Industriezeitalter? Die noch daran glauben, dass so was Rückständiges wie Biologie existiert? Dass es ein Geschlecht gibt, das eine oder das andere zumeist und hin und wieder auch ein weiteres nicht weniger wundersames. Dass es dafür Beweise gibt. Sich wundern, dass das, was jedes Kind sehen kann und neugierig erforscht, plötzlich als unsäglich gilt, ja, dass es verdrängt gehört. Zumindest wenn es dem Weiblichen angehört. Weil es dem utopischen menschenmöglichen Menschen im Wege steht. Dem freien Menschen in einer freien Konsumgesellschaft, der endlich sein kann, was er wäre.

Aber bis wohin geht Trans? Geht es Altweib* zu weit? Kann sie noch mit? Will sie noch mit? Oder schwindelt ihr, weil sie ihr Geschlecht verwechseln könnte, vielleicht ist sie der Andere*? Wäre das Andere gewesen? Auf jeden Fall tritt sie derzeit als alte beige Frau auf, nicht ganz so schlimm wie alter beiger Mann, aber doch. Eine aus dem weißen Westen. So Old-School-Feministin, so zweite Welle, so Sechziger-Schäm.

Aber was ist sie jetzt genau, wenn Frau schon out ist? Ist sie jetzt guggelguggel eine Flint*? Ja, uff, Flinta* sind großzügig und sehr inklusiv, sie nehmen quasi alle, die keine bekennenden Testosteronbomber sind, sogar einfache Frauen finden hier Asyl. Und weiter, jetzt wird's subtiler, eine guggelguggel Terf oder gar eine Swerf? Oder oh Schreck eine Fart? Ist sie jetzt binär oder nur schnarch-monoanär? Oder ist ihr Gender gar fluid? Wird sie jetzt genderwahnsinnig, sieht sie nur noch Sterne? Schön eigentlich. Ob sich die alten beigen Männer* und die jungen bunten auch dauernd den Kopf zerbrechen, wer sie sind und gegen wen? ●

Stil

L'ÉVÈNEMENT



Art on board

Plus qu'un sport, le skateboard est un art de vivre avec ses codes vestimentaires, ses marques, ses stars. Ceux qui connaissent cet univers connaissent forcément Lowic Villa. Ce rider passionné a fait parlé de lui en vidéo, enchaînant quarante figures dans quarante lieux du

Luxembourg pour fêter son quarantième anniversaire. Avant cela, en 2013, il avait fédéré la scène du design, du graffiti et du skate de la Grande-Région avec de l'exposition *Wheel Come On Board*, organisée à l'Exit07. Il réitère l'initiative en proposant à une bande de plasticiens, graffeurs et illustrateurs de réinventer la planche de leurs rêves. Sumo, Soner, Alexone, Mister X, Defact, Stick, Sader, Birderline, The London police, The weird, Dan Sinnes, Giamba, Thomas Iser, Jeff Soto, Max 242, Low Bros, Shepherd, Mantra, Osmoz, Gregory Wagenheim, Samnuts se sont prêtés au jeu. L'exposition *Art on board* se tient pendant la quatrième édition du Springbreak à Luxexpo tout le week-end (photo : @lowicvilla). [fc](#)

L'ACTIVITÉ

De Brauatelier

Surfant sur la vague des microbrasseries et le goût pour le « fait maison », la Brasserie nationale a créé un atelier de brassage ouvert au public. Une manière de renforcer l'offre autour de la visite pédagogique des infrastructures qui était un peu datée, mais aussi de réaliser des expérimentations et brassins de recherche ou des innovations brassicoles. L'atelier propose ainsi aux groupes de créer leur propre bière et de participer aux étapes de fabrication. Après avoir fait le choix du type de bière et de sa recette (pils, ambrée, IPA, stout, blanche, pale ale...), les participants sont mis à contribution pour le concassage et l'empâtage du malt, le test à l'iode,

le houblonnage et s'occupent des drêches, le résidu de céréales après l'étape de saccharification une fois le moût filtré. Après un processus de fermentation et de garde traditionnel de six à huit semaines, le groupe reçoit 150 litres de la bière qu'il a brassée. Cette journée de découverte comprend aussi la dégustation de sept bières, la visite du site de production et « un fût de vingt litres de Bofferding pour votre apéritif ». Il en coûtera 850 euros pour dix personnes. Des cours de tirage et des dégustations sont



aussi proposés dans ces salles que l'on peut louer pour des événements (photo : Brasserie nationale). [fc](#)

L'ÉVÈNEMENT

Saint Patrick

Si le jeune Patricius est né en Bretagne autour de 375, c'est bien en Irlande qu'il a grandi (selon son hagiographie, il avait été enlevé par des pirates et vendu comme esclave). Après une apparition divine, il suit une formation religieuse, devient diacre, puis évêque. Le pape Célestin lui donne pour mission d'évangéliser les païens irlandais ce qui le mène à côtoyer et convertir plusieurs hauts dirigeants. Il sillonne l'Irlande en semant évêchés et monastères,

jusqu'à sa mort aux alentours de 461. C'est semble-t-il à Saint Patrick que l'Irlande doit son symbole : le trèfle. L'évêque aurait brandi un trèfle à trois feuilles lors d'un sermon pour expliquer le mystère de la Sainte Trinité. La fête chrétienne de la Saint-Patrick, célébrée tous les ans le 17 mars, est reconnue en Irlande comme une fête légale depuis 1607. C'est un jour chômé depuis 1903, mais c'est véritablement dans les années 1990 que la Saint-Patrick devient un festival de célébration et de promotion de la culture irlandaise. En Irlande, comme dans tous les pays où la diaspora irlandaise est présente, cette journée est l'occasion de porter des vêtements verts, assister à des parades et concerts, et surtout, d'ingurgiter des litres de bière



ou de whisky (photo : facebook). Au Luxembourg, le violet culturel est à voir à Roodt-sur Syre avec un concert de The Killkennys et Na Leanai à la Syrkus Culture House. Le côté festif est à célébrer dans les pubs et bars qui proposent généralement des tarifs intéressants sur la Guinness et invitent des DJ : Updown, Urban, Vis-à-vis, Black Stuff, Come à la maison surfent sur la vague verte. [fc](#)

DéckFrënn
Skif & Dresch

DE PUTIN SOT, ET KËNNT GUER NET AN OTTUT, DASS D'UKRAIN AN D'NATO ERA KËNNT !

MA DAT GEET HËN DACH GUER NÄISCHT UN !

Riicht eraus mam Astrid Lulling (CSV) ...

DE PUTIN ASS EE VUN DEN INTELLIGENSTE POLITIKER, DEEN OP DER WELT ASS !

DE KROUCHTCHEV HUET D'KRIM MAT 1,56 PROMILL VOLL AM SOFF ERAUS GINN !

... a mam Simone Beissel (DP) op Apart TV (04.02.22).

DANN HUET DE KROUCHTCHEV EMOL EPPES GLITT GEMAACH, VOLL AM SOFF !

Zwou grouss Strateginne schwätzen iwwert d'Ukrain (04.02.22).

D'URSULA VON DER LEYEN ASS SCHWÄWELL !

EIS REGIERUNG ASS BLÖD !

ET GEET NET OUNI ATOMKRAAFT !

Déi bescht satiresch Emissioun op der Welt (02.03.22).

Retours d’Histoire

Bernard Thomas

En guise d'introduction, on pourrait évoquer un petit pays trop riche qui a plié sous le poids de ses propres contradictions. On pourrait montrer, chiffres à l'appui, les effets corrosifs de l'immobilier sur la « cohésion sociale ». On pourrait stigmatiser des « coupables », évoquer l'enrichissement obscène des promoteurs privés, l'incompétence des administrations communales, le clientélisme des maires, les propriétaires fonciers restés au stade anal de la rétention, les autochtones se cramponnant à leur cauchemar carboné du *suburbia*, la politique monétaire qui pousse l'émigration à se réfugier dans la pierre, le pédantisme de l'administration de l'Environnement, les multipropriétaires gavés aux stéroïdes fiscaux, l'inconséquence du pouvoir politique qui se lamente de la « crise du logement », mais refuse d'en tirer les conclusions qui s'imposent...

On pourrait également fouiller les archives parlementaires et se rendre compte que, dans les moments de crise, les tabous propriétaires ont été brisés. Ce qui avait toujours paru impensable et impraticable a pu être pensé et mis en pratique. Au printemps 1946, alors qu'une partie du pays était toujours en ruines et en cendres (lire pages 26-27), la Chambre votait l'introduction d'« une taxe de compensation mensuelle à charge des personnes habitant les immeubles qui, eu égard à leurs besoins, sont insuffisamment occupés ». La loi allait plus loin encore, conférant aux collèges échevinaux le pouvoir de « réquisitionner les immeubles et parties d'immeubles non occupés ou occupés par simulation destinés à servir de logement ou susceptibles d'être aménagés facilement à ces fins ». L'effet de cette loi était « une formation forcée du bail », avec l'administration communale comme « intermédiaire ». Lors de la discussion parlementaire, le député-rapporteur Lambert Schaus (CSV) rappelait que le droit de propriété n'était pas un droit absolu, mais limité par le « bien commun ». Les réquisitions avaient cependant une forte charge nationaliste, voire revancharde, puisqu'elles visaient surtout les « inciviques » (c'est-à-dire les anciens collabos) ainsi que les « ressortissants ennemis ». (Parmi les députés, ce dernier point souleva quelques interrogations, que le Premier ministre chrétien-social, Pierre Dupong, tenta de dissiper : « L'Italie n'est plus un pays ennemi. Mais nous faisons évidemment la différence avec les fascistes italiens. Ceux-là, nous les considérons comme ennemis ».)

En 1961, le gouvernement procéda à la plus vaste opération d'expropriation depuis la vente des biens natio-

naux de 1797. L'État se donna les moyens fonciers de ses ambitions européennes et s'assura la mainmise sur 360 hectares du plateau du Kirchberg, contre « une juste indemnisation ». Dans un pays marqué par l'atavisme terrien, ce fut un acte inouï de volontarisme politique. L'exposé de motifs notait qu'« il n'est que juste que l'Administration qui a créé la plus-value [en bâtissant le Pont Rouge et l'autoroute] en profite et que les propriétaires ne s'enrichissent pas à son détriment. » Pour justifier le caractère d'« utilité publique » de l'expropriation, le gouvernement ne cita pas seulement la création d'une « base matérielle pour sa politique du siège », mais également le besoin de construire « un grand nombre de lotissements destinés à des habitations privées » : « La mise à disposition d'une superficie importante aux particuliers mettra un frein énergétique à la hausse excessive des prix des terrains à bâtir situés sur la périphérie de la ville et contribuera dès lors à l'assainissement du marché immobilier ».

On pourrait continuer la liste : En juin 1919, alors que le pays émerge de quatre années de privations, les tribunaux arbitraux des loyers sont introduits par un arrêté d'urgence, ceci afin de protéger les locataires contre les prétentions exagérées des propriétaires. En avril 1982, alors que l'Arbed s'enfonce, le gouvernement décide de bloquer tous les baux commerciaux durant deux années. En mai 2020, un gel temporaire de toute augmentation de loyer est décrété pour « atténuer l'impact économique de la pandémie sur la situation des personnes aux revenus modestes ».

En guise de conclusion, on pourrait avancer une prévision. Mais le propre de l'Histoire, dans laquelle l'Europe vient de rentrer, est son imprévisibilité. Notre addiction au gaz permet à Poutine de financer sa guerre. Or, décréter un embargo risquera de plonger de nombreux foyers dans la précarité énergétique. On devrait mettre les prochains mois à profit pour se préparer à un hiver 2022-2023 qui s'annonce froid. Le pays pourrait décréter une mobilisation générale avec l'objectif d'isoler en un minimum de temps un maximum de plafonds de cave et de dalles de grenier. À défaut d'être héroïque, une telle campagne de fortification thermique aura l'avantage d'être efficace, tant pour enrayer la machine de guerre russe que la catastrophe climatique mondiale.

Index

23

Dense, dense, dense

L'État pousse les communes à densifier l'habitat. Celles-ci n'en sont pas enchantées
Bernard Thomas

24

Les prix de l'immobilier résidentiel :

Quelques tendances actuelles
Julien Licheron

25

Inquiétude pour l'immobilier européen

La Banque centrale prévient : le renchérissement et le manque de matériaux de construction génère un risque sur la capacité de remboursement des ménages
Georges Canto

26

La Grande Reconstruction

Défis et blocages de la Reconstruction d'après-guerre, abordés du point de vue des architectes (1944-1946)
Philippe Victor

28

Fortifications thermiques

Les rénovations énergétiques étaient un impératif climatique. Depuis la guerre en Ukraine, elles sont également un facteur géostratégique
Bernard Thomas

Coordination : Bernard Thomas
Photos : Sven Becker



Dense, dense, dense

Bernard Thomas

L'État pousse les communes à densifier l'habitat. Celles-ci n'en sont pas enchantées

Le grand avantage de l'article 29bis du Pacte Logement 2.0, c'est son automatisme : Là où seront construits des maisons et appartements, les communes et l'État récolteront quinze pour cent de logements abordables. Un transfert de propriété, sans options ni tractages, pour chaque parcelle mobilisée. Mais le silence des promoteurs indique que la mesure est largement ressentie comme homéopathique. Par rapport aux marges obscènes réalisées sur certains projets, le taux de quinze pour cent doit leur paraître bien sage. (Il semble surtout arbitraire : pourquoi quinze plutôt que vingt, vingt-cinq ou trente pour cent ?)

Le ministère de l'Intérieur et celui du Logement estiment qu'à terme, ce mécanisme permettra de créer jusqu'à 600 logements publics abordables par an, c'est-à-dire deux fois la production annuelle de la SNHBM. Avec plus d'un siècle de retard sur d'autres villes d'Europe, les communes luxembourgeoises se voient donc obligées de se constituer un parc immobilier. Elles ne sont pas toutes enchantées par cette perspective. D'abord parce que la gestion (notamment locative) de ce nouveau parc immobilier dépassera leurs capacités administratives actuelles. (Elles pourront dès lors faire appel à la SNHBM ou au Fonds du Logement pour l'assurer.) Ensuite parce qu'en « compensation » aux quinze pour cent cédés à la main publique, les promoteurs auront le droit de construire dix pour cent de plus. Cette augmentation du degré d'utilisation du sol (par rapport au PAG) touche au sacro-saint principe de l'« autonomie communale ». Une ingérence centraliste qui avait poussé le Syvicol à s'opposer « formellement » à l'article 29bis.

À la veille de l'entrée en vigueur de l'article 29bis, le 19 février, les promoteurs et édiles ont été saisis par la *Torschlusspanik*. Par exemple à Niederanven, où le maire Raymond Weydert (CSV) a hâté les procédures pour un grand projet de lotissements de 400 maisons (« PAP Kazenheck/Op de Wolleken ») afin de passer à côté des nouvelles règles. Face au *Land*, il expliquait ne pas avoir voulu « renégocier avec les nombreux propriétaires », qui auraient d'ailleurs exercé « une grande pression ». Or, la pression n'émane pas seulement des propriétaires fonciers. Le conseil échevinal avait également peur de devoir composer avec les riverains. Le projet de lotissement avait dominé les campagnes électorales de 2011 et de 2017 à Niederanven, et provoqué la colère des établis qui estimaient leur vue idyllique menacée. Au bout de quelques réunions houleuses (suivies de workshops plus apaisés), le projet fut finalement revu à la baisse, sa densité réduite. Rouvrir cette boîte de Pandore, voilà une perspective qui n'enthousiasmait guère le conseil échevinal.

Le député-maire de Hesperange, Marc Lies, s'était fait l'écho des angoisses des riverains en

« Il faut en outre craindre que les logements avoisinants perdent de valeur, si les bâtiments nouveaux seront à densité plus élevée »

Marc Lies, CSV, Commission du Logement, 8 juillet 2021

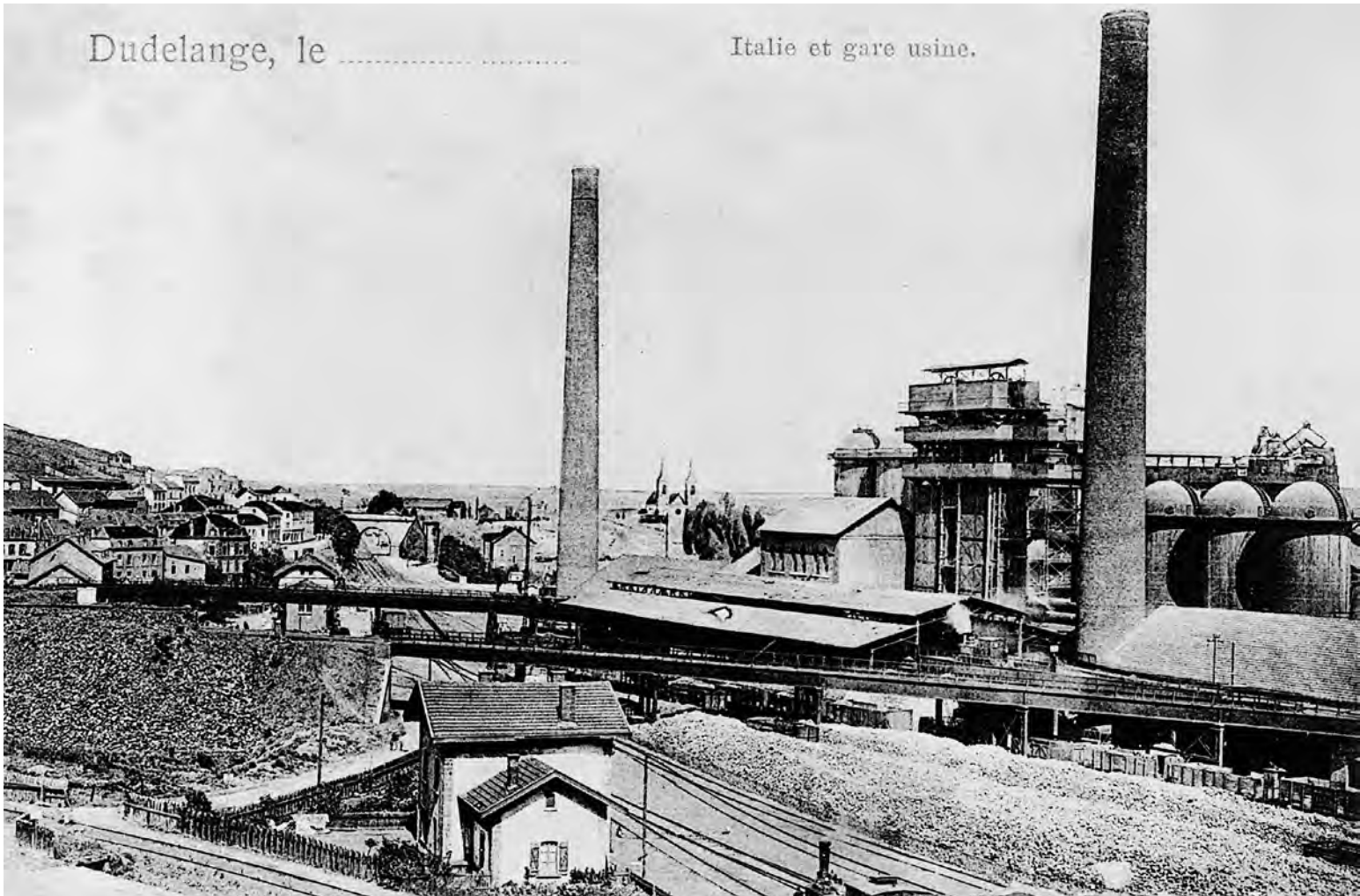
déclarant à la commission parlementaire du Logement : « Il faut en outre craindre que les logements avoisinants perdent de valeur, si les bâtiments nouveaux seront à densité plus élevée ». Malgré tous les discours du dimanche, dans la pratique, la densification continue à se heurter aux réflexes Nimby. Les Luxembourgeois veulent la croissance économique, mais sans nouveaux voisins et sans trafic supplémentaire. En politiquement correct, cela s'appelle « préserver le caractère rural de la commune ». Quant aux édiles, ils craignent les travaux d'infrastructures : crèches, maisons-relais, écoles, stations d'épuration. Dans certaines communes rurales, les densités retenues par les nouveaux PAG sont ainsi ridiculement basses, au point d'en arriver encore à des maisons unifamiliales de plus de 300 mètres carrés.

Mais la densification bute également sur des résistances dans les milieux urbains. À la mi-février, le Mouvement Écologique s'opposait ainsi au nouveau PAP « Faïencerie », prévu sur les friches de Villeroy & Boch, critiquant entre autre le rehaussement de la densité, qui permettra de passer de 542 à 809 logements. « Eine derart hohe Verdichtung », estimait l'asbl, romprait « l'équilibre » entre densité de l'habitat, espaces ouverts et zones vertes. Une critique qui surprend, puisque les futurs citadins n'auront qu'une route à traverser pour respirer l'air du Bambësch.

On rencontre cette même frilosité (une sorte de syndrome HLM) dans le projet « Neischmelz » à Dudelange. Sur 36 hectares, le projet ne prévoit finalement que 1 575 logements, c'est-à-dire une densité relativement faible. (Au Kuebebiërg, le Fonds du Kirchberg planifie actuellement 3 127 logements sur 33 hectares, soit deux fois plus qu'à Dudelange.) Dans ses déclarations publiques, le député-maire Dan Biancalana (LSAP) s'est toujours montré très réticent : « Die Stadt Düdëlingen soll vernünftig und kontrolliert wachen » (Wort, 2017) ; « Wir wollen nicht innerhalb kürzester Zeit so viel wachsen » (Tageblatt, 2020) ; « Le développement doit être modéré et contrôlé » (d'Land, janvier 2022). Lorsqu'on lui demande cette semaine pourquoi il n'a pas voulu massivement densifier le nouveau quartier Neischmelz, le maire et nouveau coprésident du LSAP répond en invoquant l'importance de l'« Akzeptanz » par la population locale, puis embraye sur la « qualité de vie » et les « très grands enjeux » du trafic et de la mobilité. Il rappelle que le projet ne prévoyait initialement que 600 logements, un chiffre ajusté à un petit millier en 2010, puis à 1 575, suite aux discussions avec le ministère et le Fonds du Logement.

En réalité, un faible degré de densité s'accordait mal avec une utilisation rationnelle des ressources budgétaires. La seule décontamination des sols coûtera ainsi 47 millions d'euros à l'État. (Arcelor-Mittal avait cédé les terrains pollués en 2016 pour un euro symbolique au Fonds du Logement.) À Belval, les calculs de l'Agora avaient été plus classiquement économiques. Le degré de pollution y a déterminé le coefficient de densité : Plus le sol était contaminé, plus on a construit en hauteur pour ainsi récupérer les frais d'assainissement. « Je ne vais pas vous cacher que la question des coûts a été soulevée lors de nos discussions avec les autorités étatiques », dit Biancalana.

Le premier projet de loi de financement pour Neischmelz avance un « grand total » de 507 millions d'euros, dont une moitié pour la revalorisation des terrains (contaminés), et l'autre pour la construction des logements (subventionnés). Les premiers appartements devraient être livrés en 2027-2028, au plus tôt. C'est-à-dire presque deux décennies après le début des planifications. Dans son avis évacué le 1^{er} mars, la Chambre des salariés (CSL) s'inquiète, elle, du « stationnement assez restrictif » dans le futur quartier. Bien que la Gare Dudelange-Usines soit située à un jet de pierre, la CSL estime que « le nombre de places de stationnement volontairement limité risque de poser certains soucis ». Pas exactement une vision audacieuse de la part des syndicats, qui, par ailleurs, revendiquent des solutions audacieuses pour créer plus de logements. ●



De l'industrie lourde à l'« éco-quartier » faiblement densifié



PROCHAINEMENT EN CONSTRUCTION À MERL

STUDIOS & APPARTEMENTS HAUT DE GAMME DE 1 À 3 CH À C.,
BALCONS, TERRASSES AVEC JARDINS PRIVATIFS,
EMPLACEMENTS SOUTERRAINS,
2 LOCAUX PROFESSIONNELS.

Belle situation dans quartier résidentiel bénéficiant de nombreux petits commerces de proximité / À côté du campus scolaire, International School, conservatoire de musique / Accès facile vers autoroute, aéroport et gare, arrêt de bus à 50 m de la résidence / Proche des centres commerciaux, hôpitaux / Espaces de détente, parc de Merl, aires de jeux / À 20 minutes à pied du centre ville.

ACHÈVEMENT JUILLET 2024

BIENVENUE À L'AGENCE MIM FEITLER.
BIENVENUE CHEZ VOUS.



mim feitler immobilière

Mim Feitler Immobilière s.à r.l. 26, rue Marguerite de Brabant L-1254 Luxembourg
Tél : +352 26 38 76-1 Fax : +352 26 38 76-76 info@agence-feitler.lu

Les prix de l’immobilier résidentiel : tendances récentes

Julien Licheron

La crise sanitaire que nous avons traversée ne semble avoir eu qu'un impact limité sur le marché de l'immobilier résidentiel au Luxembourg : hormis une baisse relativement modérée de l'activité pendant la durée du confinement du premier semestre 2020, l'activité s'est maintenue ces deux dernières années à des niveaux comparables à ceux relevés en 2018 ou 2019. Les prix des logements, quant à eux, ont continué leur forte hausse au moins jusqu'au troisième trimestre 2021. Les données les plus récentes disponibles indiquent une augmentation de 13,4 pour cent de l'indice des prix des logements (fourni par le Statec) entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021. Cette forte hausse se situe dans le prolongement de l'accélération dans la hausse des prix relevée depuis le milieu de l'année 2018 au Luxembourg. En effet, même si la hausse des prix de l'immobilier résidentiel était assez forte (+4,5% à +5% en moyenne par année) entre le début de l'année 2010 et le milieu de l'année 2018, cette progression était assez régulière et très comparable aux observations relevées dans d'autres pays européens comme l'Allemagne. En revanche, la hausse des prix s'est nettement accélérée en 2018 au Luxembourg, jusqu'à culminer à 17,2 pour cent sur douze mois au premier trimestre 2021. Depuis lors, la progression a été un peu moins forte, en particulier du fait d'un ralentissement de la hausse des prix sur le segment des appartements en construction (Ventes en état futur d'achèvement) – cf. figure 1.

La hausse des prix a progressivement touché de nombreux pays européens, sous la pression notamment d'une forte demande en logements et de taux d'intérêt historiquement bas, portant en particulier la demande des investisseurs locatifs. Au troisième trimestre 2021, la hausse des prix atteint ainsi 9,2 pour cent en moyenne sur douze mois dans l'Union européenne, et dépasse dix pour cent dans de nombreux pays d'Europe occidentale comme les Pays-Bas, l'Autriche, l'Allemagne ou le Danemark. Le Luxembourg ne fait donc plus figure d'exception, même s'il reste l'un des pays affichant les taux de croissance des prix des logements les plus élevés – cf. figure 2

Sur le marché locatif, les évolutions sont assez différentes. L'indicateur des loyers annoncés des appartements avait pourtant augmenté à un rythme très similaire à celui des prix de vente entre 2010 et 2018. Mais, depuis le milieu de l'année 2018, les loyers annoncés ont progressé beaucoup moins vite que les prix de vente : par exemple, la hausse des loyers annoncés des appartements n'a pas dépassé 2,2 pour cent entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021, un niveau très proche de l'inflation sur les prix à la consommation. Au cours des dernières années, le taux de rendement brut d'un investissement locatif a donc nécessairement baissé, les investisseurs ayant visiblement modéré leurs objectifs, compensés par la

sécurité de l'investissement dans la pierre, les avantages fiscaux de cet investissement et les perspectives de plus-values à la revente. Notons ici qu'il s'agit de la hausse des loyers pour de nouveaux contrats de bail, alors que les loyers des locataires en place (loyers en cours de bail) ont augmenté encore plus modérément, à un rythme légèrement inférieur à l'inflation.

Par ailleurs, les différences de prix restent importantes pour un territoire de la taille du Grand-Duché de Luxembourg. Ainsi, pour la vente d'un appartement existant, les prix de vente s'échelonnent du simple au double selon les communes : moins de 5 500 euros le mètre carré en moyenne en 2020/2021 dans un grand nombre de communes du nord et de l'ouest comme Clervaux et Wiltz, contre plus de 10 000 euros à Luxembourg-Ville (avec, là encore, de fortes disparités selon les quartiers). Ces différences se sont encore accrues sur les dernières années, même si la hausse des prix s'est diffusée à une grande partie du territoire depuis 2018 – cf. figure 3.

Ces différences de prix des logements entre communes s'expliquent évidemment en grande partie par des différences dans les prix des terrains, les coûts de construction étant relativement similaires sur un territoire comme le Luxembourg. La hausse des prix des terrains à bâtir est d'ailleurs la compo-

sante principale dans la hausse des prix des logements depuis 2010 : en moyenne, l'indice des prix du foncier résidentiel produit par l'Observatoire de l'Habitat a augmenté de 7,9 pour cent entre 2010 et 2020 (contre 6,6% pour l'indice des prix des logements dans le même temps et seulement 2% pour l'indice des prix de la construction produit par le Statec dans le même temps). Comme pour les prix des logements, la hausse des prix des terrains à bâtir s'est fortement accélérée depuis 2018. Il faut toutefois noter que le constat sera sans doute un peu différent pour les années 2021 et 2022, puisque les coûts de construction ont augmenté beaucoup plus rapidement que les années précédentes – cf. figure 4 ●

Les statistiques proviennent de l'Observatoire de l'Habitat, qui a pour missions de produire de l'information nécessaire à la planification de la politique du logement et d'informer le public sur les questions relatives à l'habitat. Le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) est un partenaire clé du ministère du Logement dans la réalisation des missions de l'Observatoire de l'Habitat.

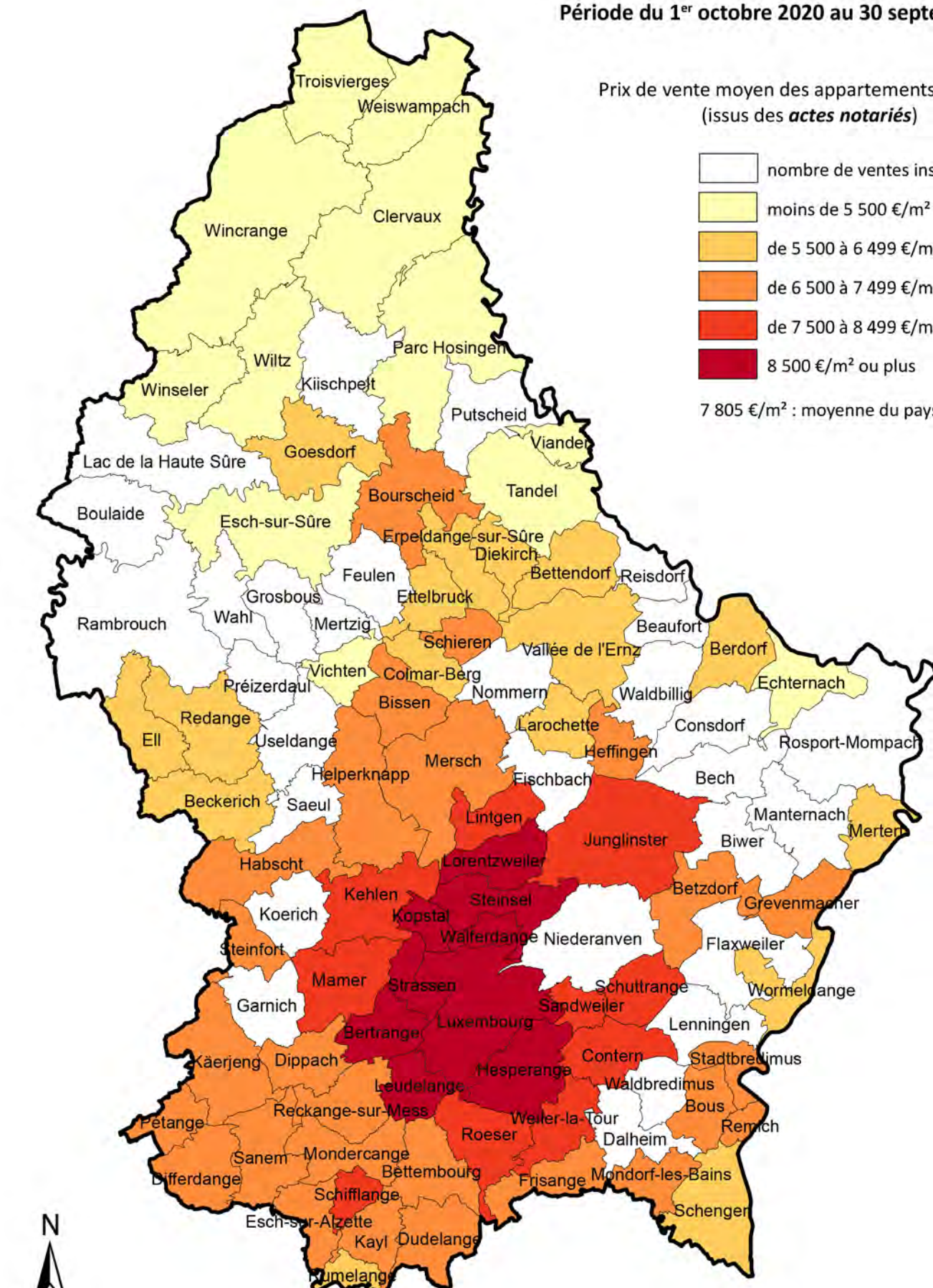
Ventes d'appartements existants

Période du 1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2021

Prix de vente moyen des appartements existants (issus des *actes notariés*)



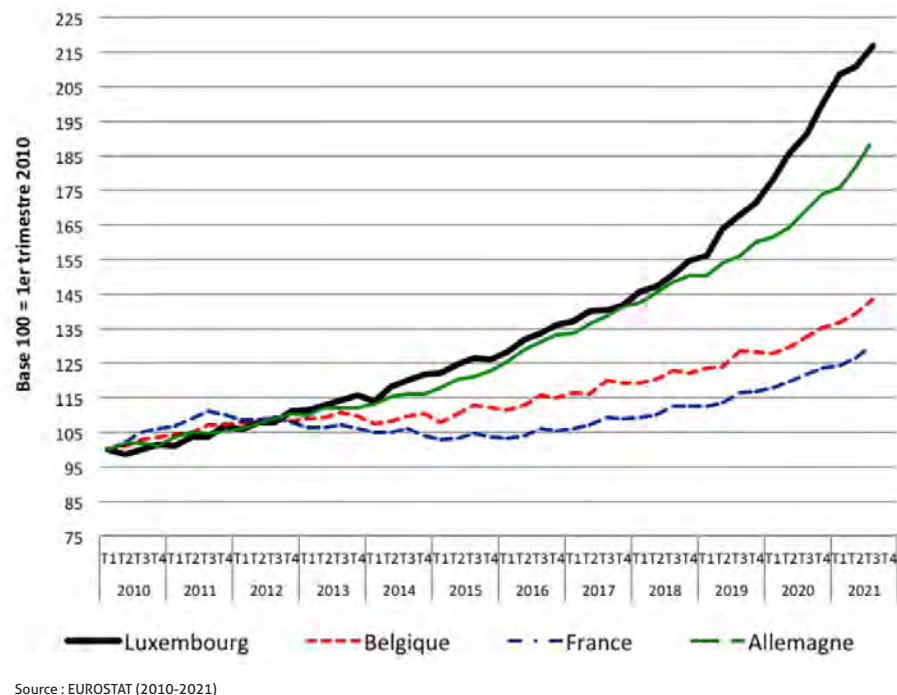
7 805 €/m² : moyenne du pays



Auteur : J. Licheron, LISER, Décembre 2021
Fonds de carte : ACT, LISER, 2018
Données statistiques : Publicité Foncière, calculs STATEC-Observatoire de l'Habitat
Note : Un minimum de 5 ventes d'appartements après sélection, rejet des extrêmes et traitements est requis pour afficher le prix moyen communal.

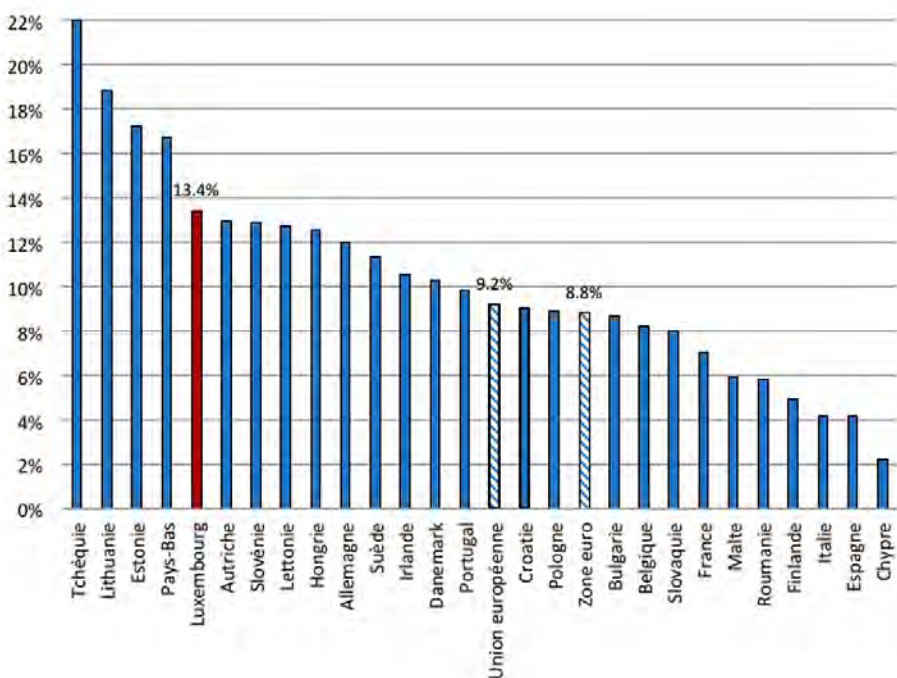
Prix de vente moyens des appartements existants par commune en 2020-2021

Evolutions comparées de l'indice des prix de l'immobilier résidentiel au Luxembourg et dans les pays voisins



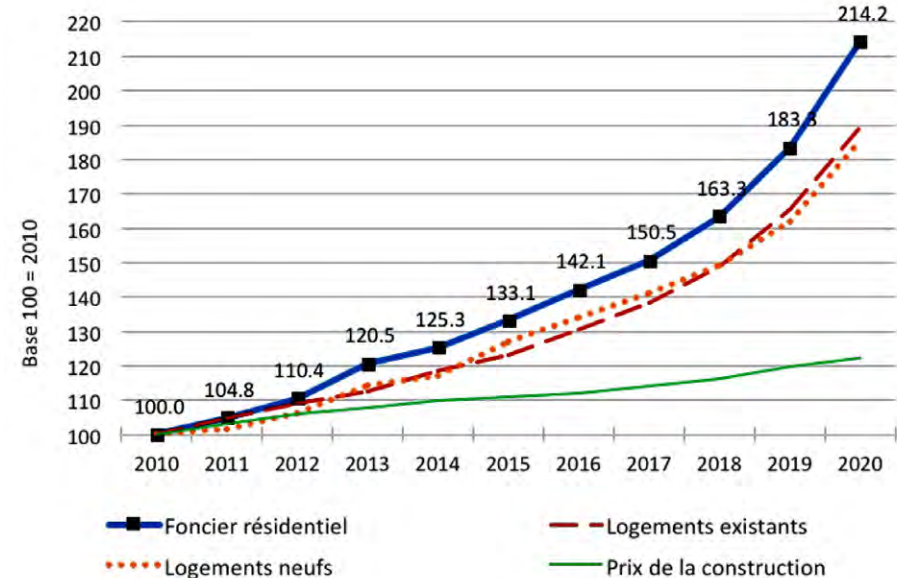
Source : EUROSTAT (2010-2021)

Taux de variation annualisé des prix de l'immobilier résidentiel au 3^e trimestre 2021



Source : EUROSTAT (2020-2021)

Évolution de l'indice des prix du foncier résidentiel et comparaison avec d'autres indices des prix



Sources : Observatoire de l'Habitat et Statec

Inquiétude pour l’immobilier européen

Georges Canto

La Banque centrale prévient : le renchérissement et le manque des matériaux de construction génère indirectement un risque sur la capacité de remboursement des ménages dans le résidentiel. Le recours au télétravail dévalorise l’immobilier de bureau et donc les garanties bancaires



La Banque centrale européenne (BCE) en rajoute une couche. Déjà mi-novembre 2021 elle s’était émue du risque de bulle dans l’immobilier. Elle a réitéré son avertissement le 16 février : selon Francfort, le marché présente d’importantes vulnérabilités qui menacent les banques de la zone euro. Il est exceptionnel que la BCE revienne sur un sujet trois mois après l’avoir déjà évoqué. Autre preuve de l’inquiétude ambiante : à peine cinq jours plus tôt, le Comité européen du risque systémique (CERS) avait lui-même tiré la sonnette d’alarme.

En introduction de sa *Financial Stability Review* publiée en novembre 2021, la BCE note qu’« un certain nombre de vulnérabilités se sont intensifiées » en matière d’immobilier. Entre mi-2020 et mi-2021, les prix des logements dans la zone euro ont augmenté de 7,3 pour cent, leur rythme le plus rapide depuis 2005, faisant craindre une surévaluation des prix par rapport aux tendances longues et donc une correction brutale. Le rapport relève que « la vigueur des marchés de l’immobilier résidentiel s’accompagne d’un dynamisme des prêts hypothécaires et l’on observe une détérioration progressive des normes de prêt (...). Les niveaux élevés et croissants d’endettement des ménages contribuent également à accroître les vulnérabilités à moyen terme, ce qui renforce les arguments en faveur d’une nouvelle activation des mesures de politique macro-prudentielle ». Pour Luis de Guindos, vice-président de la BCE, ce phénomène de « surchauffe » a tendance à s’étendre, mais certains pays sont plus touchés que d’autres, et de citer les Pays-Bas, où le boom de l’immobilier est financé par des crédits à taux variable, et surtout l’Allemagne avec des durées de remboursement des prêts immobiliers qui peuvent atteindre 45 ans.

Le cas de l’Allemagne est précisément un de ceux qui inquiètent le plus le Comité européen du risque systémique, comme le montre le document publié le

11 février, intitulé « Vulnerabilities in the residential real estate sectors of the EEA countries ». Le CERS, créé après la grande crise financière de 2008 pour surveiller et prévenir les risques systémiques dans le système financier européen, est une institution très proche de la BCE (il est d’ailleurs présidé par la présidente de la Banque centrale Christine Lagarde), mais son périmètre de surveillance ne se limite pas à la zone euro, puisqu’il englobe tous les pays de l’UE et également le Lichtenstein, la Norvège et l’Islande. Le CERS s’est intéressé à son tour aux « vulnérabilités à moyen terme liées à l’immobilier résidentiel ». Bien que parfois spécifiques à certains pays, leur point commun est d’être « liées à la croissance rapide et à une éventuelle surévaluation des prix des logements, au niveau et à la dynamique de l’endettement des ménages, à la croissance du crédit au logement et à des signes d’assouplissement des normes de prêt ». On retrouve à peu de choses près les termes utilisés par la BCE en novembre 2021.

En février 2022, cinq pays ont reçu des « avertissements » : la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, le Liechtenstein et la Slovaquie. Pour deux pays avertis en 2016 (l’Autriche) et 2019 (l’Allemagne), mais où les problèmes n’ont pas été suffisamment traités, le CERS est passé au cran supérieur en émettant cette fois des « recommandations » : l’Allemagne est spécialement visée car des études y chiffrent de 19 à 23 pour cent la surestimation du prix des logements. Dans ce pays, le CERS recommande d’imposer une limite au montant financé par crédit par rapport à la valeur d’achat du logement.

Le comité en a profité pour faire le point sur les avis qu’il avait émis en septembre 2019. Sur les six pays qui avaient alors reçu une recommandation, quatre connaissent encore des vulnérabilités élevées : dans ce lot figurent le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède. Dans les deux autres (Belgique

et Finlande), elles sont de « niveau moyen ». Le Luxembourg fait figure de bon élève car, sur les six pays, il est le seul à avoir été évalué comme « entièrement conforme », mais les chiffres demeurent assez inquiétants. Dans les cinq pays qui avaient à l’époque écopé d’un avertissement, la situation ne s’est dégradée qu’en Allemagne, les quatre autres (République tchèque, France, Islande et Norvège) ayant mis en place des politiques « appropriées et suffisantes ».

La BCE est revenue à la charge dans sa dernière lettre d’information publiée le 16 février, ré-exprimant les craintes émises en novembre 2021 pour ce qui est de l’immobilier résidentiel (ou RRE pour *residential real estate*) qui pèse 26 pour cent des prêts accordés par les banques. Elle met cette fois l’accent sur un autre facteur qui a favorisé la hausse des prix de l’immobilier, à savoir la baisse de la construction de logements neufs pour cause de pénurie de main-d’œuvre mais aussi de matériaux de construction avec les goulets d’étranglement constatés dans les chaînes d’approvisionnement au niveau mondial. L’accession à la propriété est partout synonyme d’un endettement plus important des ménages avec des risques d’insolvabilité. Et si une « correction » intervenait, la baisse de valeur des biens affecterait celle des garanties prises par les banques, ce qui serait un élément supplémentaire de vulnérabilité pour ces dernières.

Cela étant, pour la BCE, le risque viendrait principalement du *commercial real estate* (CRE) qui recouvre entre autres l’immobilier de bureaux et les surfaces de

vente : sur ces segments, l’augmentation du télétravail et l’essor des achats en ligne liés à la crise sanitaire ont accéléré une tendance déjà perceptible auparavant. Pour la BCE, les changements structurels sur le marché des bureaux et des commerces devraient faire baisser les loyers à moyen terme et affecteront les banques présentes sur ce marché. En effet, cela pourrait affaiblir la situation financière des emprunteurs et « entraînerait des pertes de crédit plus élevées pour les banques qui ont une forte proportion de prêts in fine, de prêts pas totalement garantis ou de prêts sans recours », les obligeant à augmenter leurs provisions pour couvrir ce risque. Par ailleurs, « si les prix du marché baissent, la valeur des garanties des banques baissera également ». Le niveau d’exposition des banques européennes au CRE « constitue une importante vulnérabilité » : Ces prêts représentent environ huit pour cent du total des prêts dans les banques supervisées et plus de vingt pour cent du total de leurs prêts aux entreprises non-financières. Si au Luxembourg, en Belgique et en France ce dernier pourcentage est proche de la moyenne, il est nettement plus élevé en Allemagne, en Italie, en Autriche et dans les pays baltes (trente à quarante pour cent) et dépasse soixante pour cent à Chypre.

Mais au-delà de la masse des financements, c’est leur qualité qui pose problème. En novembre 2021, la BCE s’était déjà inquiétée du fait que, dans la zone euro, les bilans des établissements financiers comportaient une part substantielle de « créances vulnérables » sur des actifs de commerce de détail et de bureaux. ●

ACQUISITIONS | SALES | RENTALS | VALUATIONS | INSURANCE | REAL ESTATE CONSULTING

DO YOU WANT
YOUR SALE OR RENTAL
TO CLOSE SUCCESSFULLY?

GET STARTED WITH
A REALISTIC VALUATION *
OF YOUR PROPERTY.

OUR VALUATIONS ARE ACCURATE & RELIABLE,
FREE & NON-BINDING. NO OVER-, NO UNDERRATING.
NO DECEPTIVE CLIENT PITCHING. NO STORYTELLING.
* NO BULLSHIT ASSESSMENTS.

PAUL FABECK
OWNER & FOUNDER

BRICKS REAL ESTATE SOLUTIONS
SOLUTIONS IMMOBILIERES
EXCELLENCE IN REAL ESTATE

2, PLACE DE NANCY | L-2212 LUXEMBOURG | T : 26 44 11 61 | INFO@BRICKS.LU | WWW.BRICKS.LU

Les chiffres records du Luxembourg

Le Grand-Duché détient plusieurs records inquiétants au niveau européen. Selon le CERS, en moyenne sur trois ans (2018-2021), la hausse des prix de l’immobilier résidentiel y a été de 12,3 pour cent, la plus forte en Europe, loin devant celles observées dans les pays voisins, l’Allemagne (7,1 pour cent), la Belgique (4,7 pour cent) et la France (3,8 pour cent).

Le Luxembourg affiche également les indicateurs de surévaluation les plus élevés. « Du fait du découplage des variations des prix de l’immobilier et de l’activité économique, l’écart entre la croissance des prix des logements et celle des revenus s’est creusé ». Cette déviation atteint 68 pour cent au Grand-Duché alors qu’elle n’est que de 23 pour cent en Allemagne et en Belgique,

19 pour cent aux Pays-Bas et 19 pour cent en France. Le taux de surévaluation déterminé par un calcul économétrique de la BCE est de 48 pour cent, pour une moyenne européenne de six pour cent, et une valeur ne dépassant pas 19 pour cent en Allemagne et quatorze pour cent en Belgique.

Avec une croissance moyenne de 7,7 pour cent par an sur trois ans, les crédits immobiliers aux particuliers ont augmenté deux fois plus vite que la moyenne européenne et l’endettement des ménages est, avec un ratio de 178 pour cent du revenu, nettement plus élevé qu’en Allemagne (90 pour cent) et en France (102 pour cent). Mais il n’arrive qu’en 5^e position en Europe derrière la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède. gc

La Grande Reconstruction

Philippe Victor

Défis et blocages de la Reconstruction luxembourgeoise, abordés du point de vue des architectes (1944-1946)



Diekirch : Rue Saint Antoine, mars 1945

Deux années après la chute du III^e Reich, la société luxembourgeoise reste profondément divisée et traumatisée par l'épreuve de l'occupation nazie. Le pays continue à subir un état d'urgence qui ne dit pas son nom. Les paysages dévastés de l'est et du nord du pays, témoins muets des souffrances récentes, contribuent à « prolonger » la misère de guerre des sinistrés et leurs appréhensions. À quand le bout du tunnel ? La hantise des « profiteurs de guerre » sans scrupules, s'enrichissant sur le dos des sinistrés, s'associe à la chasse aux « collabos » du passé récent : « Des millions ont coulé dans les poches des architectes, des experts, des entrepreneurs, des propriétaires d'ardoisières et de scieries dans une mesure qui n'est pas en rapport avec le travail fourni et le rendement obtenu. », lit-on dans *Le Soir* en avril 1947.¹ Ce climat de méfiance et de rancune constitue un des marqueurs de l'état psychologique collectif d'une population en proie aux rumeurs et « chauffée à blanc » par les prétendues injustices et lenteurs de l'effort de reconstruction. Cet article se penche sur ceux dont la tâche est de servir de mail-
lon essentiel entre l'État superviseur et les sinistrés de guerre : le groupe des architectes diplômés.

Certaines localités souffrent encore en été 1947 d'importants retards en matière de reconstruction. Le *Wort* se fait écho de la colère des habitants, notamment de Schlindermanderscheid : « Trotz der Bemühungen unseres Architekten und Gemeinderats, trotz der 3 Pläne, die vor einem Jahr an die obere Stelle der Rekonstruktion eingereicht wurden, ist unsere Schule noch immer eine Ruine. Das ganze Jahr musste der Unterricht in einem unhygienischen Lokale abgehalten werden. Der Erfolg? All unsere Kinder sind blutarm und krank. Wir Eltern weigern uns fortan unsere Kleinen noch in solch ein Schullokal zu schicken. Besser etwas dümmere als kranke Kinder. [...] Überhaupt der Aufbau in unserm Dorf ruht dieses Jahr gänzlich. Warum wohl? Im Gemeindehauptort setzen neidige Köpfe mit rührigen Händen alles dran, um den Aufbau hier ganz zu verhindern. [...] Bloß die Wochenendhäuschen rundherum werden bis zum letzten Brettchen pickfein hergestellt. »²

Mais comment s'expliquent ces retards ? Seraient-ils dus à la jalousie de véritables « saboteurs » malveillants et vénaux, comme l'insinue l'auteur ? Il faut d'abord analyser comment l'État tente d'organiser l'appareil de Reconstruction national. Estimant l'avoir échappé belle après les dégâts relativement limités de la première libération de septembre 1944, les autorités de l'État de retour de l'exil londonien instaurent l'Office de l'État des Dommages de Guerre le 4 octobre 1944.³ Le 11 octobre 1944, celui-ci décide de ne pas imposer le contrôle de la part d'un architecte lors de la procédure de dédommagement des sinistrés de guerre reconstruisant leurs maisons. Mais la situation change dramatiquement au lendemain de la Bataille des Ardennes et des destructions effarantes dans le nord et l'est du pays. L'Office des Dommages de Guerre fait volte-face le 22 février 1945 : les architectes attitrés sont désormais incontournables pour les sinistrés de guerre espérant toucher une future aide financière au terme d'une procédure officielle ordonnée.⁴ Il est vrai que les enjeux sont énormes.

Face au manque de main d'œuvre, à la pénurie de matériaux et aux tracasseries administratives, la reconstruction des 3 000 habitations détruits durant la guerre s'avéra très difficile

Plus de 18 000 habitations privées ont subi des dégâts, 3 000 d'entre elles ont été réduites en ruines et sont devenues inhabitables, 108 000 individus ont été directement affectés par les dommages de guerre.⁵ Le 23 février 1945, une seconde institution vient renforcer les structures étatiques en place : le Commissariat Général à la Reconstruction, dirigé par l'ingénieur Joseph Schroeder.⁶

Durant une phase initiale que l'on pourrait qualifier de « reconstruction sauvage », l'État tente tant bien que mal de reprendre en main la situation. Cette période se caractérise par le désordre le plus complet : villages en cendres, infrastructures anéanties, risque d'épidémies, danger des munitions de guerre qui guettent les imprudents, absence totale d'autorités officielles... Il faut alors pallier les manques les plus criants, apporter une aide d'urgence et réparer ce qui reste des demeures endommagées avec les piètres moyens disponibles.⁷

Tous les architectes présents sur le territoire sont réquisitionnés en février 1945 pour appuyer les instances gouvernementales, comme le résume Joseph Schroeder en septembre 1946 : « Les régions dévastées avaient été divisées en 41 secteurs d'importance sensiblement égale, ayant à leur tête un architecte qui dirige les travaux sur place et en fait la réception. Le contrôle des factures quant au prix d'unité et aux calculs ainsi que la passation de contrats avec les entrepreneurs se font au Commissariat Général. »⁸

À partir du 30 avril 1945, toute mesure de reconstruction qui dépasse 10 000 francs doit être autorisée par l'État et surveillée par un architecte.⁹ Tous les travaux de déblaiement et de démolition, ainsi que les mesures de conservation (réparation) sont désormais à la charge de l'État. « Réparer le plus vite possible sans se soucier d'une expertise » ; « réparer d'abord, reconstruire ensuite »¹⁰ : telles sont les devises de la phase initiale de la Reconstruction, entre le printemps 1945 et l'été 1946.

Le 1^{er} août 1945 intervient la fondation de l'Ordre des Architectes, sous la présidence de Victor Engels. L'association compte alors 47 membres. Étant donné qu'il représente l'essentiel des architectes diplômés actifs au Luxembourg, l'Ordre des Architectes devient immédiatement l'interlocuteur privilégié du Commissariat Général à la Reconstruction, et le restera durant les années à venir.¹¹

À la suite des élections législatives d'octobre 1945 et de l'émergence d'un gouvernement d'Union nationale, le Commissariat Général à la Reconstruction est placé sous la tutelle du Ministre du Travail, Pierre Krier (LSAP), alors que l'Office des Dommages de Guerre revient au Ministre de l'Intérieur, Eugène Schaus (Groupement démocratique).¹²

En janvier 1946, des conférences sont organisées dans chaque commune. Leur rôle est de faciliter la coopération et les échanges entre les acteurs locaux et les instances étatiques. Joseph Schroeder en résume les tâches comme suit : « Ce comité a pour mission principale de fixer les priorités, tant pour les réparations que pour la reconstruction, de contrôler au besoin les factures et de veiller à ce que tous les travaux soient exécutés avec tous les soins et la moralité voulus. » Des critères politiques (attitude patriotique durant la guerre, etc.) et socio-professionnels (famille nombreuse, indigence, etc.) déterminent les bénéficiaires prioritaires selon un système de pondération uniforme. Après maintes tergiversations (compréhensibles face à l'énormité des défis), on constate une systématisation des stratégies, qui aboutit en 1946 à une définition claire du rôle primordial réservé aux architectes dans l'appareil dirige de la Reconstruction. Les architectes exercent donc une fonction essentielle de planification et de contrôle. Or, leur mission s'avère fastidieuse et ingrate.

Inéluctablement, le chantier titanique de la Reconstruction provoque des frictions entre les acteurs associés et génère des malaises multiformes. La méfiance mutuelle a souvent pu imprégner les débats et provoquer des accusations vitrioliques : « Stin d'Interétsén vun de Geschiedegten an de' vum Architekt sech net entgënt? Dei Geschiedegt hätte gär, wann den Opbau ge'w es'o' schnell ew'e mëglecht stattfannen, am Interêt vum Architekt ass et, wann et mëglecht lang dauert », dit ainsi le député Joseph Artois en mai 1945¹³

Durant la phase initiale de la Reconstruction, les difficultés structurelles entravent fortement le travail de tous les acteurs impliqués. En juillet 1945, le député du Nord Joseph Simon (CSV) en brosse un portrait certes non exhaustif, mais évocateur, lors d'une session de l'Assemblée constituante.¹⁴ Il décrit tout d'abord le manque de matières premières pour la construction : bois, verre, acier, etc. Les pénuries frappent tous les secteurs du fait de la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Idem pour la main d'œuvre qualifiée. Même si des centaines d'ouvriers sidérurgiques du sud du Luxembourg ont pu être redéployés dans les zones dévastées du fait d'un arrêt temporaire de la production métallurgique, leur nombre reste insuffisant. Les travailleurs étrangers

de l'avant-guerre, notamment italiens, manquent à l'appel. Les salaires peu lucratifs fixés par l'Office des prix pour les chantiers de Reconstruction étatique ne stimulent guère la motivation au travail. Les infrastructures nécessaires pour se rendre aux chantiers et y profiter de conditions acceptables restent vulnérables : routes, lignes de chemins de fer et ponts détruits, manque de logements, pénurie de carburant et de moyens de transport, liaisons électriques et téléphoniques encore lacunaires... rien n'est facile.

Évoquant le rôle des architectes, Simon constate qu'ils sont débordés par l'abondance des requêtes et la distance trop importante entre les chantiers à prendre en charge : « Der Architekt muss weiter in den Vormittagen Leute empfangen, und behält nur den Abend für nützliche Arbeit. Die Architekten können ihre Arbeit nicht bewältigen, wenn sie nicht in jedem Kanton von 3-4 Angestellten und surveillants [sic] unterstützt werden. » Eux aussi pâtissent des difficultés de déplacement : « Von 5 Architekten im Kanton Wiltz hat nur einer ein Auto. » On peut s'imaginer le surmenage et le désarroi des architectes qui se font assiéger de toutes parts par des sinistrés désespérés, exigeant d'être les premiers bénéficiaires d'assistance. Souvent livrés à eux-mêmes, à un moment où le système de la Reconstruction est encore loin d'être rodé, les architectes doivent improviser en permanence et s'attirent ainsi les foudres de ceux qui s'estiment laissés pour compte.

Ces lignes illustrent les balbutiements des premiers mois de la Reconstruction, marqués par le flou et la méconnaissance des procédures officielles. Ce n'est qu'en janvier 1946 que les « conférences communales » déchargeront les architectes. Désormais, ce sont les comités locaux qui examinent et contrôlent les diverses requêtes des sinistrés, selon le système des listes prioritaires déjà évoqué. Signifierait-ce pour autant une réduction des galères administratives ? Au contraire. Obligés de suivre la méthode dirigiste de l'État, les architectes se voient confrontés à une véritable avalanche de circulaires du Commissariat Général à la Reconstruction : leur nombre dépasse la centaine par an pour la période de 1945 à 1948.¹⁵ Réflétant la difficulté de coordination des mesures de Reconstruction au niveau national, elles transmettent pêle-mêle des informations diffuses sur une variété de sujets techniques en rapport avec les architectes et leurs relations à entretenir avec l'État, les entrepreneurs et les sinistrés.

La jungle administrative et la paperasserie toujours croissante vont bientôt causer des ennuis entre les architectes et le Commissaire Général, au point de nourrir des frictions et frustrations multiformes. Les accusations de l'État concernent les « abus » du système des avances. Le soi-disant manque de sérieux et les erreurs des architectes lors des expertises sont des leitmotivs exploités à tour de rôle par les représentants du Commissariat Général à la Reconstruction et des entrepreneurs pour légitimer les retards des chantiers et les litiges subséquents.¹⁶

Les opposants politiques aux méthodes dirigistes de l'État n'hésitent pas à accuser les architectes de ne pas faire leur part : « Op laang Sieht get op jidde fall net geschafft; d'Architekten hu bis elo nach keng Directiven erausgin fir de Bauprogramm 46. Wann d'Architekten och am allgemengen hirt beschd din, fir ze hëllefen, da get et dach awer ënner hinnen och schwarz Schof; es'o' gehéert z.B. en Architekt, dé nemmen al 14 Dég an sei Secteur kucke kennt — an dobei nach voll ass — net an d'Reconstruction, mé an de Prisong. »¹⁷

Autre facteur d'incompréhension récurrent : la réparation des immeubles avant leur reconstruction. Ici encore, les architectes sont pris en tenaille entre les intérêts des sinistrés – voulant passer tout de suite à la reconstruction – et les méandres de la procédure étatique privilégiant d'abord une remise en l'état provisoire. Une source de frustration exploitée avec d'éléction par un journaliste du *Wort*. Il critique l'« inélasticité » et la « lourdeur » de l'appareil de Reconstruction, régi par des responsables socialistes : « Überall ist Schlendrian Trumpf, verliert man seine Zeit in der Hochsaison des zweiten Rekonstruktionsjahres mit Reparaturen. Und da, wo einmal im Ernst daran gedacht wird, aufzubauen, entstehen Differenzen zwischen Unternehmer und

Rekonstruktionskommissariat, behindern urbanistische Planungen die Durchführung des Prioritätsprogrammes, fehlen die Baugenehmigung oder die Handwerker usw. »¹⁸

À noter qu'en été 1946, aucune base légale n'existe encore pour la Reconstruction (la loi sur les dommages de guerre ne sera votée qu'en 1950) et que les architectes attendent toujours la conclusion d'un contrat collectif, régissant clairement leur engagement au sein de l'appareil d'État. Les négociations entre l'Ordre des Architectes et le Commissariat Général en vue de conclure un tel contrat ont été épineuses. Initiées en janvier 1946, elles vont rapidement s'enliser autour de la question des frais de route et provoquer le congédiement collectif des architectes en avril 1946, entraînant des prises de bec de part et d'autre dans la presse. Dans une séance de l'Assemblée constituante en juin 1946, Joseph Schroeder explique cette lacune par une simple technicité : « Der von den Architekten eingereichte Code d'honneur beziehe sich lediglich auf deren private Klienten. Im Wiederaufbau jedoch müsse der Architekt sich vor allem als ein Organ der staatlichen Exekutive betrachten, das über Staatsgelder mitzuverfügen habe, dessen müssten sich die Architekten vor allem bewusst sein. »¹⁹

Au vu du rôle capital des architectes dans la Reconstruction, un accord sera finalement trouvé en août 1946 et la législation finira par définir les modalités de leur assermentation en bonne et due forme devant un Tribunal d'Arrondissement : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité, et de faire mes expertises en mon honneur et conscience, ainsi Dieu me soit en aide ! »²⁰

Quant aux amendes et peines d'emprisonnement frappant ceux qui se seraient rendus coupables d'abus, elles ont déjà été définies dans un arrêté grand-ducal du 13 août 1945. On y lit que « les mêmes peines seront appliquées aux architectes, surveillants, entrepreneurs et artisans qui dans la direction, surveillance ou exécution des travaux ou fournitures de matériaux de reconstruction auront sciemment contribué à se faire verser ou à faire verser aux sinistrés des sommes supérieures aux travaux ou aux marchandises fournies ou aux dommages subis notamment par la délivrance de certificats de complaisance, ou par la signature ou l'établissement de factures incomplètes ou inexactes. »²¹

Des affaires de fraude impliqueront certains acteurs de la Reconstruction, tant parmi les entrepreneurs et les fonctionnaires municipaux que parmi des sinistrés. L'accusation de fraude et de mauvaise conduite plane sur certains architectes. En décembre 1945, un architecte de Luxembourg-Ville est congédié par le Commissariat Général à la Reconstruction pour « faux en matière de dommages de guerre. »²² En mai 1947, une longue et pénible enquête de la police et du service des fraudes du ministère des Dommages de guerre, impliquant divers témoins, conclut qu'un architecte de Luxembourg-Ville a indûment déclaré des travaux de menuiserie (revêtements de calorifères et cache-radiateur) comme « dommages de guerre ». Le concerné est déferé au Parquet et suspendu de son poste d'architecte à la Reconstruction.²³ Ces cas isolés scandalisent bien sûr l'opinion publique, toujours en proie aux ragots et aux articles incendiaires, dont certains discréditent des professions toutes entières.

Comment les architectes se défendent-ils contre ce genre d'accusations ? Parmi les nombreuses mises au point publiques de l'Ordre des Architectes publiées dans la presse, citons un article du *Wort* paru le 18 juin 1946, qui nous semble bien refléter la perspective des architectes. Voici les arguments qu'ils avancent par rapport à la question des abus et des honoraires excessifs : « Wohl möge eine verschwindend kleine Zahl von Berufscollegen sich gegen die Allgemeinheit verfehlt haben, aber dann sei es Sache der Behörde hier einzugreifen; der Ordre des Architectes werde bestimmt jene nicht in Schutz nehmen. Falsch sei es jedoch für solche Fehler den ganzen Stand verantwortlich zu machen und vor der Öffentlichkeit zu diskreditieren. »²⁴

Quant aux retards, ils seraient dus à une multitude de facteurs, dont les problèmes d'approvisionnement,

les matières premières défaillantes et de mauvaise qualité, l'absence d'une production en série de certains éléments de base (portes, fenêtres, etc.), le problème des factures impayées, les retards d'exécution de la part des entrepreneurs et la prévalence, juste après la Bataille des Ardennes, de chantiers bien plus urgents que l'achèvement d'expertises administratives. À ceux accusant les architectes de dresser des plans d'urbanisation irréalistes et chronophages au lieu de se concentrer sur l'essentiel, l'on rétorque que ces plans correspondent aux souhaits du Commissariat Général et que personne ne peut prédire leur éventuelle mise en pratique.

Dernier point d'intérêt soulevé dans l'article, la question de la « fiabilité politique » des architectes engagés au sein de la Reconstruction. Sujet omniprésent dans les débats de l'après-guerre, l'Épuration touche toutes les professions et toutes les couches sociales. Dans ce contexte, les architectes affirment supporter entièrement les enquêtes administratives et souhaiter l'exclusion de ceux parmi eux qui se seraient compromis avec l'ennemi durant l'occupation nazie.²⁵ À noter qu'en effet, sept architectes seront sanctionnés par la 11^e commission d'enquête, allant du simple blâme à l'exclusion définitive des soumissions, travaux et fournitures.²⁶

L'appareil dirigiste de la Reconstruction étatique a tablé très tôt sur l'expertise des architectes pour accélérer le redressement du pays. Il va de soi qu'au vu de l'ampleur des destructions et des difficultés structurelles frappant le Luxembourg après l'Offensive des Ardennes, la tâche a été rude et la coopération harmonieuse entre les divers acteurs a tardé à se concrétiser. Contraints à l'improvisation faute de moyens matériels, tirillés entre un nombre écrasant de chan-

L'appareil dirigiste de la Reconstruction a tablé très tôt sur l'expertise des architectes. Une coopération qui sera peu harmonieuse

tiers, bombardés de requêtes de sinistrés impatients, puis inondés d'instructions officielles amplifiant les corvées bureaucratiques, exposés aux rumeurs et à la désinformation, visés par des débats publics houleux, la position des architectes n'a certes pas été

enviable. Boucs-émissaires bienvenus car assumant leur mission pour le compte de l'État, les architectes ont souvent été associés aux lenteurs des procédures officielles exaspérantes et au prétendu gaspillage de ressources et d'argent.

Mais aurait-il pu en être autrement ? La situation telle qu'elle se présente en février 1945 a été tellement inédite et cauchemardesque qu'une Reconstruction sans entraves a tout simplement été illusoire. Face à l'énormité des problèmes, il n'y a pas eu de solution miracle ni de scénario clé en main, mais un long processus d'improvisation et de réorganisation fait de tâtonnements et de revirements.

Quoi qu'il en soit, il semble que le pire est passé pour les architectes de la Reconstruction après la conclusion de leur contrat collectif en août 1946. Celui-ci a permis de déblayer le terrain. Désormais, les domaines de compétences et les devoirs des architectes dans le rouage de la Reconstruction sont clairs, les procédures établies, la communication améliorée. Vu les progrès accomplis en 1945-1946, les esprits se calment. Les voix discordantes ont tendance à se taire, et ce au plus tard après l'éclatement du gouvernement d'Union nationale en mars 1947. Provoquant l'absorption du Commissariat Général à la Reconstruction (ressort du LSAP) par l'Office des Dommages de Guerre (ressort du Groupement patriotique et démocratique), il sonne le glas des ressentiments politiques sous-jacents, qui avaient envenimé les rapports antérieurs entre ces deux institutions, et permet de centraliser encore davantage les procédures. Il est, en tous cas, aberrant d'accuser les architectes d'avoir chômé : en 1948, 65 pour cent des habitations détruites ou endommagées ont été complètement reconstruites.²⁷ ●



Troisviesges: Après des lourds bombardements de la gare, des civilistes participent aux travaux de remise en état

US Army Signal Corps Coll. NMNH

Philippe Victor a fait ses études d'Histoire à l'Université de Paris IV. Dans le cadre de son mémoire de Master II il s'est intéressé aux initiatives d'endoctrinement et d'embrigadement de la jeunesse luxembourgeoise sous l'occupation nazie. Il travaille actuellement en tant que professeur au Lycée Classique de Diekirch et enseignant détaché au Musée National d'Histoire militaire.

L'article est une version abrégée d'un texte publié en 2021 dans *Ons zerschloen Dierfer* (premier volume). Il s'agit du catalogue sur l'exposition éponyme que le Musée national d'histoire militaire et le Musée d'Histoire[s] Diekirch avaient dédié à la Reconstruction du Luxembourg entre 1944 et 1960

Kammer in der unmittelbaren Nachkriegszeit, Luxembourg : Travail de candidature (Histoire); Ministère de l'Éducation nationale, 2016, p.76. Voir également : Député Joseph Artois, in : Compte-rendu de l'Assemblée Consultative (24.05.1945), p. 242.

¹⁴ « Kammerbericht, Sprachrohr des sinistrierten Öslings », in: *Luxemburger Wort* (13.07.1945).

¹⁵ Archives communales d'Ettelbruck (AC Ettelbruck), Dossier « Circulaires /Architectes ».

¹⁶ Voir également: Delegation der Vereinigung der Luxemburger Unternehmer, in: *Obermosel Zeitung* (06/02/1946), p. 2.

¹⁷ Auteur paraphrasant le député Vic Abens. Reconstruction, in : *D'UNIO'N. Quotidien de la Résistance luxembourgeoise* (16.05.1946), p. 1.

¹⁸ M[arcel] F[ischbach], « Über Wohntrümmer wächst das Gras, » in : *Luxemburger Wort* (11.07.1946), p. 6.

¹⁹ « Kammerbericht », in : *Escher Tageblatt*, (18.06.1946), p. 4.

²⁰ Arrêté du 19 juillet 1946 concernant la prestation du serment des employés-experts et taxateurs des Commissariats généraux aux Dommages de guerre et à la Reconstruction, ainsi que des architectes, in : *Mémorial* 37 (05.08.1946), p. 589.

²¹ Arrêté grand-ducal du 13 août 1945 sur les faux et la conduite antipatriotique en matière de dommages de guerre, in : *Mémorial* 42 (24.08.1945), p. 471.

²² Linster, Classeur OAL, correspondance de J. Schroeder à Victor Engels (14.12.1945).

²³ Linster, Classeur OAL, Ministère de la Reconstruction, Service des fraudes, rapport n°49636 (23.06.1947).

²⁴ Kammerbericht, in : *Luxemburger Wort* (18/06/1946), p. 5.

²⁵ Ebd., p. 5. « Abschließend verlangen die Architekten: a) daß sowohl diejenigen ihrer Berufskollegen, die sich unfähig erwiesen haben als auch diejenigen, die sich durch Vernachlässigung ihrer Pflichten kompromittiert haben vom Wiederaufbau ausgeschlossen werden; in schwerwiegenden Fällen soll ihnen die Ermächtigung zur Ausübung ihres Berufes entzogen werden; b) daß keine politisch unzuverlässigen Architekten im Wiederaufbau geduldet werden. »

²⁶ Archives Nationales du Luxembourg, EPU-02-302, Commission d'enquête - décisions prises concernant les dossiers analysés, 1946-1947.

²⁷ Jean Jaans, « D'Rekonstruktioun nom Krich », Vol. VII, in: *De Clärrwer Kanton* 2 (1997), p. 21

MERCI
de Propriétaires
déi solidaresch
sinn

Gitt anere Leit eng Chance
mat Ärer eideler Wunneng.

Mat der „**Gestion locative sociale**“ gitt Dir Leit a schwierege Situatiounen eng Perspektive fir eng Wunneng ze fannen. Als Propriétaire kritt Dir all Mount Äre Loyer, Dir profitéiert vu steierleche Virdeeler an dat ouni lech ëm d'Gestioun mussen ze këmmere.

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Logement

Fortifications thermiques

Bernard Thomas

Les rénovations énergétiques étaient un impératif climatique. Depuis la guerre en Ukraine, elles sont devenues un facteur géostratégique

Alors que l'Europe cherche désespérément à sortir de son addiction au gaz russe, une mesure n'est quasiment jamais évoquée. Elle est pourtant efficace et simple à mettre en place, un acte quotidien de boycott anti-Poutine : Baisser les radiateurs et mettre un pull. Le gouvernement luxembourgeois n'a jusqu'ici pas lancé d'appel en ce sens. Le contraste est saisissant avec les campagnes anti-gaspillage menées au lendemain du premier choc pétrolier de 1973. Dans des annonces publiques, le ministère de l'Économie appelait alors les Luxembourgeois à faire preuve de « discipline » en réduisant leur consommation de fioul : « Senken Sie die Zimmertemperatur. Mit 2 Grad weniger Raumtemperatur können Sie den Mazout-Verbrauch bis zu 10% senken. Heizen Sie nicht unnötig. Undichte Fenster und Türen bringen Wärmeverluste. » Les administrations s'engageaient, elles, à réduire le chauffage durant les weekends.

La société civile relayait le message. L'Union des consommateurs en appelait à la responsabilité citoyenne : Le temps des comportements « égoïstes » serait révolu. À son assemblée générale, l'Union des propriétaires fit dissertar un expert sur la question « Wie spare ich Heizöl ? » : « Sowohl durch warme Kleidung, richtiges Einstellen des Brenners, kurze Entlüftungen, als auch durch Doppelfenster und andere Möglichkeiten. » Le *Luxemburger Wort* notait : « Modern und modisch wird das 'Sicheinschränken' in Sachen Energie ». Des publicités d'un type nouveau apparaissaient dans la presse durant l'hiver 73-74 : « Isolierfassade auf Hartschaumbasis zum Do-it-yourself » ; « Mit ISO-Glas sparen Sie bis zu 1 000 Liter Heizöl. [...] Alles spricht von Krisen, nur wir nicht » ; « Bekleiden Sie ihr Haus mit einer Aluminium-Fassade ».

Le choc pétrolier de 1973 est à l'origine des politiques d'économie d'énergie et des exigences de sobriété qui rythmeront les décennies suivantes. Actuellement, les bâtiments résidentiels sont responsables de 12,8 pour cent des émissions luxembourgeoises de gaz à effet de serre. Le gouvernement veut les réduire de 64 pour cent... d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif (très) ambitieux, il faudra rénover une grande partie du parc immobilier existant. Le ministre de l'Énergie, Claude Turmes (Déi Gréng), a souvent été raillé comme un technophile apolitique, un apparatchik de l'efficacité. Si l'accélération du dérèglement climatique a mis la question énergétique au centre des préoccupations (notamment après les inondations de juillet 2021), la guerre d'agression contre l'Ukraine l'a chargée d'une nouvelle force géopolitique. « Les énergies renouvelables sont les énergies de la paix : Avec les éoliennes et la photovoltaïque, personne ne peut nous faire du chantage », disait Turmes lundi dernier lors d'une conférence de presse. Moscou fournit 45 pour cent des importations de gaz de l'UE. Rompre à très court terme cette dépendance sera un réel casse-tête, même si l'exposition varie d'un État membre à l'autre : alors que l'Allemagne importe plus de la moitié de son gaz depuis la Russie, ce taux est de 27 pour cent au Luxembourg et de 17 pour cent

Le Grand-Duché boycotte les films produits par Gazprom, mais pas le gaz provenant de Gazprom

en France. Le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, a fait jouer les muscles cette semaine en déclarant que Moscou pourrait imiter les sanctions européennes et fermer le gazoduc Nord Stream 1. En attendant, les livraisons de gaz restent à des niveaux très élevés : Gazprom affirme ainsi que, depuis le début des sanctions, ses clients européens auraient multiplié les commandes. C'est toute l'hypocrisie de la déprogrammation d'un film russe du LuxFilmFest sous prétexte qu'il a été produit par une société appartenant à Gazprom. Le gouvernement boycotte les films, mais pas les importations de gaz.

« Tant que les prix du gaz et du mazout n'augmenteront pas de manière drastique, les gens ne vont pas

En préparation de l'hiver 22-23, il faudra faire ce qui pourra être fait, en commençant par des mesures simples mais efficaces, comme l'isolation thermique des dalles du grenier

faire la transition », confiait le patron d'une PME spécialisée dans les rénovations énergétiques au *Land* en juillet dernier. Depuis le 24 février, le monde est sorti de ses gonds. Face à l'explosion des prix du gaz et du mazout, l'intérêt financier à renforcer l'enveloppe thermique de sa résidence paraît soudain très réel. Il sera intéressant de voir comment les ménages luxembourgeois anticiperont les prochains hivers et les risques de pénuries. Les rénovations thermiques vont-elles connaître un boom ? D'ores et déjà submergés, les chauffagistes, toituriers et façadiers pourront-ils suivre une telle croissance de la demande ?

Longtemps favorisées par les gouvernements (et très généreusement subventionnées), les lourdes et coût-

teuses rénovations énergétiques intégrales (« deep renovations ») n'avaient jusqu'ici pas vraiment enthousiasmé les foules. Les écueils sont nombreux : le *small print* des réglementations communales, l'incapacité de financement des jeunes ménages surendettés, la sensibilité esthétique des *Bildungsbürger*, l'illisibilité du système des primes étatiques, les nuisances du chantier, le manque de main d'œuvre. Dans un pays où la rénovation énergétique d'un lycée a coûté 85 millions d'euros, le parfait était l'ennemi du mieux et le mieux l'ennemi du bien.

Le temps devrait désormais être à la mobilisation générale. En amont de l'hiver prochain, il faudra faire ce qui pourra être fait, en commençant par des mesures simples et rapides, mais efficaces, comme l'isolation des dalles du grenier. Revenus de leur purisme initial, les ministres verts Claude Turmes et Carole Dieschbourg misent désormais sur un nouveau régime, « simplifié » et moins bureaucratique, qui permet de subventionner « un seul élément de construction de l'enveloppe thermique ». Pour ces petits travaux, le recours à un conseiller énergétique sera facultatif, il suffira a priori de passer par un artisan certifié. Le ministère de l'Environnement veut inciter les propriétaires à remplacer leurs anciennes chaudières basées sur les énergies fossiles par des pompes à chaleur électrique (des sortes de frigos inversés), pour lesquelles les primes ont été revues à la hausse. Cette « nouvelle référence » signe aussi un retour au passé : Dans les années 1980, les pompes à chaleur avaient connu une première, mais éphémère, vague d'installation.

Dans la nouvelle guerre du froid, les locataires se retrouvent en position vulnérable. Entre les années 1950 et 1990, quelque 7 000 appartements ont été construits par décennie, souvent de qualité médiocre. Ce rythme étonnamment régulier « laisse présager une répartition temporelle relativement uniforme du nombre de rénovations futures », lit-on dans la « Long Term Renovation Strategy » publiée en juin 2020. Or, pour 21 000 locataires, le taux d'effort atteint ou dépasse déjà aujourd'hui les cinquante pour cent. Pour les prochains hivers, ils dépendront des aides étatiques pour se chauffer. Afin de briser les blocages et inciter les copropriétaires à investir dans l'entretien de leurs immeubles, un projet de loi a été déposé en février 2021, visant à instaurer un « fonds de travaux ». Le montant minimal à verser annuellement reste toutefois modique : dix pour cent des charges d'entretien, soit quelque 300 euros par logement. Pour lancer des travaux d'assainissement énergétique, il suffira de l'accord de la moitié des votants, un changement des règles de majorité qui rend les syndicats nerveux : Ils craignent une lutte des classes larvée au sein des copropriétés, risquant d'aboutir à une gentrification verte. Fin mars 2021, la Chambre des fonctionnaires estimait dans son avis que la rénovation énergétique « ne constitue pas une nécessité primaire absolue ». Déjà anachronique au moment de sa rédaction, cette phrase n'a pas bien vieilli du tout. ●

TERRAINEN APPARTEMENTER HAUSER



**AREND &
FISCHBACH**
PROMOTION IMMOBILIÈRE

Entdeckt eis Projeten op: **arend-fischbach.lu**